

ARCHIVES DE PARIS

Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris
puis Administration générale de l'assistance publique de Paris
puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris
puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris
puis Centre d'action sociale de la ville de Paris
Service des travaux et du patrimoine
Bureau des affaires juridiques et du contentieux.

**Dossiers de dons, legs et ventes
du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP
(1617-2006)**

3624W 1 à 56

Bordereau de versement

Février 2012

Délai de communicabilité : 50 ans (protection de la vie privée)

Introduction du versement 3624W de dons, legs et domaines du CASVP

Les dons et legs ont constitué des ressources de premier ordre pour les administrations qui se sont succédé dans la lutte contre la pauvreté parisienne : le patrimoine de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris comme du Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris a essentiellement pour origine des libéralités à destination des *pauvres, vieillards et malades*.

Cette pratique philanthrope répandue depuis le Moyen-âge atteint son apogée sous la Troisième République : les révolutions successives ont fait de la charité, dogme essentiellement chrétien, une doctrine « sociale, laïque et nationale »¹.

Le fonds du Centre d'Action Sociale compile une grande partie des legs et dons qui concernent le domaine social parisien : les bourgeois de la Capitale ont eu à cœur, plus qu'ailleurs, de manifester leur générosité à l'égard du *petit peuple* et de cette *bonne Ville de Paris*. Ces notables ont laissé une empreinte durable dans la ville, leurs noms résonnent encore dans les fondations qui ont survécu (groupes scolaires ou hospitaliers, maisons de retraite ou d'accouchement, prix et récompenses...).

Ce versement intègre aussi des dossiers liés à la politique domaniale de l'institution et dénués de toute origine philanthropique : les dons et legs ayant été instruits en grande partie dans un « bureau des affaires immobilières et juridiques » confondant la provenance des immeubles gérés (selon une tradition antérieure de l'Assistance Publique, le juridique est géré conjointement au financier et à l'immobilier).

Le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris (CASVP) créé par le décret du 27 janvier 1969 s'est vu confier des missions qui relevaient de la Préfecture de la Seine et de l'Assistance Publique à l'occasion de la grande réorganisation de la région Ile-de-France en 1969. Devenu un établissement public communal en 1977, le CASVP a récupéré de l'Administration générale de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris (AP-HP) l'aide et la prise en charge des personnes âgées mais aussi l'attribution de secours versés aux familles et Parisiens en difficulté. De la Préfecture, il a repris les prérogatives en matière d'hébergement des personnes démunies ou en situation de grande pauvreté. Le Bureau d'aide sociale de la Ville de Paris (BASVP) - précédente dénomination jusqu'en 1995 du CASVP - a donc hérité après sa création, des dossiers de dons et legs destinés aux « vieillards » et « indigents » de Paris. Cependant, l'évolution sémantique des termes usités pour désigner les populations à secourir a parfois complexifié cette dévolution d'une administration à l'autre. Par conséquent, les dossiers de ce fonds sont relativement hétéroclites et certains concernent parfois des populations hors des critères précédemment énoncés.

Une partie de ce fonds était conservé, avant qu'il ne soit recensé, par le service d'archives du CASVP. L'autre, plus récente, relevait de la cellule patrimoine du service des travaux et du patrimoine (STP) ou bien encore du bureau des affaires juridiques et du contentieux (BAJC). Aucune élimination de pièces n'a été effectuée (à l'exception de quelques doublons et de dossiers de travaux d'entretien réalisés dans les immeubles issus des legs). Les plus anciens documents remontent exceptionnellement au début du XVIIe siècle. Il s'agit de dossiers rattachés à l'important legs de la veuve de Provigny, née Besson, qui du fait de son ancienneté, a été l'objet d'un traitement particulier (cf. p.4). La période couverte par le fonds des dons et legs, après mise à l'écart du fonds Besson, va donc de 1789 à 2006. Les dossiers les plus récents sont relatifs aux ventes de biens immobiliers issus de legs, appelées « aliénations ».

¹Edouard Knoepflin, *Les bienfaiteurs des pauvres*, Paris, 1862

Définitions des termes de dons, donation, legs et fondation

Dons, donations et legs sont des actes notariés qui revêtent un caractère perpétuel et inviolable. Un don est un acte qui vise à transmettre, de son vivant, un bien ou un droit au profit d'une autre personne ou d'une institution. Il peut s'agir d'un don manuel lors de la transmission d'un meuble ou d'un bien. Lorsqu'il est question de la transmission d'un bien de plus grande valeur ou d'un bien immobilier, il s'agit d'une donation. Elle est alors réalisée dans un acte notarié afin d'éviter tout litige.

Un don, contrairement à un legs, peut-être anonyme ; le donataire ne souhaite pas se faire connaître et fait preuve alors d'un grand désintéressement. Cette pratique de l'anonymat est toutefois relativement faible en raison de l'aura que procurent ces actes de philanthropie aux bienfaiteurs.

Un legs s'inscrit dans des dispositions testamentaires : il est destiné à ne gratifier une personne ou une institution qu'après le décès du testateur. C'est un acte soumis à l'enregistrement d'un notaire, garant de sa validité et son incontestabilité.

Le testateur est la personne qui désigne un ou plusieurs héritiers dans un testament validé par un notaire. Le testament est dit olographe lorsque ce dernier est rédigé de la main même du testateur. Le légataire, quant à lui, est la personne qui est bénéficiaire du legs.

Un legs est dit universel lorsqu'il a pour objet le transfert de la totalité des biens d'une personne. Il peut également être appelé legs particulier lorsqu'il porte sur un bien précis telle qu'une maison (identifiée par son adresse). Les biens comme les bijoux, les meubles ou les objets d'art doivent faire l'objet d'une description dans le texte du testament afin d'éviter d'éventuelles contestations.

Dans ce fonds, le terme de « fondation » est récurrent. Il revêt deux formes différentes. La première désigne une entité administrative chargée de distribuer « les secours » du testateur (livrets de caisse d'épargne, dots, secours de loyer, distribution de bons de pain, achat de vêtements), de suivre et gérer à long terme ses ressources, souvent depuis le siège de l'administration hospitalière. La Fondation peut aussi avoir une forme double car il peut s'agir aussi de l'entité administrative installée dans un bâtiment dédié à la réception des destinataires. La fondation Lenoir-Jousseran, par exemple (cf. *article 19*) est issue du legs de Marie-Aspasie Jousseran veuve d'Auguste Lenoir. L'Assistance publique, sa légataire universelle, s'emploie dans un bâtiment situé dans la commune de Saint-Mandé à y recueillir, soigner, habiller et nourrir des hommes et des femmes âgés d'au moins 70 ans, indigents ou atteints d'une infirmité incurable. Cette fondation est donc à la fois, le cadre administratif qui dispense les secours et le bâtiment qui accueille les bénéficiaires du legs.

Historique de la conservation du fonds

La plupart des dossiers de ce fonds concerne, conformément aux compétences dévolues au CASVP, les personnes âgées de Paris (appelés « vieillards ») ou les Parisiens les plus démunis (appelés « indigents », « nécessiteux », « pauvres » dans les dossiers). Il arrive cependant que certains de ces legs, surtout dans les plus anciens, aient été destinés à différentes catégories de personnes. De ce fait, le CASVP a parfois hérité de dossiers dont une partie devrait relever d'autres administrations (legs à destinations multiples, par exemple, d'enfants, de pauvres et de vieillards incurables). Ce problème se rencontre cependant assez rarement. L'administration générale de l'Assistance publique veillait globalement à répartir les fruits du legs, en respectant les dernières volontés du testateur ou du donataire.

Certains de ces dossiers de legs auraient parfois dû revenir à d'autres administrations car les bénéficiaires ne concernent aucunement ceux traditionnellement gérés par le CASVP. C'est le cas notamment du legs de la veuve Faguet (en 1857) destinés aux enfants orphelins d'ouvriers charpentiers ou corroyeurs.

Enfin, d'autres dossiers encore présents dans ce fonds, concernent des catégories de personnes qui relèvent simultanément de deux administrations. Les destinataires du legs de la fondation Montyon devaient être des convalescents indigents qui sortaient de l'hôpital, à qui l'on proposait des soins à

domicile. Ces personnes relevaient donc autant de l'aide sociale (bureaux de bienfaisance, devenus bureaux d'aides sociale) que de l'aide médicale.

Si la majorité des dossiers relatifs aux libéralités à destination des personnes âgées et en grande difficulté a été transférée au BASVP dès 1969, son service juridique, appelé longtemps Service des affaires immobilières et juridiques (SAIJ), a procédé dans les années 1980, à une vérification assidue des destinataires des legs ou dons qui avaient été adressés à l'AP-HP. A plusieurs reprises, le BASVP a donc demandé le transfert de propriétés issues de legs ou la restitution du fruit de leur vente. Cette dévolution ne remonte cependant pas au-delà de la fin du XVIIIe siècle et les services en charge du suivi et traitement des dossiers de legs de l'AP-HP ont conservé parfois les originaux de testaments relatifs à des dossiers dévolus finalement au CASVP (cf. p.7 et 8 les indications des fonds annexes, dans la partie relative aux sources complémentaires).

Avec la raréfaction des actes de libéralité à la fin du XXe siècle, les dossiers de legs sont progressivement assimilés à la gestion du parc immobilier. L'association du patrimoine et du juridique, héritée du temps de l'Assistance publique, s'arrête à la fin des années 2000 au CAS : la Cellule Patrimoine du BAJC (Bureau des affaires juridiques et du contentieux) est transférée au Service des Travaux. Les actes notariés qui justifient la propriété de terrains dépendent désormais de la gestion du Domaine de l'administration. Les propriétés sont réparties entre dotations affectées (à usage de service public) et non-affectées (en location ou déshérence) ; en général, les dossiers sont surtout instruits dans le cadre de ventes : des « aliénations ».

Procédure d'acceptation (ou de refus) du legs. Vie du dossier.

C'est le notaire qui doit informer l'administration, d'un legs en sa faveur, au décès du testateur. L'acceptation des « libéralités » est ensuite soumise au Conseil d'administration de l'institution légataire, puis validée en amont par la plus haute tutelle. L'approbation du transfert de propriété par l'Etat est une ancienne spécificité parisienne : la loi du 13 floréal an XI (3/05/1803) impose la validation des legs en faveur du Conseil Général des Hospices de Paris par le gouvernement, et ce par l'intermédiaire du ministre de l'intérieur ou du préfet.

Du XIXe siècle aux années 70, l'administration hospitalière exerçait une veille juridique qui pouvait prendre plusieurs années (non solvabilité, recours des héritiers éventuels, guerre), jusqu'à ce qu'un décret ou arrêté n'entérine définitivement l'enregistrement du legs au patrimoine de l'Institution.

La procédure d'acceptation des dons et legs au CASVP est un peu plus complexe. Lorsque le notaire dépose le testament, une procédure en « défense passive et active » se déclenche afin de savoir si le legs/don est solvable. A son issue, le Conseil d'administration se réunit afin de l'accepter ou non. Parallèlement à cette procédure, les avocats du CAS demandent l'envoi d'une requête en possession auprès du Tribunal de Grande instance de Paris. Lorsqu'elle est obtenue, l'ordonnance d'envoi en possession est déposée dans les minutes du notaire du testateur et c'est à ce moment alors que l'administration entre en possession de ses nouveaux biens. Une intervention auprès de la préfecture de Police de Paris est également menée pour savoir si le legs est solvable. Si jamais le legs/don n'est pas accepté par le CAS, il se trouve alors en déshérence (c'est-à-dire qu'il n'existe pas d'autres héritiers), et après paiement des droits de succession, c'est l'Etat qui en hérite.

Il est à noter que disparaissent des dossiers, à partir des années 70, les revenus tirés des rentes sur l'Etat, acquises à partir des sommes léguées. Ces dernières sont en effet arrivées progressivement à échéance. Seuls persistent alors les biens immobiliers s'ils n'ont pas été vendus entre-temps... Les dons et legs sont des actions devenues très rares au cours des années 2000 ; le CAS n'en a enregistré aucune depuis 2005.

Typologie des éléments légués

La nature des éléments légués est assez variée : sommes d'argent, mobilier, biens immobiliers... Les montants des libéralités sont parfois très disparates allant de quelques centaines à des millions de francs (avec obligation d'acheter des rentes sur l'Etat afin de faire fructifier la somme et de

permettre une distribution de secours sur de nombreuses années). La consigne pour le mobilier est bien souvent de le vendre après inventaire, de placer les fonds en rentes, puis de les utiliser pour les secours. Les biens immobiliers vont de l'appartement, à l'immeuble entier, l'hôtel particulier ou bien même au domaine complet avec château.

La nature des richesses à distribuer peut-être stipulée par le testateur, mais bien souvent, elle est laissée à l'appréciation de l'administration. De cette façon, l'action exercée sur les dossiers de legs est souvent la récupération de numéraires depuis des rentes, l'achat de vêtements ou de consommables qui seront ultérieurement distribués...

Composition des dossiers

Les actions administratives exercées sur les dossiers peuvent être multiples :

- Le legs/ don peut ne faire l'objet que d'une simple acceptation par l'administration.
- Le dossier peut être ensuite instruit, et il s'agit d'exécuter les conditions du testateur : recherche de bénéficiaire, délivrance de secours.
- Enfin, l'action conditionnant la composition d'un dossier dit « de legs » peut être la vente d'un bien, ou le placement d'argent ; sans que l'on sache quel sera l'usage réservé aux fonds dégagés.

Certains dossiers sont parfois incomplets ou partiels, l'Assistance Publique ayant conservé les originaux des testaments ou d'autres pièces plus anciennes. Les typologies documentaires récurrentes sont des copies de testament, des procès-verbaux, arrêtés ou décrets d'acceptation, de la correspondance entre les administrations, avec les héritiers, avec des entreprises (lors d'entretien de biens immobiliers), des documents de suivi des mouvements financiers ou des denrées distribuées, des plans et pièces relatives à la location des immeubles (baux, quittances de loyer). En ce qui concerne la recherche d'usagers pour les fondations, les dossiers se composent de fiches individuelles, d'enquêtes de moralité, de documents d'état-civil et de correspondance.

Eléments remarquables et fortuits du fonds.

1- legs de la veuve de Provigny, née Besson, à Cachan

Comme nous l'avons déjà précisé, ce fonds contient des documents remarquables par leur ancienneté et leur intérêt. L'un des dossiers les plus surprenants, et qui n'a pas pour objet un acte philanthropique, est celui provenant de la maison de retraite Cousin de Méricourt à Cachan, léguée en 1908 à l'Assistance publique. Des documents remontant aux XVII^e et XVIII^e siècles ont été découverts et permettent de retracer l'histoire du domaine sur lequel fonctionne toujours, au pied de l'aqueduc, un *établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes* (EHPAD). Les archives sont d'une grande diversité : des ordonnances royales relatives à la construction de l'aqueduc Médicis passant sur la propriété nommée « fief des Arcs » à Arcueil, des terriers, des plans cadastraux aquarellés, des extraits des registres du Conseil d'Etat, des rapports d'expertises, des correspondances et doléances concernant l'aqueduc, le domaine, ses dépendances, l'entretien des canaux qui incombe aux propriétaires et voisins du domaine des Arcs. Ces documents s'étalent sur une période allant de 1617 à 1930. Une description pièce par pièce des éléments les plus anciens a été réalisée afin de faciliter le repérage des différents acteurs et comprendre les conflits et travaux que l'entretien des regards et canalisations reliés à l'aqueduc a entraîné.

2- legs Montyon

Parmi les dossiers transmis par l'Assistance Publique, celui du Baron de Montyon se distingue à plus d'un titre. Il ne s'agit pas à proprement parler de son legs mais du suivi de sa fondation (créée en 1824 par testament) qui a eu pour but de délivrer des secours aux indigents sortant des hôpitaux pour achever leur convalescence à domicile. L'enjeu de ce legs est la diminution de la durée moyenne de séjour des Parisiens dans les hôpitaux et l'accroissement du rôle des bureaux de

bienfaisance qui participent à la délivrance des secours (alimentaires, médicaux, vestimentaires ou monétaires). En pleine période d'essor de la Statistique, la fondation Montyon a compilé dans des « bilans moraux » toute une série d'indicateurs sur son activité et sur ses usagers (recensement de la population indigente par arrondissement, statistiques sur l'âge, les professions, les secours délivrés, les renseignements sur l'habitat, le taux de mortalité dans les hôpitaux...). Une collection de procès-verbaux (1824-1830) du Conseil Général des Hospices évoquant le fonctionnement quotidien de la Fondation participe, en outre, à offrir un regard unique sur la population parisienne dans le besoin médical et social des années 1825 à 1840.

3- L'impact de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat

Parmi les dossiers transmis par l'Assistance Publique, il est possible de trouver des legs anciens adressés à l'Eglise.

Les lois portant sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat (1905-1908) ont eu un impact sur la composition du fonds : elles ont poussé l'Assistance Publique à interférer dans la gestion de legs qui concernaient les organisations religieuses. Le législateur a supprimé tout caractère public aux « ministres de culte » et l'accomplissement d'actes non-cultuels a été strictement retiré aux ecclésiastiques par l'article 3 de la loi du 13 avril 1908. Cette dernière reconnaît cependant aux religieux la possibilité d'exercer certaines libéralités d'ordre « sociales », mais sous une double condition : il doit s'agir d'actes de charité autorisés avant la promulgation de la loi ; les établissements publics doivent imposer un droit de contrôle sur l'emploi de ces libéralités. Les rentes allouées aux pauvres ou aux vieillards des anciennes paroisses sont désormais contrôlées par l'Assistance Publique. Dans les faits, le rôle du curé se limite à présenter des candidats admissibles à une fondation, l'Assistance sélectionne les bénéficiaires et leur verse des crédits sur des rentes qu'elle a accaparées mais qu'elle n'utilise pas pour ses fonds propres. Des legs anciens basculent de cette façon dans le domaine publique au début du siècle et se retrouvent ainsi dans les dossiers de ce fonds.

Mode de classement du fonds

Le classement de la partie consacrée aux dons et legs est divisé en fonction des différents producteurs qui ont versé leurs documents au début des années 70.

Avant la création du BAS, trois administrations ont eu la compétence d'accepter des libéralités destinées aux « pauvres » ou aux « vieillards ».

- L'administration hospitalière (Conseil général des hospices puis Assistance Publique) : organisme qui jusqu'au années 70 dispensait l'aide sociale comme médicale aux Parisiens ; il est le destinataire de près de 80% des dons et legs.
- La Préfecture de la Seine et la Ville de Paris : tutelles des établissements d'hébergement d'urgence (des sans domicile fixes, réfugiés, sinistrés), de ceux d'assistance par le travail (refuges ou asiles-ouvriers) et tout ce qui concerne la prise en charge de la « grande pauvreté ».

Enfin, étonnement, nous ne disposons d'aucun document provenant de la Préfecture de Police de Paris, autrefois gestionnaire des dépôts de mendicité parisiens (1808-1889) puis de la maison de retraite pour SDF de Villers-Cotterêts, elle aussi transférée au BAS en 1972.

Plan de classement du fonds :

Les archives des dons et legs faits à l'Assistance publique puis au Bureau d'aide sociale de Paris n'avaient encore pas fait l'objet d'un versement (17 mètres linéaires). Très peu d'éliminations ont été effectuées (principalement des doublons de correspondance ou de bordereaux vierges) au cours du tri et du classement des dossiers de dons, legs et ventes du domaine. Les dossiers toujours utiles au fonctionnement de la cellule Patrimoine du service des travaux ont été conservés au CASVP.

Ce fonds du patrimoine du CASVP se divise en **deux parties** : les affaires mobilières et immobilières issues de legs, d'une part, et, les dossiers patrimoniaux sans liens apparents avec un bienfaiteur, d'autre part.

L'importance matérielle que représentent les documents versés par l'Assistance publique nous a conduits à segmenter les archives de la première partie chronologiquement, en fonction de l'histoire de cette structure. Les dons et legs adressés à l'administration hospitalière parisienne sont répartis alphabétiquement en deux groupes : **avant ou après 1849**, date de création de l'Assistance Publique. Créé en 1801 sous le consulat (arrêtés consulaires des 27 nivôse, 15 pluviôse et 29 germinal an XI), le Conseil Général des Hospices Civils et des secours à domicile de Paris réalise l'unification des structures parisiennes sanitaires et sociales. Les différences avec l'Assistance Publique, créée en 1849, ne concernent principalement que le mode de direction de l'administration. Avant 1801, l'hôpital parisien est un ensemble d'établissements publics disparates qui distingue administrativement le secours à domicile (bureaux de charité ou de bienfaisance) et l'aide médicale (hôpitaux et hospices). L'hébergement d'urgence est encore du domaine privé, surtout religieux jusqu'à la création des premiers établissements charitables municipaux à la fin du XIXe siècle. La prise en charge des plus démunis au XIXe siècle passe progressivement à l'Etat, au département ou à municipalité (elle n'a jamais été du ressort de l'AP). Les dossiers de vente de biens immobiliers issus des legs de cette période ont été rapprochés de ces derniers lorsqu'ils ont été trouvés. **Les legs effectués à la Préfecture de la Seine ou à la Ville** après avoir été rassemblés puis classés alphabétiquement, constituent donc la troisième sous partie de ce fonds. **La quatrième sous partie** rassemble les dossiers de legs, dons et ventes (aliénation des biens) instruits **depuis la création du CASVP** en 1969 et la dévolution des maisons de retraite de l'APHP au BASVP le 31 décembre 1972. On y trouve par ailleurs la description des œuvres d'art et biens mobiliers légués au BAS/CAS par des particuliers ou des administrations.

Pour finir, la deuxième et dernière partie concerne la gestion des dossiers du patrimoine immobilier qui ne semblent pas être issus de legs. Il s'agit de ventes, d'achats effectués par le BAS ou le CAS sans que l'on puisse savoir si l'origine de l'action est liée à un legs ou un don. Les dossiers sont classés par aire géographique (Paris / banlieue), à la manière des dossiers de marchés de travaux (cf. versement du CASVP aux ADP n° 3562W).

Pistes historiques, orientations de recherche

Les pistes historiques que ce fonds d'archives permet d'aborder reposent principalement sur l'étude des trois acteurs du fait : le **bienfaiteur**, le **bénéficiaire** et le lien entre les deux, l'**administration**.

Evergète pendant l'antiquité, on l'appelle *Philanthrope* au XVIIIe siècle puis *Bienfaiteur* au XIXe siècle lorsque ses actes de charité s'orientent vers des structures publiques. Le profil du généreux notable de cette époque peut facilement faire l'objet de recherches. A travers lui on observe le basculement des sociétés privées philanthropiques (en usage depuis le XVIIIe siècle) vers la sphère publique qui s'affirme au dépend de l'Eglise en matière d'assistanat social et médical. La nature des éléments légués et surtout les destinataires choisis par les testateurs sont révélateurs des représentations par la bourgeoisie du « désordre social » et des moyens d'y remédier. Pour s'assurer de l'utilité sociale de leurs gestes, les notables prennent le soin de choisir des catégories d'indigents à secourir extrêmement précises, chacun veut être le bienfaiteur d'un groupe circonscrit (vieux aveugles, individus les plus disgraciés par la nature, accidentés du travail d'une certaine corporation dans un quartier précis, couples à marier...). Les *pauvres*, finalement, n'existent pas en tant que groupe social homogène, ils sont traversés par le clivage qu'il s'agit de respecter entre *bons* (individus ne pouvant subvenir à ses besoins pour des raisons physiques) et *mauvais* (ne travaillant pas car fainéants).

L'acte de philanthropie est subordonné à toute une série de conditions qui devront s'appliquer à la mort du testateur ; l'aura et la reconnaissance que procurent les legs aux bienfaiteurs sont donc *post-*

mortem. Se pose donc la question de savoir pour quelles raisons le legs a été nettement plus usité que le don.

Ce fonds permet aussi de cerner le profil de « l'indigent parisien » secouru. Les fiches nominatives de sélection des candidats, l'analyse de leurs situations sociales, leurs suivis, les bilans des fondations..., renseignent très précisément sur la réalité de l'indigence parisienne. Dans une ville où l'on estime qu'entre 1815 et 1848, la proportion de pauvres oscille entre 65 et 75% de la population² et que seulement 5% des Parisiens bénéficient de secours municipaux, l'évolution des critères définissant l'admission aux « registres des indigents » constitue un objet historique à part entière dans une perspective d'histoire des institutions sociales et de perception de la pauvreté. A l'exemple des documents du legs Montyon, le suivi des personnes secourues semble avoir été de meilleure qualité dans les fondations (afin de faire connaître le bon emploi des fonds par l'administration et par delà, faire la promotion des donations) que dans les bureaux de bienfaisance.

Enfin, le comportement de l'administration peut être sujet à des questionnements. Au XIXe siècle, elle a acquis la confiance de l'administré qui voit aussi en elle une structure pérenne et inébranlable : c'est de façon perpétuelle que le Conseil des Hospices ou plus tard l'Assistance publique, s'engage à respecter les conditions du testateur, et en particulier l'entretien de sa sépulture. Ce caractère de « permanence dans le temps » qu'a acquis l'administration parisienne participe à détourner les grands aristocrates catholiques de l'Eglise, autrefois seule institution capable de respecter des conditions sur plusieurs siècles.

Reste à savoir si le respect des clauses du legs est réellement suivi dans le temps ; il semblerait que l'administration n'hésite pas à modifier la nature du secours ou des destinataires afin de faire mettre en adéquation le legs avec les besoins sociaux du moment.

Sources complémentaires

Aux Archives Départementales de Paris

Deux versements effectués par le BASVP puis le CASVP pourraient compléter la lecture et l'étude de ce fonds :

- les articles 23, 24 et 25 du versement 1606W (1785-1980)
- les archives de marchés de travaux du Service des Travaux et du Patrimoine, classées sous la cote 3562W (1846-2009)

Un versement de l'ancienne DDATC (direction de la décentralisation et des relations avec les associations, les territoires et les citoyens et actuelle DUCT -direction des usagers, citoyens et territoires-) de la Ville de Paris, de dons et legs, classés par ordre alphabétique au nom des donateurs et testateurs porte la cote : 3111W.

Deux fonds de la Préfecture de la Seine qui portent les cotes 2419W et D O⁸ 1 à 711 (1880-1939), sont relatif aux dons et legs. La référence de l'instrument de recherche, pour accéder au 2^e fonds cité, en salle de lecture, est V.10.1.

Au service d'archives de l'AP-HP

Le catalogue Fossoyeux peut être consulté : 652 FOSS 1, 747 FOSS 1, 804 FOSS 1, 804 FOSS 4/1-12, 804 FOSS 5/1-6, 804 FOSS 6, ... ainsi que la série M (7M 1-35, 7M 36, 7M 46, 7M 48, 7M 53) qui apporte des éléments sur les revenus tirés des dons et legs et la série W (318W, 435W, 325W, 328W,) de dossiers nominatifs de dons et legs.

²Christine Piette, « La misère des femmes âgées à Paris au XIXe siècle », *revue du quart-monde* n°196, p.13-43, 2005

Bibliographie

Administration générale de l'Assistance publique à Paris. *Cent ans d'Assistance publique à Paris, 1849-1949*. Ed : AP, 1949. 196p.

Derouin, H.; Gory, A.; Worms, F. *Traité théorique et pratique d'assistance publique*. Ed : L. Larose, 1900.

Knoepflin, Edouard. *Les bienfaiteurs des pauvres au XIXe siècle ; suivi d'une nomenclature complète des dons faits aux pauvres de Paris depuis 1804 jusqu'à 1860*. Ed : E. Dentu, 1862. 375p.

Marescot du Thilleul, Eugène. *L'Assistance publique à Paris : ses bienfaiteurs et sa fortune mobilière*. Ed : Berger-Levrault et cie, 1904.

Riché, Sophie ; Riquier, Sylvain. *Des hôpitaux à Paris ; Etat des fonds des Archives de l'AP-HP, XIIe-XXe siècles*. Coll : Histoire des hôpitaux, Archives de l'AP-HP. Ed : AP-HP, 2000. 891p.

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 1 - 45	Dons et legs : exécution des volontés des testateurs, instruction des dossiers et gestion du patrimoine légué.	1617 - 2006
3624W 1 - 5	Dons et legs effectués avant 1849 à l'Administration des hôpitaux, hospices et secours à domicile (par ordre alphabétique).	1789 - 1995
3624W 1	Legs de Michel-Jacques Boulard en 1825 d'une somme pour l'achat d'un terrain, la construction et l'entretien d'un hospice (nommé Saint-Michel, à sa demande, dénommé aussi fondation Boulard) sur ledit terrain sis à Saint-Mandé (Val-de-Marne) à l'Administration des hospices de secours à domicile de Paris : extrait du testament Boulard, codicilles et arrêt du roi Charles X et copie (1826), extrait du journal officiel de juillet 1971, note de situation générale, plan de situation, plan du RdC et du 1er étage, plan de Paris situant les établissements de l'AP en 1899, fiche de synthèse et historique, arrêté préfectoral (05/10/1970) pour l'acquisition d'une parcelle de terrain du jardin de l'hospice par la Ville de Paris afin de construire le boulevard périphérique, constat de pénétration sans autorisation du jardin de l'hospice (1990).	1793 - 1995
3624W 1	Article du Parisien (1994), minutes du jugement du tribunal de grand instance (TGI) de Paris pour la révision du legs BOULARD en vue de l'installation du Samu social à la place de l'hospice, assignations devant le TGI, mémoires, avis et correspondance au conseil général de l'Administration des hospices au conseil général du département de la Seine faisant fonction de conseil municipal de la ville de Paris, discours inaugural du maire de Saint-Mandé lors de la pose de la première pierre de l'hospice, compte rendu du notaire Foucher aux légataires, réclamations de paiement d'entrepreneurs après travaux, acte de liquidation de la succession, plan, Affiches parisiennes et départementales n° 7078 (périodique).	1793 - 1995
3624W 1	Echanges et ventes de parcelles mitoyennes à l'Hospice Saint-Michel, sises avenue du Bel-Air (Saint-Mandé) : actes d'échanges de parcelles par Germain Nicolas Savart (acqureur), actes de vente de parcelles et d'une maison de campagne contigue à l'hospice, titres de propriété (cf. descriptions des différents acquéreurs en observations), affiche de règlement de l'entretien de la rue de Bel-Air à Saint-Mandé, acte de mariage, plans sur fond bleu, correspondance et plans pour la création de l'avenue de l'Hospice Saint-Michel (1850) (1793-1934).	1793 - 1995

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 1	Hospice Saint-Michel (75012), projets de réhabilitation. - projets de reprise des locaux par des associations puis implantation du Samu social : APS, dossier de projets de plans de réhabilitation (1990) [extraits et cotés 3624W 1(1)] et dossiers de plans et calques dont certains sont abîmés, étude pour la réhabilitation, demande de permis de construire, mémoires au CA (1899-1993) ; création du Samu social : notes, documentation, correspondance, projets de charte du Samu social, projet de convention constitutive, budget prévisionnel pour la première année de fonctionnement, CR de réunions, dossier de recrutement de la directrice du Samu social, protocole de mise en place (1993-1995).	1899 - 1995
3624W 2	Legs de Charles Benjamin Chameau en 1816 pour le bureau de bienfaisance du "quartier des Tuileries" (1er arrondissement) d'une rente pour achat de livres classiques et religieux au profit d'enfants pauvres, acceptation du legs par l'administration des Hospices : notes (1942-1944), correspondance, arrêté préfectoral, rapports au conseil général de l'Administration des hospices et secours de la Ville de Paris (1817-1840).	1817 - 1944
3624W 2	Legs de Jean-Baptiste Coignard (fondation Coignard) en 1768 aux hôpitaux de Paris, recherche d'anciens ouvriers imprimeurs résidants à Paris et hors d'état de vivre de leur travail pour leur attribuer une rente : correspondance, arrêtés pour la désignation de candidats à une aide financière et certificats de vie (1899-1960), liste de pensionnaires, correspondance de la chambre des imprimeurs envoyant le statut de l'association des imprimeurs de Paris au conseil d'administration des hôpitaux (1845), rapport au conseil général de l'administration générale des hôpitaux, hospices et secours à domicile de Paris sur l'exécution du legs (1807), correspondance sur le legs (1808), arrêté du conseil général d'administration des hospices civils de Paris (1806).	1806 - 1960
3624W 2	Legs de Jean-Simon Dumont en 1789 à l'administration des hospices civils de Paris (1789).- Attribution de revenus provenant de maisons afin de financer les dots de 4 filles pauvres et de bonnes m'urs (1789-1821) ; contentieux et opposition des héritiers naturels au legs, suivi des rentes placées et candidatures aux dots (1804-1978).	1789 - 1978

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 2	Legs de François Pierre Ladureau de Belot en 1847 d'une rente de 500 francs pour la délivrance annuelle d'un pauvre prisonnier pour dettes et père d'une nombreuse famille.- Acceptation du legs par l'administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris et litige avec le fils du testateur : ordonnance du roi, extraits du bulletin municipal officiel, correspondance (1847-1904) ; demande de secours exceptionnel de Mme veuve Ladureau du Belot fils (1889-1906) : correspondance.	1847 - 1906
3624W 2	Legs de Marie-Louise Lallemand (née de Rubigny) en 1833 d'une rente de 50 francs pour les pauvres de la paroisse de Saint-Médard "dont elle porte hypothèque sur sa maison" (sise 4, rue Censier), acceptation du legs par le Conseil général des hospices : arrêté, notes.	1833 - 1955
3624W 2	Legs de Joseph Lejay (fondation Lejay) en 1771 de la totalité de ses biens pour les pauvres de Paris et en particulier 1/6ème pour la communauté des maitres rubaniers et 1/6ème pour la communauté des maitres boutonnières (ce sont les communautés qui s'occupent de distribuer les rentes), transformation en rente après la Révolution pour des personnes ayant exercé la profession de rubanier ou de boutonnière pendant au moins 10 ans (et présentant un certificat d'indigence) et distribution par le conseil général des hospices : rapports, projets d'arrêtés.	1802 - 1927
3624W 2	Legs de Bernard Maciet (fondation Maciet) en 1821 d'une somme de 6000 francs pour mettre des enfants en apprentissage sélectionnés par son exécuteur testamentaire (M. Vingtain, qui a modifié les volontés par l'achat de 300 francs de rentes et qui a créé la fondation) et en secours annuels pour plusieurs enfants pauvres du 7e arrondissement d'une durée maximale de trois ans, acceptation du legs par le conseil général des hospices : arrêtés, documents comptables, correspondance (1822-1833) ; recherche de candidats et attribution de l'aide : certificats de travail, candidatures, listes de candidats (1899-1958).	1822 - 1958
3624W 3	Legs Montyon (1819), secours aux convalescents des hospices et hôpitaux de Paris : fiches de renseignements, listes, correspondance, notes (1825-1975). Erection d'un monument à la mémoire de M. le Baron Auget de Montyon : correspondance, notes, ordonnance royale (1824-1833).	1824 - 1975

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 3	Legs Montyon (1819), emploi des fonds du legs pour le secours aux convalescents de l'hôpital soignés à leur domicile, changement des modalités de délivrance et de la nature des secours (1819-1880) ; trafic de bons de secours de la fondation (1836-1846) ; suivi de l'activité de la fondation (minutier chronologique des PV du conseil général des hospices évoquant la fondation Montyon d'octobre 1824 à mai 1830) ; organisation du transport des secours chez les convalescents (1901-1919) ; répartition des revenus de la fondation entre les bureaux de charité des arrondissements au prorata de la population indigente (1824-1882) ; achat de rentes sur l'Etat (1823-1873).	1819 - 1920
3624W 3	Legs Montyon (1819), correspondance reçue relative à des dysfonctionnements et infractions au règlement ; à des propositions de nouvelles mesures ; à des demandes de secours ; à des renseignements sur les victimes d'accidents du travail : bon vierge de secours, documentation, arrêtés, correspondance (1825-1891) ; Rapports et comptes moraux au Conseil sur le fonctionnement de la Fondation Montyon, PV et statistiques d'activité (1827-1854).	1827 - 1891
3624W 4	Legs Moreau (1830) au bureau de charité du 6e arrondissement. - Financement de l'instruction et de dots de deux enfants nés et demeurant dans l'ancien 6e arrondissement ; acceptation du legs ; suivi du placement en rentes ; répartition de la fondation entre les bureaux des arrondissements nouvellement créés.	1830 - 1953
3624W 4	Legs de Gustave Nordmann (Fondation Nordmann) en 1814 à l'Administration générale des Hospices de quatre secours annuels et viagers à quatre "pauvres honteux", acceptation du legs en 1864 et recherche de candidats (1863-1960) : traduction du testament, arrêtés, correspondance.	1863 - 1960

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 4	Legs de Gabrielle du Raynier du Doré, baronne du Thours (fondation du Raynier du Doré) en 1641 à l'Hôtel-Dieu de Paris de la somme de 1800 livres à 6 pauvres écoliers se destinant à la prêtrise au séminaire de la rue du Regard avec la préférence sur d'éventuels membres de sa famille, attribution de la rente à la fermeture du séminaire de la rue du Regard à ceux du séminaire Saint-Sulpice puis lors de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, attribution de deux bourses d'apprentissage à des élèves des communes de Villers-devant-le-Thour et de Banogne-Recouvrance (Ardennes) par l'Assistance publique (1842-1964) : candidatures, conventions d'apprentissage, actes de tirage de cent écus, correspondance.	1842 - 1964
3624W 4	Legs de Mme veuve Ruby (née Lalouette) (fondation Ruby) en 1749 à l'Hôpital général d'une rente à distribuer à un pauvre de la paroisse Saint-Eustache, choisi de préférence parmi les membres de la famille de Mme Ruby, correspondance auprès de la direction de la 1ère section pour leur rappeler qu'ils ont un crédit à utiliser et recherche de candidats : candidatures, listes de répartition entre des candidats et des membres de la famille, arrêtés.	1808 - 1956
3624W 5	Legs Saurmann (1829), participation aux frais de placement en orphelinat d'un orphelin pauvre ou d'un délaissé, recherche et suivi de bénéficiaires : correspondance, dossier de suivi de l'enfant.	1830 - 1928
3624W 5	Legs (1840 ?) veuve Suard (née Panckouck).- Secours et encouragements aux jeunes condamnés transférés dans la maison d'accueil établie dans l'ancien couvent des jacobins ; recherche d'un nouvel établissement bénéficiaire après la dissolution de celui mentionné par la testatrice.	1840 - 1907
3624W 5	Legs de Jean Telmon (fondation Telmon) en 1821 à l'administration des hospices de Paris d'une dot de 6000 francs chaque année à une fille d'un employé du ministère de l'Intérieur, acceptation du legs et recherche de candidates et attribution de dots : arrêté, copie de testament et codicilles (1821), ordonnance du roi, candidatures.	1821 - 1968

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 5	Notes relatives aux crédits issus de legs à employer : legs Perthuis (s.d), dots à des jeunes filles pauvres et méritantes des portes Saint-Martin et Saint-Denis, 1960 ; legs Delmas-Lamy (1929), dots à des jeunes filles pauvres, 1966 ; Legs Delannoy (s.d), secours financiers aux pauvres (1969-1978) ; Legs Delamarre (1836), secours à un indigent le plus "disgracié par la nature" : PV d'acceptation du legs, rapport (1844-1921) ; Legs Delalande (1829), secours aux pauvres d'une paroisse : procès verbal d'acceptation du legs 1835, décret (1835-1961) ; Legs Darlu (1849) secours aux pauvres du 8e arrondissement : liste des fondations à la disposition de la 8e section en 1971, compte-rendu de l'association de charité du 1er arrondissement (devenu 8e en 1860) (1850-1971) ; Legs Deluard (1854), legs à destination du bureau de bienfaisance de l'ancien 9e arrondissement, pour le secours des pauvres et des crèches du quartier (7 arrondissements "modernes" (après 1860) sont concernés) (1857-1972).	1835 - 1972
3624W 5 - 27	Dons et legs effectués après 1849 (création de l'Assistance publique).	1617 - 2004
3624W 5	Gestion des revenus provenant des legs et recherche de bénéficiaires : tableau des fondations à la disposition du directeur général de l'APHP (années 50). Legs Duvoye, acceptation par l'Assistance publique (1850).	1850 - 1969
3624W 5	Legs de M. Acard (fondation Acard) s.d. s.r. pour l'attribution de dots à des jeunes filles pauvres orphelines ou demi-orphelines remarquées par son travail et sa bonne conduite, recherche de candidates et attribution des dots par l'AP : arrêtés, candidatures.	1964 - 1967
3624W 5	Legs de Jeanne Alcindor (née Hamelin) en 1948 de valeurs mobilières pour le Bureau d'aide sociale du 14e arrondissement pour l'attribution de secours permettant l'entrée dans un établissement de bienfaisance à des "personnes de moyenne condition" tombées dans la misère, acceptation du legs en 1950 et notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : arrêté, correspondance.	1950 - 1978

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 5	Dons anonymes constitués premièrement d'une somme de 3500 francs pour un père de famille nombreuse, français, nécessiteux, grand blessé de guerre et domicilié à Paris depuis au moins un an et secondement de dix secours d'une valeur de 500 francs pour dix enfants pauvres domiciliés à Paris devenus orphelins de guerre, information de la population par l'intermédiaire de l'AP : affiches.	1922
3624W 5	Legs de l'actif net de l'"association pour le placement en apprentissage des orphelins des deux sexes" à la suite de sa dissolution en 1928 à l'AP qui aura charge de l'affecter à l'association "Patronage de l'enfance et de l'adolescence" (sise 379 rue de Vaugirard, 75015), acceptation par l'AP de l'actif : description de l'actif, certificats de paiement.	1928 - 1949
3624W 5	Legs d'Angélique Baradère (née Monnage) en 1871 de la somme de 2000 francs à convertir en rente de l'Etat pour l'oeuvre de la Providence du 7e arrondissement, acceptation du legs et distribution de 141 francs de rente tous les 6 ans par des bons en nature aux indigents du bureau de bienfaisance du 7e arrondissement à la suite de la dissolution de l'oeuvre la Providence qui en était légataire : arrêté, correspondance, notes.	1872 - 1972
3624W 5	Legs de Marie Anne Louise Baring, Duchesse de Grafton (Fondation Claire) en 1895 d'une rente de 20 000 francs à verser à trimestre échu pour le Bureau de bienfaisance du 6e arrondissement afin d'entretenir ou de soulager un malade atteint de paralysie, notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : affiche d'avis de création de la fondation Claire, correspondance, fiches de désignation de candidats.	1895 - 1972
3624W 5	Legs de Virginie Bell (née Gessner) (fondation Bell) en 1923 à l'AP de tous ses biens afin de fonder un foyer pour "tous cas intéressant de pauvreté en général" (toutes personnes nécessiteuses particulièrement méritantes), acceptation du legs et création de la fondation : arrêtés, règlement de la fondation, correspondance, PV réunion.	1923 - 1927

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 5	Association Léopold Bellan, attribution de prix de dévouement ou d'héroïsme décernés à des candidats désignés par l'AP lors de la fête solennelle du fondateur de l'association : liste de prix et de leurs destinataires, notes, correspondance.	1928 - 1965
3624W 6	Legs d'Etienne Louis Victor Bellanger en 1852 de sa propriété sise au 19 Place des Vosges (75004) à l'Assistance Publique : photocopies du testament, procès verbal de remise de bien au BAS.	1972 - 1972
3624W 6	Legs d'Etienne Louis Victor Bellanger, contentieux entre l'AP et la veuve Bellanger quant à l'interprétation des dispositions du legs relatives aux rentes viagères : acte d'acceptation du legs par le directeur de l'AP, jugement du tribunal civil de première instance du département de la Seine AP contre Mme Bellanger, acte notarié de compte entre l'AP et Mme Bellanger (1852-1855) ; demande de soutien financier de la part de cousines éloignées de M. Bellanger à l'AP : testament et 2ème codicille olographe de M. Bellanger (1850-1979) ; gestion et location d'un immeuble légué (sis 19 Place Royale et 1, rue de l'Echarpe et 16-18, rue du Val Saint-Catherine à Paris 8e arrondissement, actuel 75004) : factures, mémoires de travaux (1853-1979).	1850 - 1979
3624W 6	Legs d'Etienne Louis Victor Bellanger, Immeuble 19 place des Vosges (75004) issu du legs.- vente à la société Paris Investir : descriptif des lieux, plans, avis du domaine, rapports d'expertise, mémoires au CA et extraits du registre des délibérations, cahier des charges, baux de la locataire du 2e étage pour un jardin d'enfants, baux des locaux du 1er étage, copie du testament de M. Bellanger (1850), 9 photographies couleur, copie de PV de remise des biens entre l'AP et le BAS du 25 mai 1972, arrêté de classement aux monuments historique de certaines parties de l'hôtel (1953-1955), promesse et acte de vente (1997), documentation PPSMV du Marais (1964-2001) ; location puis vente des locaux en rez-de-chaussée dont la brasserie "Ma Bourgogne" : acte de vente du fonds de commerce, conventions d'occupation des lieux, plans (1965-1996).	1953 - 2001

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 7	Immeuble sis 19 place des Vosges (75004). - destruction des meubles et dossiers laissés par M. Jarry (locataire) dans la loge de l'immeuble et entreposés au dépôt de la résidence Debrousse : correspondance, inventaire, PV de constat, extraits d'actes de naissance (1988-1993) ; expulsion de M. Jarry du logement qu'il occupe après litige avec le BAS : bail, rapport d'estimation locative, correspondance, commandements de payer, rapport d'expertise, jugement de la cour d'appel de Paris (1975-1992) ; assignation du BAS par M. Jarry suite aux travaux en cours dans son logement : correspondance, plan, documents comptables, conventions de restauration, mémoire au CA (1980-1984) ; dossier de travaux effectués par M. Jarry pour le compte du BAS dans son logement : plans, devis descriptif, correspondance, CR de réunion, PV de réception des travaux (1975-1977).	1975 - 1993
3624W 7	Immeuble sis 20-22 rue de Turenne (75004). - Historique de la parcelle, de la construction de l'immeuble en 1923 par l'AP via la SCI de Turenne et vente par le CASVP à la SCI du 20-22, rue de Turenne en 1999 : fax d'un bail commercial, dossier de préparation du CA sur l'avenir de l'immeuble, plans et photographies de l'immeuble reliés, correspondance du ministère de l'économie sur l'estimation de la valeur vénale de l'immeuble (1999), actes notariés, copie d'acte de cession bail emphytéotique et de construction entre l'AP et M. et Mme Besson par l'intermédiaire de la SCI rue de Turenne (1963), cession de bail emphytéotique édité par maître Bouvet d'avril 1970, dossier d'acquisition par l'Etat des locaux dépendants d'un immeuble en co-propriété en novembre 1971, bail emphytéotique (1923), historique de la parcelle et liste des propriétaires depuis 1923, liquidation de recette au titre de la DNA, acte de vente, copie du jugement du TGI Paris et factures, rapport de recherche d'amiante (négatif-1997), correspondance, dossier de promesse de vente, plans, procès verbal de remise de bien, listes des emphytéotes.	1923 - 2002
3624W 8	Immeuble sis 20-22 rue de Turenne (75004), vente en 1999 à la SCI du 20-22 rue de Turenne : bulletin de recouvrement, copie d'acte de vente, mémoire au CA, dossier de litiges avec certains locataires de l'immeuble, états des lieux avec photographies, mandat de gestion immobilière, convention d'occupation temporaire du ministère de l'économie, rapport de diagnostic des façades sur rues, CR de visite de l'immeuble, devis pour la rénovation de la chaufferie et le ravalement de la façade.	1998 - 2000

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 8	Legs de Paul de Bellegarde en 1957 à l'AP de plusieurs sommes pour doter des jeunes filles les plus méritantes de moins de 28 ans, de nationalité française et habitantes des 1er, 2e, 8e et 9e arrondissements de Paris depuis deux ans, acceptation du legs et règlement de la succession au décès de l'usufruitière Melle Fornerod (1957-1974) : inventaire successoral, testament et codicilles, pièces comptables.	1957 - 1974
3624W 8	Legs de Paul de Bellegarde en 1957 à l'AP la somme de 40 000 francs pour attribuer des dots de mariages pour une ou plusieurs jeunes filles pauvres et méritantes de 20 à 28 ans, françaises et habitant dans les 1er, 2e, 8e et 9e arrondissements, acceptation du legs (1959-1975) : copie du testament, correspondance.	1959 - 1975
3624W 8	Legs d'Aline-Augustine Beloeuil (Fondation Bel'uil) en 1897 à l'AP de sa propriété sise au 27 rue Borghèse, Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) pour y loger 50 jeunes filles, femmes et veuves infirmes incurables (particulièrement les infirmes du 17e et de Neuilly). - Acceptation du legs : photocopie du décret (1899) ; demande d'ouverture de fenêtres dans le mur mitoyen par des voisins : correspondance, plan, documentation, copie de convention de location (2003-2004).	2003 - 2004
3624W 8	Legs d'Aline-Augustine Beloeuil (Fondation Bel'uil) en 1897 de sa propriété sise au 27 rue Borghèse à Neuilly à l'AP, projet de construction d'une maison de retraite : notes, correspondance, règlement général des maisons de retraite et fondation de l'AP (1954), projets de règlement de la fondation (1904, 1930), mémoire au CA de l'AP (1898), copie du testament, règlement de la fondation (1966).	1898 - 1968
3624W 9	Legs d'Aline-Augustine Beloeuil (Fondation Bel'uil) en 1897 de sa propriété sise au 27 rue Borghèse (Neuilly-sur-Seine, Hauts-de-Seine) à l'AP, acceptation du legs, historique de la propriété et des travaux d'entretien de la "maison de vieillards" : plans anciens, PV de délimitage du mur mitoyen, correspondance, décret, acte de vente du terrain sis à Neuilly de M. Marsaux à M. Beloeuil (1859), bordereau d'honoraires de l'architecte pour la construction d'un hôtel particulier (1877), fiches d'état et de non transmission des hypothèques, notification d'un jugement de la Chambre des criées du tribunal civil d'achat aux enchères de terrains supplémentaires, titres de propriété,	1859 - 1949

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 9	Affiches parisiennes et départementales n° 25552, cahier des charges pour la vente de l'hôtel particulier en 1888.	
3624W 9	Legs de Jeanne Benoit (fondation Jeanne Benoit) s.d. s.r. pour l'attribution de dots à des jeunes filles pauvres, sages, méritantes et de religion catholique, recherche de candidates et attribution des dots (1962-1965) : arrêtés de désignation, correspondance, candidatures.	1962 - 1965
3624W 9	Legs de M. Bernier de Montgardé en 1850 de la somme de 10 000 francs à placer pour les pauvres, acceptation du legs par l'AP (1851) : décret.	1851
3624W 9	Don Bertrand (s.d), à "l'oeuvre de l'assistance par le travail" de la rue des Saules (75018) par l'intermédiaire de l'Assistance Publique et secours aux familles nombreuses des 20 arrondissements : notes, fiche de dépense, tableau.	1951 - 1952
3624W 9	Legs Blondi s.d. s.r. pour l'attribution d'une dot à une jeune fille indigente née et domiciliée dans le 10e arrondissement, recherche de candidates et attribution des dots par l'AP : arrêtés de désignation, correspondance, candidatures.	1958 - 1965
3624W 9	Legs de Sophie Boivin (née Déséglise) (Fondation Sophie Déséglise) en 1910 à l'AP de deux terrains sis 128 et 133 rue de Clignancourt (75018) et d'une somme de 1000 francs pour construire sur l'un deux un asile de nuit pour femmes.- acceptation du legs puis création de la fondation et de son règlement intérieur (sise 34, rue du Simplon 75018) : arrêtés et projets, correspondance, affiches, PV de conseils de surveillance (1902-1926) ; déménagement des meubles et des résidents à la suite du bombardement du 18e arrondissement en 1944 : rapports, correspondance (1944) .	1902 - 1944
3624W 9	Legs de Sophie Boivin (née Déséglise) en 1910 de deux terrains sis 128 et 133 rue de Clignancourt (75018), à l'Assistance publique : note récapitulative, demandes de copies de fiches d'immeubles.	1991
3624W 9	Legs d'Eugénie Bonin (née Têtu) en 1937 à l'AP de biens dont un pavillon à Ivry-sur-Seine pour les pauvres de la ville de Paris, acceptation du legs par l'AP en 1947 et distribution des arrérages dès 1956 (1955-1974) : candidatures, notes.	1955 - 1974

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 9	Legs de Pierre Bréon-Guérard en 1878 à l'AP de rentes pour des secours de pains pour les familles nécessiteuses, modification de la comptabilité des bons de pains en 1900 à la suite à de lacunes d'écriture, et litige avec des boulangers refusant les bons pourtant remboursés par leurs syndicats : carnet à souche de bons de pain, état de répartition entre les 20 bureaux de bienfaisance des revenus du legs pour la distribution de bons de pain, arrêté, correspondance, relevés des sommes payés aux syndicats de boulangers.	1878 - 1978
3624W 9	Legs d'Edouard Marie-Joseph Bricon en 1889, estimation des biens de ses propriétés léguées sises au 51 rue Claude Bernard et au 40 rue d'Ulm (75005) à l'Assistance Publique pour les pauvres inscrits et non-inscrits : plans, tableau des locataires, photocopies de minutes notariales et du testament.	1968 - 1985
3624W 9	Donation de M. Bringer en 1949 au Bureau de bienfaisance du 12e arrondissement d'une somme de 34 024 Francs pour être distribué à de sérieux époux lors de leur noces d'or, recherche de candidats : notes.	1949
3624W 9	Legs de Joseph Désiré Brulfert en 1878 au bureau de bienfaisance du 12e arrondissement de rentes de 1870 francs sur laquelle 1200 francs sont prélevés pour l'acquisition de 12 livrets de caisse d'épargne de 100 francs chacun au profit d'autant d'enfants pauvres fréquentant les écoles gratuites de cette circonscription, désignation de candidats et attribution des livrets de caisse d'épargne : liste de candidats, correspondance, candidatures.	1883 - 1965
3624W 9	Legs de Mme Marie Léontine Callé (née Druel) (legs "Georges Callé", du nom de son mari, ancien maire du 4e arrondissement) en 1926 à l'Assistance publique d'une somme d'argent à faire distribuer par le bureau de bienfaisance du 4e arrondissement à une femme seule de 60 ans y habitant depuis au moins 5 ans, veuve, ayant élevé au moins un enfant se trouvant sans ressource et sans soutien (l'âge peut être baissé à 55 ans), recherche et désignation des candidates : arrêté, notes, fiches de renseignement des candidates.	1927 - 1965

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 9	Legs d'Odette Candillon (née Raquidel) (fondation René Candillon) en 1943 de biens mobiliers et immobiliers au profit du BAS pour l'envoi à la campagne d'enfants pauvres de nationalité française du 15e arrondissement, acceptation du legs en 1952 et notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : arrêté, correspondance.	1952 - 1973
3624W 9	Donation Georges Cantor en 1890 à l'Assistance Publique, distribution de rentes pour les pauvres les plus nécessiteux du 8e arrondissement : fiche d'état des sommes distribuées par les fondations du 8e arrondissement dont la fondation Cantor, correspondance.	1930 - 1972
3624W 10	Legs de Roger Cahen en 1965 d'un quart de sa succession à l'AP à répartir entre des "vieillards" nécessiteux, acceptation du legs : copie du testament, mémoire au CA.	1965 - 1969
3624W 10	Legs de Léontine Laure Carpentier en 1924 à l'AP d'arrérages annuels à employer à soigner et entretenir des pauvres âgés de nationalité française hospitalisés chez les Petites surs des Pauvres, distribution des rentes par l'AP : lettres de mandats, certificats de paiement.	1927 - 1974
3624W 10	Legs de Joseph-Gustave Carton (fondation Carton) en 1875 de biens (créances, maisons, terrains) à destination des dix plus pauvres bureaux de bienfaisance, qui, après la régularisation de la succession, doivent attribuer des dots : candidatures, listes des personnes ayant bénéficié du legs, documents comptables, correspondance.	1882 - 1970
3624W 10	Legs Cavelins (1907), purge légale d'une maison léguée sise au 75 rue Doudeauville dont le fruit de la vente doit être redistribué aux pauvres du 18e arrondissement : minutes notariales, copies de titres de propriété (1866-1881 ; 1970).	1866 - 1970
3624W 10	Legs de Mlle Catherine Cercou en 1856 pour la fabrique de la paroisse de Saint-Denis du Saint-Sacrement d'une rente pour l'habillement d'une jeune communiant de la fabrique, suivi de respect de l'emploi du legs par l'AP : note (1955), correspondance, décret impérial d'acceptation conjointe du legs par la Fabrique et l'AP.	1860 - 1955

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 10	Legs Baronne de Chansac en 1859 à l'Assistance Publique d'une rente à destination des Petites s'urs des pauvres, acceptation puis refus de la rente par les Petites s'urs des Pauvres : correspondance de l'AP notamment avec la supérieure des Petites s'urs des pauvres qui refuse la rente de 5000 francs perpétuelle car cela est contraire à leurs v'ux (1897-1904), arrêtés préfectoraux autorisant le legs (1869, 1877).	1869 - 1955
3624W 10	Legs de Mme veuve Chemin (née Delatour) en 1896 à l'AP de la totalité de ses biens meubles et immeubles à charge pour elle de construire une maison de retraite à Paris ou dans le département de la Seine destinée à 90 ouvriers balanciers de 65 ans révolus, ayant travaillé au moins 5 ans dans le département ou atteints d'infirmités incurables, acceptation du legs : arrêté.	1896 - 1897
3624W 10	Legs de Jean Chenart (fondation Chenart) vers 1425 d'un immeuble rue Saint-Sauveur avec comme clause particulière l'obligation des propriétaires successifs de loger gratuitement 8 veuves pauvres dans la partie du logis nommée "logement des veuves", accord en 1909 entre l'AP et les propriétaires (époux Coeurdeuil) pour le rachat et l'annulation de cette "condition" : l'Echo du IXe arrondissement, notes (1909-1921) ; utilisation de la somme remise par les époux Coeurdeuil pour des secours de loyer à 8 pauvres veuves : arrêté (1913).	1909 - 1921
3624W 10	Legs de Raoul de Choiseul-Gouffier en 1848 d'une rente de 100 francs à la fabrique de la paroisse Saint-Jacques-du-Haut-Pas pour les pauvres, suivi de respect de l'emploi du legs par l'AP : documents comptables.	1849 - 1955
3624W 10	Legs d'Amélie Couturier (Fondation Couturier) du 7 septembre 1850, distribution de livrets de caisse d'épargne à des "enfants pauvres, orphelins ou autres, pris dans des familles d'ouvriers" : acceptation du legs (1854), gestion des rentes (1855-1960) Réflexions sur l'affectation des revenus de la fondation (1958-1968), sélection de bénéficiaires (1883-1900 ; 1959-1964). 1854-1968.	1854 - 1968

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 11	Legs d'Henri Couturier en 1908 de propriétés sises aux 57 et 59 rue Piat, 139 et 170 rue Pelleport, 9 passage des Soupis (75020) à l'Assistance Publique, acceptation du legs et location de l'immeuble : contrat de location d'une maison, tableau des locataires, tableau des estimations vénales des biens, correspondance relative à un contentieux au sujet des rentes, minute notariale, décrets, autorisation administrative du legs, copies du testament, faire-part de décès, quittance de frais funéraires, facture des pompes funèbres, acte de décès, acte de naissance, contrat de mariage, relevés de compte, compte d'administration et inventaire, tableau des héritiers potentiels.	1904-1979
3624W 11	Sous le titre de "fondation" Couturier et Quentin (confusion ?), sélection de personnes à secourir dont le profil est principalement celui "d'artiste âgé" : gestion de revenus immobiliers sans affectation spéciale, fiches de situation de personnes dans le besoin (1971-1973).	1971-1973
3624W 11	Legs de Joseph Dagnan en 1873 à l'AP la somme de 3000 francs pour être employé en "oeuvres de charité pour les pauvres", acceptation du legs et délivrance de secours : décret, certificats de paiement.	1876 - 1965
3624W 11 - 12	Legs de la veuve Marie-Félicie Debrousse.	1883 - 1968
3624W 11	Legs de la veuve Marie Félicie Debrousse (née Dessans) (1911). - recherches sur les actions léguées ; inventaire après décès ; suivi de la liquidation de la succession ; demandes de secours des héritiers naturels ou de personnes se prétendant l'être : fiches, correspondance ; contentieux relatifs à la liquidation de biens appartenant à une personne endettée auprès du testataire ; préparation de la vente d'un immeuble 49 avenue Marceau : affiche pour la vente de l'hôtel particulier avenue Marceau (1913) ; fonctionnement de l'hospice Debrousse à Lyon : plans, correspondance et conventionnement avec l'administration des hospices de Lyon (1908-1951).	1911 - 1920

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 12	Legs de la veuve Marie-Félicie Debrousse (née Dessans) en 1913 à l'AP de l'ensemble de biens pour l'agrandissement de l'hospice Debrousse à Paris et la fin de la construction de l'hospice Debrousse de Lyon, délivrance des legs de M. Jean Debrousse et de Mme Debrousse : actes notariés, ouvrage sur Mme Debrousse, inventaire après décès de la Baronne Alquier, compte d'administration de la succession de la baronne Alquier, inventaire après décès de Mme Debrousse, acte de liquidation de la succession de M. Debrousse.	1883 - 1913
3624W 12	Legs de la veuve Marie-Félicie Debrousse (née Dessans) en 1913 à l'AP de l'ensemble de ses biens à l'exception des legs particuliers pour l'agrandissement de l'hospice Debrousse de 200 lits et la fin de la construction de l'hospice Debrousse de Lyon.- donation de 1907 pour l'aménagement et l'agrandissement de l'hospice Debrousse de Lyon acceptée par l'AP en 1911 suivie d'un nouveau testament et de codicilles et acceptation du legs par l'AP en 1916 (1883-1963) : ouvrage Les Grandes fondations, La fondation Debrousse de Lyon (1910), testament et codicilles de Mme Debrousse, notes, arrêtés et copies, décret, convention de 1920 pour transformer l'hospice Debrousse de Lyon en hôpital pour enfants, discours imprimé lors de l'inauguration de l'hospice de Paris en 1908 ; acceptation par l'AP du legs Jean Debrousse en 1900 : testament olographe de Jean Debrousse, arrêté (1899-1900) ; acceptation du legs de la Baronne Alquier par l'AP en 1885 : testament olographe de la baronne Alquier, décret (1882-1885) ; découverte dans le parc de l'hospice de Lyon du tombeau de M. Blaise Duneau (2e époux divorcé de Mme veuve Debrousse) : notes (1968) ; immeuble sis 7, rue de Pomereu issu du legs Jean Debrousse, vente par aliénation pour l'amélioration de l'hospice de Paris : notes, avis du domaine (1962-1964).	1883 - 1968

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 12	Legs de Marie-Félicie Debrousse (née Dessans) en 1913 à l'AP de l'ensemble de ses biens pour l'agrandissement de l'hospice Debrousse et la fin de la construction de l'hospice Debrousse de Lyon.- donation de 1907 pour l'aménagement et l'agrandissement de l'hospice Debrousse de Lyon et instructions administratives, acceptation par l'AP en 1911 : correspondance (dont une signée de Mme veuve Debrousse), arrêtés, affiche d'annonce de construction d'un égout à l'hospice de Lyon, documents comptables (1908-1921) ; Mr Lynch, neveu de la testatrice se trouvant dans la misère, demande de secours et recours de la famille Dessans-Lynch concernant la succession : correspondance, recueil de correspondance concernant la demande d'enterrement de M. Blaise Duneau à Lyon et sur l'état de santé de Mme Debrousse de 1906 à 1912, mémoire relatif à la succession, requête (1906-1935) ; valeurs en souffrance issues du legs Debrousse, suivi comptable : bon d'action de la compagnie des chemins de fer de Palencia à Ponferrada, correspondance (1904-1913) ; affaire de M. Cousin (exécuteur testamentaire de la baronne Alquier et liquidateur de la société de Cuise-la-Motte issue du legs Jean Debrousse) : correspondance, documents comptable (1900-1902) ; dette de M. Boucart (tailleur de M. Debrousse), règlement à l'AP : correspondance, documents comptables, copie du jugement rendu par le 5e chambre (1900).	1900 - 1935
3624W 12	Legs de la veuve Marie-Félicie Debrousse (née Dessans) en 1913 à l'AP de l'ensemble de ses biens à destination du fonctionnement des deux hospices Debrousse.- donation de 1907 pour l'aménagement et l'agrandissement de l'hospice Debrousse de Lyon, opération d'expropriations en vue de l'agrandissement de l'hospice : documents comptables, décret de déclaration d'utilité publique, dossier de compilation des expropriations et offres en cours en 1900, tableaux des offres, demandes et allocations, arrêté d'ouverture urgente de budget, état des honoraires, rapports (1900-1910) ; édification d'un "home" d'infirmières sur le terrain rue des Balkans, demande d'attestation de numérotage : correspondance, arrêté de construction, plans (1886-1966).	1886 - 1966
3624W 13	Legs d'Auguste Decaix en 1898 à l'AP d'une somme de 400 000 francs pour la création de lits d'hospices sous le titre fondation Decaix en honneur de ses parents, acceptation du legs et procédure contre les héritiers qui s'y opposent : PV du conseil de surveillance, acte de décharge du legs, gazette des tribunaux, correspondance.	1898 - 1904

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 13	Legs d'Anastasia Delmas (née Lamy) en 1931 à l'AP de l'ensemble de ses biens mobiliers et immobiliers à placer en rentes, par ailleurs, après le décès de Mme veuve Choquart usufruitière d'un immeuble légué sis 72 boulevard Magenta (75010), il sera constitué plusieurs dots avec le montant des revenus de l'immeuble et des rentes issues du legs pour dix jeunes filles pauvres et honnêtes tirées au sort chaque année, et il sera alors créé avec ce même argent une oeuvre portant le nom de Fondation Delmas-Lamy, acceptation, suivi et application des volontés de la testatrice au décès de Mme veuve Choquart en 1964 : arrêté, correspondance, copie du testament, inventaire après décès, compte de la succession, rapports, certificat de décès de Mme Choquart, acte de notoriété après décès, acte d'envoi en possession, acte de décharge de legs des héritiers, acte de dépôt de remise de titre, compte d'administration de la succession.	1931 - 1966
3624W 13	Legs de Charles Demange en 1931 de l'intégralité du surplus de sa succession à la Congrégation des petites surs des Pauvres à Paris, acceptation du legs par l'AP en 1935 à la suite d'un litige avec les héritiers : notes, arrêté.	1935 - 1951
3624W 13	Donation de Melle Demidoff en 1833 d'une rente de 1000 francs à l'AP pour l'éducation de jeunes filles pauvres, acceptation du legs en 1859 et versement d'une somme annuelle à l'établissement de Carcado-Saisseval par le BAS : arrêté, certificat de paiement, copie de l'approbation de la donation.	1859 - 1977
3624W 13	Legs de Pierre Desnosse en 1910 de tous ses biens mobiliers et immobiliers pour les pauvres les plus nécessiteux de Paris, acceptation du legs par l'AP : notes, décret.	1910 - 1914
3624W 13	Legs de Jeanne Dieu (née Rousselot) (fondation Dieu) s.d. à la Ville de Paris de sa fortune à placer en rentes pour distributions annuelles à des veuves pauvres ou des femmes abandonnées ayant deux enfants à élever, recherches de candidates et attribution de prix : arrêtés, candidatures.	1956 - 1971

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 13	Legs de Maurice Dillery en 1913 à l'AP d'une maison (sise 21, rue Paul Bert 75011) dont le produit de la vente sera placé en rentes au profit des familles nécessiteuses ainsi qu'aux vieillards malades ou infirmes du quartier de Sainte-Marguerite, acceptation du legs par l'AP en 1915 et augmentation de la rente viagère en 1949 : arrêtés, correspondance.	1915 - 1980
3624W 13	Legs de Sara Dreyfus (née Nortmann) (fondation Dreyfus) en 1908 à l'AP d'un tiers d'une somme de 10 000 francs pour des jeunes gens malheureux pauvres ou faibles de naissance et un legs de eo quod supererit (ce qui subsistera du legs) pour les pauvres, achat de rentes et aide spécifique au jeune Lucien Ernaux (1908-1921) : certificats de scolarité, rapports, correspondance, copie du testament, décret.	1908 - 1921
3624W 13	Legs Dreyfus-Brisac (1906), acceptation par l'AP d'un legs aux pauvres de Paris : notes.	1923 - 1925
3624W 13	Legs veuve Drouet (1879). - Versement par les soins de l'AP de fonds destinés à l'entretien d'une orpheline dans la maison de secours tenue par les s'urs de Saint-Vincent-de-Paul ; versement des sommes à l'orphelinat Vaugirard ; sélection de la bénéficiaire ; suivi de la demande de révocation du legs par le fils de la veuve Drouet.	1888 - 1925
3624W 13	Legs de l'Abbé Ducôté s.d. au curé de l'église Saint-Lambert de 400 francs de rentes pour un pauvre de la paroisse Vaugirard (75015) choisi parmi les plus méritants, les plus malheureux, les plus malades et infirmes reconnus en tant "qu'indigents", notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs (1906-1966) : copie du testament certifiée conforme, correspondance.	1906 - 1966
3624W 13	Legs d'Eugène Dufau en 1875 pour les pauvres de la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul (paroisse de Saint-Laurent) la somme de 2000 francs, acceptation du legs par l'AP et achat de rente : notes.	1875
3624W 13	Donation de Pierre Joseph Dumont en 1868 à l'AP d'une rente 3% sur l'Etat de 100 francs pour 12 prix d'encouragement pour des parents pauvres et méritants du 5e arrondissement, acceptation de la donation : arrêtés, notes, correspondance.	1868 - 1966

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 13	Don manuel de M. Duranton en 1873 à l'AP de deux inscriptions de rentes à 5% de 50 francs chacune dont les arrérages devront être affectés pour le placement ou l'entretien d'un enfant orphelin ou abandonné par des parents pauvres du 6e arrondissement, conversions de la rente : correspondance.	1873 - 1894
3624W 14	Legs de Marthe Mercedes Eduardo (divorcée Daillencourt) en 1961 à l'AP de son appartement (sis 13 rue Bellefond 75009), de biens mobiliers et d'une somme d'argent pour l'amélioration du sort des vieillards, acceptation du legs par l'AP et recherche de candidats : relevés de comptes valeurs, état des objets et des bijoux vendus, inventaire après décès, candidatures.	1961 - 1974
3624W 14	Legs Estienne (1871), versement de sommes à l'orphelinat de Carcado-Saisseval, successeur de l'"oeuvre des enfants délaissés" primitivement bénéficiaire du legs.	1887 - 1976
3624W 14	Legs Fabien (1884), attribution de secours à 8 jeunes filles pauvres du 16e arrondissement.	1898 - 1973
3624W 14	Legs de Marie-Jeanne Honorine Faget (née Simonot) en 1931, à destination des orphelins et vieillards délaissés : attribution du legs, répartition de l'imputation budgétaire au sein de l'AP (secours à domicile ou service des hospices).	1935 - 1955
3624W 14	Legs d'Ophélie Faguet (née Devoos) en 1857 de la somme de 150 000 francs à l'AP, fixation et attribution de secours à des orphelins de père et de mère de moins de 15 ans fils d'ouvriers charpentiers ou corroyeurs.	1859 - 1925
3624W 14	Legs de M. Febvre (1927), attribution d'un secours à 3 jeunes ménages à l'occasion d'une naissance d'enfant (spécialement si la femme serait enceinte d'un mari décédé).	1928 - 1965
3624W 14	Legs de Mélanie Félix (née Sée) en 1903 de la somme de 5000 francs pour les israélites pauvres de la ville de Paris, acceptation du legs et reversement des sommes au Comité de Bienfaisance Israélite (après mise en conformité avec la loi du destinataire du legs) pour le secours de pauvres juifs : liste, PV, correspondance.	1912 - 1913

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 14	Legs de Suzanne Fesq (née Bigot) en 1874 de la somme de 12000 francs pour les pauvres de la Seine, versement des arrérages de la somme à l'AP : arrêté de versement.	1922
3624W 14	Donation de Joséphine Fieffé (née Welkusch) en 1874 à l'AP consistant en l'attribution de primes et récompenses pour 12 jeunes filles pauvres, âgées de douze ans au moins, choisies parmi celles fréquentant l'ouvroir libre d'apprentissage du 52 rue de la Glacière (75013)	1874 - 1962
3624W 14	Legs Fiérobe (1895), attribution de secours à une famille d'indigents ayant des enfants, domiciliée dans le quartier de la Bastille (4e, 11e, 12e arrondissements) : fiches nominatives, listes, notes.	1899 - 1961
3624W 14	Legs d'Eugénie Fontheuneau (née Richetin) en 1942 à l'AP du surplus disponible de sa succession pour les vieillards français, acceptation du legs : arrêté, décision de régularisation d'écriture.	1948 - 1981
3624W 14	Legs de la veuve Fortier (née Milet) en 1859, placement d'orphelins des Batignolles dans des maisons d'éducation religieuses.	1866 - 1911
3624W 15	Legs de la veuve Julie Foucher (née Lefort) en 1909, comtesse Foucher, secours à un ancien notaire du département de la Seine ou à sa famille (veuve, enfants ou parents).	1901 - 1964
3624W 15	Legs de la veuve Fourcade (1874), acceptation du legs pour l'instruction et l'habillement des enfants pauvres de la paroisse Saint-Germain l'Auxerrois (rue de l'Arbre sec).	1875
3624W 15	Legs de Mme Frattessi (née Gauthier) (fondation Frattessi) s.d. à l'AP d'une rente annuelle de 1120 francs pour trois artistes "nécessiteux" ayant de préférence fréquentés les Beaux-arts et résidant dans la capitale, recherche de candidats et attribution d'aides : candidatures, correspondance, certificats de paiement.	1929 - 1967
3624W 15	Legs de Marie Gagnepain (née Chaboz) en 1923 d'une somme à l'AP pour les pauvres de Paris, acceptation du legs : arrêté.	1923

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 15	Legs de Louis Gaillet-Billoteau en 1945 des reliquats de sa fortune pour les bureaux de bienfaisance des 5e et 14e arrondissements, au prorata de leur population, pour être employés en secours de maternité, acceptation du legs par l'AP et notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : arrêté, correspondance.	1948 - 1975
3624W 15	Legs de William Galignani en 1879 à l'AP d'immeubles, sis au 87 rue Neuve des Petits Champs (75002, en 2010 : 19 rue Danielle Casanova) 38 rue de l'Echiquier et 39 rue d'Enghien (75010) et un terrain sis au 53-55 boulevard Bineau (à Neuilly), acceptation du legs : mémoire au CA, correspondance, acte de renouvellement de bail, plan, copie de l'extrait des Mémoires d'un bourgeois de Paris du Docteur Véron (M. Galignani est cité en tant que propriétaire d'un journal p. 159), correspondance de l'Institut de France, décret préfectoral d'acceptation du legs (1891), acte de décès, rapports, copie du testament, mémoire au conseil de surveillance de l'AP.	1887 - 1981
3624W 15	Legs de Marie Louise Garcin (née Arbaret) (Fondation Emile Garcin) en 1922 de toutes ses actions et obligations de la société des Sablières de la Seine pour attribuer annuellement des secours de loyer de 150 francs aux familles les plus nombreuses, les plus honnêtes et les plus nécessiteuses du 19e arrondissement, acceptation du legs par l'AP et notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : copie d'arrêté, correspondance.	1924 - 1979
3624W 15	Legs de Jean-Antoine Gastal en 1922 de 5000 francs à l'AP pour les pauvres de Paris, acceptation du legs : arrêté.	1922 - 1925
3624W 15	Legs de Melle Marie Georget, dite Mme Boursin en 1923 de 200 000 francs à l'AP pour les pauvres de Paris, acceptation du legs : arrêté.	1923 - 1923

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 15	Legs de Melle Marie Georget, dite Mme Boursin (Fondation Georget-Boursin) en 1909 de la somme de 1 200 000 francs à l'AP pour les pauvres de Paris, acceptation du legs et versement annuel dans chaque arrondissement d'une rente à une femme seule avec quatre enfants à charge de moins de 15 ans, de nationalité française et habitant Paris depuis au moins 1 an : fiches de renseignement sur des femmes remplissant les conditions, correspondance, fiches de recensement d'éventuelles bénéficiaires, candidatures sans suite, rapports d'enquête.	1910 - 1978
3624W 15	Legs de Mme veuve Gesland (née Simonot) en 1923 de rente à l'AP à remettre annuellement à une pauvre veuve chargée d'enfant domiciliée depuis plus d'un an dans le quartier du Père-Lachaise (75020), acceptation du legs par l'AP et notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : arrêté, correspondance.	1923 - 1965
3624W 15	Legs de Noémie dite Marthe Gessen (née Dubreuil) en 1947 pour les pauvres du 8e arrondissement de ses actions de la société l'Hemostyl, acceptation du legs par l'AP et notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : arrêté, notes.	1950 - 1978
3624W 15	Legs d'Armand Godard-Desmaret en 1882 à l'AP par l'intermédiaire de la Préfecture de la Seine d'une somme de 8264 francs pour être distribué en secours aux pauvres de Paris, versement des arrérages de la somme à l'AP : arrêtés de versement.	1882 - 1967
3624W 15	Legs de Louis Godefroy (s.d.) d'une somme à l'AP pour un jeune garçon ou une jeune fille prenant grand soin de ses parents, et qui devra, en contrepartie du secours, prendre en charge l'entretien de la tombe du testateur à la Toussaint, recherche et désignation de candidats : correspondance, fiches de renseignement, questionnaires.	1933 - 1960
3624W 15	Legs de Louis-Jean-Baptiste Godefroy en 1886 d'une rente pour les pauvres de la paroisse Saint-Louis d'Antin, acceptation du legs et mise à disposition de l'argent par l'AP : arrêté, notes.	1894 - 1958

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 16	Legs Godon (1912 ; 1919), attribution de secours à une jeune fille de moins de 21 ans : notes, correspondance, fiches nominatives	1917 - 1958
3624W 16	Legs d'Alice Marie-Thérèse Goisot (née Brosseau) en 1964 à l'AP de la totalité de ses biens mobiliers et immobiliers pour les vieillards du département de la Seine.- acceptation du legs : mémoire au CA, testament, inventaire après décès, arrêté d'acceptation provisoire par la préfecture de la Seine (1964-1972) ; vente de l'ensemble immobilier sis 103 avenue des Ternes, 71 boulevard Gouvion-Saint-Cyr et 10 rue Belidor (75017) et contentieux d'impayés avec les locataires : avis du domaine, tableau des surfaces, plans, BMO, affiche, avis de protestation, feuilles de congé sans renouvellement de bail, baux (1966-1974).	1964 - 1974
3624W 16	Legs de M. Marie Guillaume Goupy (Fondation Goupy) en 1865 à la fabrique de l'Eglise Saint-Laurent et à l'AP pour un secours annuel à des jeunes filles pauvres, acceptation du legs et recherche et désignation de candidates : fiches de renseignements, affiche, décret impérial, arrêtés.	1865 - 1926
3624W 16	Legs de Graffon : proposition d'une candidate en 1914.	1914
3624W 16	Legs de Clémence Grillon (née Pasquet) en 1911 à l'AP de rentes à ajouter à la précédente donation de M. Grillon pour secourir les ménages méritants et chargés d'enfants, doter quatre enfants filles naturelles non reconnues et secourir des malades sortant de l'hôpital ayant laissé chez eux leur famille tombée dans la misère à la suite de l'absence du chef de famille, acceptation du legs : arrêté, notes.	1921 - 1926
3624W 16	Legs de l'Abbé Groult d'Arcy (fondation Groult d'Arcy) en 1849 de rentes destinées à être versées au trésorier de la caisse des écoles du 15e arrondissement en faveur des écoles de filles congrégationnistes du 15e arrondissement, suivi de respect de l'emploi du legs par l'AP et modification des destinataires du legs à la suite de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat : correspondance.	1879 - 1972

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 16	Legs de Laure Grumbach dite Calvy en 1936 d'une somme restante suite au règlement de sa succession pour les pauvres du 16e arrondissement, acceptation du legs sous bénéfice d'inventaire par l'AP et notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : arrêté, notes, copie du testament.	1939 - 1977
3624W 16	Legs de Catherine de Guerry (née Schumacher) en 1908, versements d'arrérages au Crédit Municipal pour le "dégagement des petits gages et hardes déposés par les indigents" au Mont de Piété : notes, certificats de paiement.	1915 - 1972
3624W 16	Legs Guetting (1894), attribution de secours à deux jeunes filles pauvres de Passy (puis du 16e arrondissement).	1901 - 1963
3624W 16	Legs Harjes (1967), acceptation d'un legs de 5000 dollars aux pauvres du 16e arrondissement : PV du Conseil d'administration, testament, notes, correspondance.	1968 - 1971
3624W 16	Legs de Louis Henry (fondation Henry) en 1890 à l'AP d'une somme de 1500 francs en faveur chaque année de deux ouvriers mégissiers (1000 francs à l'un et 500 francs à l'autre), acceptation du legs, recherche et désignation de candidats : arrêté, correspondance, listes de candidats, PV de réunions.	1890 - 1928
3624W 17	Legs de Mme veuve Imbert (née Boulet) en 1966, comprenant des propriétés. - acceptation du legs destiné aux pauvres les plus méritants du 11e arrondissement (après des problèmes administratifs liés à la création récente du BAS et des complications avec la succession) : inventaire après décès, avis du Tribunal Administratif, correspondance, PV du Conseil d'administration, notes (1969-1985) ; participation à la copropriété, problèmes de location : correspondance, notes, tableaux (1966-1977) ; vente par le BAS de la boutique et de l'appartement situés boulevard Voltaire : promesse et acte de vente, correspondance (1984-87).	1966 - 1987
3624W 17	Appartement et boutique sis 165 boulevard Voltaire (75011), vente par le BAS : projet et acte de vente à Mme Izabela Waclawa Jasatrezebska (1985), correspondance, mémoires au CA, convocation et PV de l'assemblée générale des copropriétaires (1983-1985), dossier du dépôt de règlement de copropriété (1950).	1950 - 1985

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 17	Legs de Louis Immerwahr en 1903 à l'AP d'une rente et d'une somme de 400 000 francs afin de financer à l'Hospice des Incurables des lits supplémentaires, création d'une fondation Moïse Léon Immerwahr, acceptation et gestion du legs : testament, compte d'administration de la succession, arrêtés, acte de délivrance du legs, documents comptables, titres de renouvellement de secours viager.	1903 - 1938
3624W 17	Legs de Marie Pierrette Jacquin en 1910 de rentes et valeurs à l'AP pour des secours de pain aux indigents des 1er et 12e arrondissements, acceptation du legs et organisation de la distribution de bons de pain : testament, arrêtés, correspondance.	1909 - 1968
3624W 17	Legs Jouleau (1915), répartition des arrérages du legs entre les 20 arrondissements pour le secours à des familles nombreuses : correspondance, arrêtés	1929 - 1964
3624W 17	Legs de Pauline Laboure (née Cornu) en 1933 d'une somme de 40 000 francs à l'AP pour les vieillards et infirmes non inscrits à l'assistance obligatoire, acceptation du legs : arrêté.	1933 - 1936
3624W 17	Legs de l'Abbé Lacroix (fondation Lacroix) en 1852 à l'AP de 800 francs de rentes afin de distribuer un prix de sagesse et de vertu à délivrer à une jeune fille pauvre de la paroisse de Saint-Etienne-du-Mont, deux secours à des vieillards infirmes et un ou deux secours à une ou deux orphelines pauvres.- acceptation du legs et désignation de candidats : décret, documents comptables, candidatures (1952-1960) ; liquidation des libéralités charitables du legs Lacroix : documents comptables (1858-1864).	1852 - 1960
3624W 17	Legs d'Eléonore Lalande en 1909 à l'AP d'une somme de 24 000 francs à diviser en 4 parts égales pour des pauvres, acceptation du legs : arrêté, notes.	1909 - 1911
3624W 17	Legs de Pierre Henri Lallemand en 1897 la somme de 20 000 francs au curé de la paroisse de Saint-Jacques-du-Haut-Pas pour les pauvres (par l'intermédiaire de l'AP), acceptation du legs et conflit entre l'AP et le curé au sujet de l'emploi de la somme versée par le bureau de bienfaisance du 5e arrondissement : arrêté, correspondance.	1897 - 1965

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 17	Legs de Julienne Lallement en 1937 et 1942 au profit du bureau de bienfaisance du 9e arrondissement de ce qui restera de sa succession pour les pauvres, acceptation du legs par l'AP en 1946 et notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : arrêté, correspondance.	1946 - 1978
3624W 17	Legs Lambin (1860), secours en faveur des pauvres de l'ancien village d'Orsel (ancienne voie de Montmartre, aujourd'hui 18e arrondissement) ; recherche de mise en conformité du legs avec la loi du 14 juillet 1905 (assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables dénués de ressources).	1862 - 1972
3624W 17	Recherche de bénéficiaires pour l'attribution des prix Léon et Charlotte Landau à destination d'un étudiant pauvre méritant et d'une femme pauvre sans famille de plus de 50 ans	1949 - 1958
3624W 17	Legs de Marie Amélie Landouzy en 1929 de 10 000 francs pour des secours à distribuer à parts égales à une oeuvre de filles-mères et à une oeuvre d'orphelines, acceptation du legs par l'AP : arrêté, notes.	1930 - 1957
3624W 17	Legs de Caroline Lanfray (née Jolberg) en 1868 à l'AP de 70 000 francs pour fonder un hospice de vieillards mixte qui portera le nom de son mari, acceptation du legs : acte de consentement à exécution du testament, rapport, correspondance.	1869 - 1895
3624W 17	Legs d'Emilie Langlois (née Baulu) en 1894 à l'AP d'un quart de tout ce qu'elle laissera pour de jeunes filles pauvres du quartier Saint-Gervais et plus spécialement celles recueillies dans un ouvroir dirigé par des religieuses, ce dernier devant porter le nom de Langlois-Baulu, acceptation du legs et recherche de candidats : décret, correspondance, candidatures.	1894 - 1972
3624W 18	Legs de François Eugène Langlois en 1900 à l'AP de tout ce qu'il possède, acceptation du legs : recueil d'actes notariés en vue d'aliénation des propriétés léguées (purge légale), affectation des crédits résultants de la vente des immeubles, exécution testamentaire, recours des héritiers naturels : inventaire après décès, testament, correspondance.	1872 - 1903

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 18	Legs de Marguerite Lanos (née Dior) en 1967 au maire du 16e arrondissement de 5000 francs pour l'aide aux personnes âgées, acceptation du legs par l'AP : documents comptables, testament, arrêté.	1968 - 1975
3624W 18	Legs de Georges Lanquest en 1913 à l'Association des journalistes parisiens de l'ensemble de ses biens afin que des journalistes et écrivains de Paris et de Normandie sans fortune aillent se reposer en bord de mer avec leur famille, acceptation du legs par l'AP en 1916, création de 3 bourses de vacances et recherche de candidats : arrêté, candidatures, documents comptables, correspondance.	1916 - 1970
3624W 18	Legs d'Antoine Lapiere (fondation Lapiere) en 1870 pour une dot de 1000 francs à une jeune fille pauvre de la paroisse de Saint-Roch présentée par le curé. - proposition de candidates par le curé de la paroisse et attribution des dots : candidatures, certificats de paiement, arrêtés de désignation (1929-1969) ; accroissement du rôle de l'AP, consécutivement à la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, dans l'attribution de secours destinés à une jeune personne pauvre de la paroisse de Saint-Roch le jour de son mariage : correspondances (1898-1916).	1929 - 1969
3624W 18	Legs de M. Larochette en 1935 en faveur du Bureau de bienfaisance du 12e arrondissement, notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : correspondance.	1955 - 1978
3624W 18	Legs de Léon Lecendreux en 1939 des 2/3 de sa fortune pour "adoucir" le sort des pauvres secourus par les bureaux de bienfaisance de Paris et 1/3 pour améliorer le sort des malades des hôpitaux, acceptation du legs par l'AP en 1958 : arrêté, correspondance.	1958 - 1978
3624W 18	Legs de Mme veuve Leclerc en 1859 de la moitié de la rente 4,5 % (soit 189 francs) en faveur de la crèche Saint-Philippe-du-Roule avec droit de réunir la jouissance complète au décès de la femme Cez (légatrice particulière), acceptation du legs et correspondance avec la trésorière de la crèche : CR annuels de la crèche, correspondance, arrêté.	1859 - 1907

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 18	Legs de Pierre Lecomte/Leconte en 1889 à l'AP de l'ensemble de ses biens mobiliers et immobiliers. - Difficultés rencontrées par l'Institut national des jeunes aveugles (75007) dans la perception des revenus annuels issus du legs : correspondance, extrait du registre des délibérations de l'INJA de 1902, mémoires au conseil de surveillance de l'AP, notes, copie du décret du Président de la République d'acceptation du legs (1902-1984) ; transfert de biens immobiliers de l'AP au BAS : correspondance, liste d'immeubles, mémoire au CA du BAS (1970-1983) ; vente d'immeubles issus du legs par l'AP : note, bulletin de recouvrement (1958) ; achat de rentes : bordereaux, notes ; inventaire des biens du legs, liste des biens mobiliers incorporels, extrait du testament où résident les conditions, notes manuscrites du directeur du BAS, décisions de paiement de l'AP (1966-1976), correspondance de l'AP vers le Service des secours et sur les dépenses issues des frais d'entretiens des immeubles et de gestion du legs, bulletins de recouvrement, correspondance relative à la création de bourse en faveur de l'INJA de Paris (1900-1965).	1900 - 1984
3624W 18	Legs de Pierre Lecomte/Leconte en 1889 à l'AP, litige avec l'Institut national des jeunes aveugles : arrêt du TGI Paris n°95/929 du 05/01/1996 défavorable AP-PH et CAS, correspondance, factures, conclusions devant le TGI, rapport d'observations provisoire de la Chambre régionale des comptes, tableau des réservations HLM à partir du 01/01/1969 et rapport relatif à l'état de valeurs mobilières dévolu au BAS édité par l'AP, assignation devant le TGI, copie de bottin, rapport au préfet constitué par l'AP sur les étapes de la gestion du legs, rapport envoyé au directeur du BAS par l'adjoint au maire chargé de l'AP-HP.	1985 - 1996
3624W 19	Legs d'Ernest Charles Lecoq (fondation Lecoq) de biens meubles et immeubles dont le produit de la vente est à utiliser pour l'attribution de secours à des aveugles démunis des deux sexes, sans ressources mais ne vivant pas de la charité publique à l'exception des titulaires de la majoration spéciale des Aides sociales légales, recherche de candidats : candidatures, correspondance.	1919 - 1978

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 19	Legs de Laurie Jeanne Clémence Lecuyer (née Lefranc) en 1913 aux quatre maisons des Petites S'urs des Pauvres de Paris d'une somme de 100 000 francs pour les "vieillards" pauvres qui ne peuvent plus travailler, acceptation du legs par l'AP et recherche de candidats : décret, candidatures.	1913 - 1978
3624W 19	Don de Charles Vincent Lefebvre (fondation Lefebvre) en 1867 au Bureau de bienfaisance du 3e arrondissement d'une somme de 1000 francs à un jeune ouvrier de 23 à 28 ans habitant le 3e arrondissement depuis l'âge de 12 ans, sachant lire et écrire, catholique, réputé bon ouvrier et ayant fait son service militaire, acceptation du don et recherche de candidats : candidatures, arrêtés, affiches, correspondance notamment de M. Lefebvre.	1867 - 1965
3624W 19	Legs de Mme veuve Legendre (fondation veuve Legendre) en 1856 à la commune d'Auteuil de la moitié d'une maison dont elle était propriétaire (sise 2 place Sainte-Geneviève) pour y loger gratuitement des vieillards pauvres.- Acceptation du legs en 1866 et transformation des volontés de la testatrice en 1877 par l'AP (suite à l'expropriation de la maison) en secours trimestriels de loyer en faveur des vieillards pauvres de l'ancienne commune d'Auteuil : décret, plan de 1864 de la propriété léguée par Mme Legendre, copies d'arrêtés, rapports (1864-1966) ; notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : correspondance (1966-1978).	1864 - 1978
3624W 19	Legs de M. de Leidersdorff (fondation Leidersdorff) en 1853 pour des secours de 500 francs à deux familles indigentes habitant Paris et désignées par l'Académie française à l'AP, désignation de candidats : candidatures, correspondance.	1898 - 1947
3624W 19	Legs de Mme veuve Lelégard en 1882 à l'arrondissement de Paris où elle décèdera la somme de 10 000 francs pour constituer une dot à une jeune fille pauvre de préférence orpheline du 1er arrondissement, recherche de candidate et délivrance de la dot : arrêtés, notes, candidature.	1882 - 1969

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 19	Résidence Lenoir-Jousseran issue du legs de la veuve Marie-Aspasie Lenoir (née Jousseran), démolition du bâtiment d'habitation jouxtant le fonds des consorts Michelin et appartenant au BAS : plans, correspondance, CR de visites, demande de permis de construire, baux et avenant, convention de location, plans, estimation d'une parcelle de terrain, arrêt de la Cour d'appel de Paris.	1934 - 1985
3624W 19	Résidence "Lenoir-Jousseran" (St-Mandé, 94), abandon partiel de la mitoyenneté de la parcelle aux consorts Michelin : correspondance, projet d'acte de vente, bail emphytéotique, déclaration d'intention d'aligner un bien, plan.	1993 - 1994
3624W 19	Résidence "Lenoir-Jousseran" (St-Mandé, 94).- affaire de la délimitation des parcelles avec l'hospice Saint-Michel et la résidence Les Tourelles (12e arrondissement) entre le CAS et la RIVP : plans, correspondance (1990-1991) ; création d'un accès rue Chaffault pour les studios du foyer-Soleil : 6 photographies couleur, correspondance, demande de raccordement au réseau postal de distribution du courrier, plans (1990-1991).	1990 - 1991
3624W 19	Legs de Mme veuve Lepeltier en 1890 de la somme de 2000 francs à la fabrique de Saint-Pierre-de-Chailot pour les pauvres infirmes ou nécessiteux, acceptation du legs par l'AP et achat d'une rente : notes.	1890 - 1955
3624W 20	Legs de Joseph Gabriel Lepetit en 1932 à l'AP de tous ses biens pour couvrir les frais d'envoi et de séjour en colonies de vacances d'enfants pauvres du 6e arrondissement, acceptation du legs et notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : arrêté, correspondance.	1932 - 1972
3624W 20	Legs de Jean-Pierre Lépine en 1876 au bureau de bienfaisance où est située sa propriété foncière (75011) une somme de 1000 francs qui devra être placée en rente sur l'Etat français afin de produire un revenu annuel pour la caisse des pauvres, notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : correspondance.	1968 - 1978

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 20	Legs de Mme veuve Letellier en 1942 du prix de vente de ses meubles à utiliser être distribué pour les pauvres du 16e arrondissement, acceptation du legs par l'AP en 1946 et notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : copie d'arrêté, correspondance.	1946 - 1971
3624W 20	Legs d'Esther Lévy (née Fribourg) en 1958 de la somme de 200 000 francs à partager entre les bureaux de bienfaisance des 13e et 15e arrondissements pour les vieillards nécessiteux et des distributions de charbon par dixième pendant 10 ans consécutifs pendant l'hiver, acceptation du legs et notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : arrêté, correspondance.	1958 - 1969
3624W 20	Legs de François Denis Ligeron en 1862 de 1000 francs à l'association des Dames charitables de Bercy, acceptation du legs par l'AP, achat d'une rente de 39 francs et correspondance auprès de la trésorière de l'association pour l'emploi de crédits issus du legs : arrêté, correspondance, fiche de secours temporaire.	1865 - 1907
3624W 20	Legs de Mme veuve Lionnet s.d. à l'AP d'une somme de 3000 francs pour la crèche de la Madeleine, achat d'une rente de 130 francs et notification pour l'emploi des crédits issus du legs : correspondance, fiche de secours temporaire.	1866 - 1907
3624W 20	Legs de Berthe Camille Locher (née Coste) en 1942 à l'AP de biens mobiliers et immobiliers pour les vieillards pauvres du 17e arrondissement, acceptation du legs en 1946 et correspondance auprès de la direction du BAS du 17e arrondissement pour l'emploi de crédits issus du legs : arrêté, correspondance.	1946 - 1978
3624W 20	Legs de Stéphane Lyne (fondation Lyne) s.d. à l'AP en faveur des pauvres de la paroisse de Saint-Philippe-du-Roule, notification à la 8e section par les services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs (1956-1968) : correspondance.	1956 - 1968

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 20	Legs de Madeleine Macquet (fondation Macquet) en 1899 d'une rente de 66 francs de rente par moitié à l'oeuvre du vestiaires des pauvres et à l'oeuvre des pauvres malades de la paroisse Saint-Lambert-de-Vaugirard (75015), acceptation du legs et recherches des raisons sociales des associations par l'AP afin de pouvoir leur verser les arrérages : bulletin paroissial de la paroisse Saint-Lambert-de-Vaugirard, arrêté, correspondance.	1899 - 1910
3624W 20	Legs de Melle J. Maigne en 1949 à l'AP pour secours aux pauvres de Paris des arrérages faisant suite au don manuel fait en 1933 de la nue-propiété de 1 117 francs de rentes françaises 4 % 1918 : arrêté, correspondance.	1933 - 1955
3624W 20	Legs de Pierre Maiseau en 1851 de tous ses biens mobiliers et immobiliers pour moitié à l'AP pour les indigents aveugles de Paris, acceptation d'une rente de 1139 francs par l'AP après accord avec les héritiers et attribution de secours : arrêté d'acceptation, arrêtés de déblocage de secours, correspondance.	1853 - 1933
3624W 20	Legs d'Elisabeth Maison (née Mimard) en 1887 à l'AP au profit d'oeuvres de bienfaisance et patriotiques.- Contentieux avec les héritiers, acceptation du legs et versement aux oeuvres : arrêté, correspondance, notes, décisions de paiement, CR d'assemblées générales (1887-1964) ; reversement d'arrérages à l'association d'Entraide des Pupilles après dissolution de l'association de Protection des Engagés Volontaires : décisions de paiement, notes (1948-1978).	1887 - 1978
3624W 20	Legs de M. Marbeau en 1878 à l'AP d'une rente de 45 francs à verser alternativement aux bureaux de bienfaisance des 8e et 9e arrondissements en faveur des chefs de famille pauvres, notification des services centraux aux 8e et 9e sections pour l'emploi de crédits issus du legs : correspondance, notes.	1877 - 1935
3624W 20	Legs de Raymond Marchand en 1976 au Bureau de bienfaisance du 14e arrondissement de la somme de 1500 francs, acceptation du legs : arrêté.	1975 - 1977

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 20	Legs de René Nicolas Marjolin en 1872 d'une somme de 20 000 francs aux frères de Saint-Jean-de-Dieu pour la maison des jeunes incurables rue Lecourbe au décès de l'usufruitière Mme veuve Marjolin, acceptation du legs par l'AP et calcul de la rente à verser aux frères : copie de décret, notes.	1897 - 1961
3624W 20	Legs de Barbe Elisa Marquet (née Marchand) en 1924 au Préfet de la Seine du restant de sa succession dont les arrérages seront mis à la disposition de l'AP à sa charge de les répartir entre les familles nombreuses les plus pauvres du 9e arrondissement, recherche de candidats et désignation des bénéficiaires : arrêtés, candidatures.	1936 - 1964
3624W 20	Legs de Louise-Clara Martin (née Lamotte) en 1884 à l'AP de tous ses biens aux pauvres de Paris, recherche de personnes pouvant bénéficier d'une aide : candidatures, correspondance.	1972 - 1974
3624W 20	Legs Matz (1900), attribution d'une rente viagère à un artiste lyrique ou à un ancien professeur de chant ou à un compositeur lyrique	1912 - 1967
3624W 20	Legs de Maria Mauche (née Servaud) en 1962 à l'AP de la totalité de ses biens mobiliers et immobiliers pour les pauvres du 18e arrondissement, notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : mémoire au CA, correspondance.	1963 - 1979
3624W 20	Legs de Florentine Mény (née Barberot) en 1918 à l'AP de tous ses biens meubles et immeubles pour des veuves sans enfants et sans famille, acceptation du legs par l'AP en 1925 et notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : copie du testament, arrêté, correspondance.	1925 - 1978
3624W 21	Legs d'Anne Mérat (née Rigodet) en 1875 à l'AP d'une somme de 500 francs pour les pauvres "honteux", achat de titres de rente : note.	1875 - 1875
3624W 21	Legs de Justin Meyer dit Mayer en 1924 à l'AP d'une somme de 10 000 francs pour les pauvres de Paris, acceptation du legs : arrêté, notes.	1924 - 1926

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 21	Legs de Marie Meyer (née Gand) en 1927 à l'AP de la somme de 100 000 francs pour les pauvres de Paris, acceptation du legs : arrêté, notes.	1927 - 1928
3624W 21	Legs de Séraphine Michelot (née Bour) en 1934 à l'AP de titres de rente pour les pauvres de Paris, acceptation du legs : décret, notes.	1934 - 1937
3624W 21	Legs de la Baronne Louise-Désirée-Julie Milius (née du Bue) s.d. d'une rente de 82 francs au Comité de bienfaisance du 8e arrondissement pour secours aux pauvres, notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : 25e compte rendu de l'association de charité du 1er arrondissement, correspondance.	1856 - 1972
3624W 21	Legs Duchesse de Montebello (1855), attribution de fonds au bureau de bienfaisance du 7e arrondissement pour le secours de pauvres désignés par les S'urs de la Providence, rue Oudinot.	1856 - 1972
3624W 21	Legs de Théodorine de Montgolfier (née Groz) (fondation de Montgolfier) en 1914 pour les pauvres de la paroisse Saint-Augustin du produit de la vente de ses bijoux, dentelles, fourrures et vêtements, acceptation du legs par l'AP : arrêté, correspondance.	1914 - 1966
3624W 21	Legs de Melle Montilla en 1859 d'une somme de 2150 francs à la crèche de la paroisse de Saint-Philippe-du-Roule, acceptation du legs par l'AP et achat de titres de rente : arrêtés, notes.	1863 - 1869
3624W 21	Legs Moreau (fondation Moreau) en 1830 s.r. de rentes pour l'attribution à des jeunes gens et jeunes filles habitant sur le territoire de l'ancien 6e arrondissement (1er, 2e, 3e, 4e et 11e arrondissements actuels) de livrets de caisse d'épargne, gestion et clôture des livrets arrivés à terme : certificats d'attribution de livrets de caisse d'épargne, correspondance, certificats de mariage, bulletin de naissance.	1902 - 1934
3624W 21	Legs de Félix Morel Kahn en 1922 de la somme de 5000 francs pour les pauvres de Paris, acceptation du legs par l'AP : arrêté, notes.	1922 - 1923

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 21	Legs d'Olga Moret (fondation demoiselle Moret) en 1912 de la somme de 20 000 francs pour les fourneaux populaires, acceptation du legs par l'AP : arrêté, notes.	1912 - 1913
3624W 21	Legs de Jean-Baptiste Morot (fondation Morot) en 1889 à l'AP de la somme de 10 000 francs à placer en rentes dont les revenus (178,50 francs) devront être répartis en 6 secours de 29,75 francs chacun entre 6 femmes veuves ou abandonnées ayant le mieux soigné leurs enfants, acceptation du legs et recherche de candidates : candidatures, listes de bénéficiaires, rapports, décret.	1889 - 1927
3624W 21	Legs d'Alphonsine Motreff en 1943 pour le Bureau de bienfaisance du 14e arrondissement de la somme de 50 000 francs pour procurer des vacances à des enfants, acceptation du legs par l'AP en 1948 et notification des services centraux pour l'emploi de crédits issus du legs : arrêté, correspondance.	1948 - 1978
3624W 21	Legs Mouchet (1901), sélection des bénéficiaires et suivi des rentes à attribuer à 7 jeunes filles pauvres de Paris comme dots de mariage.	1907 - 1943
3624W 21	Legs veuve Neveu (s.d.) de secours aux plus vieux ouvriers corroyeurs du quartier des Gobelins (à rapprocher du legs Henry).	1872 - 1971
3624W 21	Legs d'Henri Nicolle en 1966 à l'AP de tous ses biens, meubles et immeubles, acceptation du legs en 1968 et achat de rentes : notes, fiches de désignation de valeurs, mémoire au CA.	1966 - 1989
3624W 21	Legs d'Ulrich Niffle en 1959 pour le Bureau d'aide sociale du 17e arrondissement de Paris de revenus destinés à être répartis chaque année par tiers, quart ou cinquième avec un minimum de 500 francs par famille entre les chefs de familles nombreuses et nécessiteuses et d'honorabilité parfaite, vérification des services centraux auprès de la direction de la 17e section afin de s'assurer de l'exécution des volontés : correspondance.	1961 - 1976
3624W 21	Legs Ochsé (s.d.) : rentes pour "achat et distribution de bons de fourneaux économiques" aux indigents.	1926

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 21	Legs de Mme veuve d'Ornano en 1936 pour les pauvres du 17 ^e arrondissement (plus particulièrement le quartier des Ternes et la paroisse Saint-Ferdinand des Ternes) de fonds issus de la vente de son mobilier, partage de la somme entre les pauvres du quartier : correspondance, liste de personnes pauvres, tableaux de répartition des sommes versées.	1938 - 1940
3624W 21	Legs Ortrat (1890) attribution d'une rente à vie à une orpheline de la rue Oudinot et aux orphelines lui succédant.	1936 - 1943
3624W 21	Legs de Marie Ozenne (née Meurice) en 1937 de l'argent liquide restant de sa succession pour la création d'une fondation Paul Meurice d'un ou plusieurs lits pour des tuberculeux ou vieillards. - Désignation de l'AP comme légataire particulier de toutes sommes en liquide restante et acceptation du legs : copie de testament, copie de l'arrêt de la cour ce cassation (1939-1965) ; conflits avec les héritiers et délivrance du legs au BAS : documents comptables, acte de délivrance (1959-1993).	1939 - 1993
3624W 21	Legs de Jules Parent en 1905 à l'AP d'une somme de 20 000 francs pour des secours à des filles-mères abandonnées afin de les aider à élever le premier enfant "résultant d'une faute", acceptation du legs et recherche de candidates : arrêtés, candidatures.	1916 - 1963
3624W 21	Legs de Julie Payen (née Gaudry) en 1939 à l'AP de l'ensemble de ses biens mobiliers et immobiliers (immeuble sis 237-239, boulevard Voltaire et immeuble sis 7, rue Guénot) sans exception, acceptation du legs en 1946 : arrêté, testament, comptes des administrateurs judiciaires, inventaire après décès, dossier de gestion des immeubles, documents comptables, correspondance de Mme veuve Payen à l'AP sur la modification de son testament (1937).	1937 - 1952
3624W 21	Fondation Anselme Payen (75015), historique de la construction de la maison de cure médicale sur l'emplacement de l'ancienne maison de retraite (s.d., après 1976), décret d'attribution de la mense de l'église de Saint-Jean-Baptiste-de-Grenelle à l'AP (1914).	1914 - 1976

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 21	Legs de Marie-Ange Pénin (née Roussard) en 1926 de ses meubles et argent à une veuve ayant des enfants et au cas où cela ne se pourrait pas, à l'AP, acceptation du legs et recherche de candidates : arrêté, candidatures.	1929 - 1963
3624W 22	Legs de Charles Arthur Perthuis (fondation Perthuis) en 1941 d'une somme pour constituer la dot de deux jeunes filles pauvres et méritantes des quartiers de la Porte Saint-Martin et de la Porte Saint-Denis (75010), acceptation du legs par l'AP et publication d'une annonce dans des journaux féminins pour trouver des candidates : correspondance, arrêtés.	1951 - 1960
3624W 22	Legs d'André Marie Petit en 1967 à l'AP de sa fortune au bénéfice des "vieillards" pauvres, acceptation du legs par l'AP et transfert du corps du testataire de Nice (lieu du décès) à Nevers : inventaire après décès, correspondance.	1964 - 1969
3624W 22	Legs de Dorothee-Cesarine Petit (née Huet) en 1889 à la fabrique de l'église Saint-Paul-Saint-Louis de la somme de 4000 francs dont les revenus devront être distribués aux pauvres sous forme de bons de pain, de viande, de soupe ou d'aliments, acceptation du legs : notes.	1895 - 1955
3624W 22	Legs de Marie Céline Peyrès en 1942 d'une somme de 10 000 francs et de biens immobiliers au Bureau de bienfaisance du 5e arrondissement. Acceptation du legs en 1947 et recherche d'actifs : documents comptables, inventaires après décès (1935-1959) ; transport des corps de Mme et Mlle Peyrès jusqu'à une concession à Bagneux : correspondance, quittances des pompes funèbres (1947-1948).	1935 - 1959
3624W 22	Villas et terrains situés à Anglet issus de la succession de Marie Céline Peyrès, vente par le BAS : correspondance, bulletins des recouvrement, correspondance, affiches, délibération du CA, CR de CA, déclaration d'intention d'aliéner un bien, estimation de la valeur vénale, acte de vente.	1974 - 1980

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 22	Legs de Charles Piard en 1873 de 400 francs aux Bureaux de bienfaisance pour des jeunes filles habitant Paris "en danger de se perdre" soit parce qu'elles sont avec des parents d'une "immoralité reconnue" soit parce qu'elles sont "abandonnées à elles-mêmes" ; mais également aux personnes atteintes de "malaises d'yeux", demande d'aide de la part de particuliers pour des jeunes filles et recherche de candidats pour les personnes atteintes de "malaises d'yeux" : candidatures, correspondance.	1875 - 1886
3624W 22	Legs de frère Thomas Pichon (fondation Pichon) en 1864 à l'AP d'une rente annuelle de 50 francs à distribuer à une famille pauvre d'un enfant fréquentant l'école des Frères du Gros Caillou (sise 90, rue Saint-Dominique 75007), recherche de candidats : arrêté, candidatures, correspondance.	1864 - 1956
3624W 22	Legs de Louise Eugène Phillebeau (née Couliez) en 1901 à l'AP d'une rente pour entretenir sa sépulture et la porte de la chapelle de la famille Phillebeau au Père-Lachaise, ce qui restera devra être utilisé pour élever des petites filles pauvres de la Ville de Paris, acceptation du legs : arrêté.	1901 - 1904
3624W 22	Legs d'Adolphe Pollart (fondation Pollart) en 1899 au Bureau de bienfaisance du 2e arrondissement d'une somme de 25 000 francs pour quatre personnes les plus méritantes sans distinction d'opinion politique ou religieuse, d'une somme de 15000 francs en faveur du garçon de magasin (maisons de commerce de tissus ayant leur siège dans les 3 premiers arrondissements) y étant employé depuis 10 ans, acceptation du legs et recherche de candidats : arrêté, candidatures.	1900 - 1962
3624W 22	Legs de Jules Porges en 1922 à l'AP d'une somme de 25 000 francs pour les pauvres de Paris, acceptation du legs : arrêté.	1923 - 1925
3624W 23	Legs de Victoire Potel (née Debitte) en 1900 à l'AP de la moitié de ses biens avec charge de remettre une somme de 10 000 francs aux pauvres de chacun des 20 arrondissements.- acceptation de la part de succession en 1902 : acte de partage, compte complémentaire d'administration judiciaire, dossier concernant le recouvrement des créances dépendant de la succession (1884-1931) ; règlement des créances issues de la succession : avis de mainlevée avec désistement des hypothèques, correspondance, mémoire au conseil de la préfecture, bulletins de recouvrement, certificat de remboursement de dette, certificat du bureau des hypothèques de la Seine (1899-1906).	1884 - 1931

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 23	Legs de Joseph Bégis en 1887 d'une somme de 40 000 francs à des oeuvres de bienfaisance, exécuté par Eugène Poubelle au bénéfice de la Société Philanthropique de Paris, pour la création d'une salle pour les femmes récemment accouchées dans un hospice dépendant de la Société Philanthropique, acceptation du don par la Société Philanthropique et suivi du legs par l'AP : copie de rapport de 1887, note de 1973.	1973
3624W 23	Legs d'Angélique Poulain (née Vinson) en 1918 à l'AP d'une rente pour secourir au mois de novembre de chaque année deux femmes veuves habitant le quartier Sainte-Marguerite (75011) ayant été mariées légitimement et religieusement à l'Eglise Catholique et ayant au moins trois enfants dont l'aîné ne dépasse pas l'âge de trois ans, acceptation du legs : arrêté.	1921 - 1958
3624W 23	Legs des demoiselles Préseaux (fondation Préseaux) en 1881 aux orphelines de moins de 16 ans de la paroisse Saint-Jacques-du-Haut-Pas (une partie des 5 ^e et 14 ^e arrondissements) d'une rente de 93 francs, notification des services centraux de l'AP pour l'emploi de crédits issus du legs : rapport, correspondance.	1884 - 1936
3624W 23	Legs de Marie Marguerite Prévost (née Bertholles) en 1871 à l'AP d'une rente de 50 francs pour les pauvres de la paroisse Saint-Sulpice, acceptation du legs conjointement par la paroisse et l'AP : arrêté, correspondance.	1872 - 1955
3624W 23	Legs de Palmyre Anaclette de Provigny (née Besson) en 1908 à l'AP de sa propriété, d'une petite ferme et de son potager à Arcueil, d'une propriété à Blaison et d'une somme de 10 millions de francs : collection de documents concernant la construction de l'aqueduc Médicis sur les terres du sieur Denis d'Aligre à Arcueil (1617-1625), le délimitage de la propriété ainsi que des regards construits avec l'aqueduc, les difficultés d'entretien des regards, des cours d'eau et sources sur la propriété sise à Arcueil (1625-1847), l'alignement et la réparation du mur de la propriété léguée à l'AP du côté de la rue Etienne Dolet (1908-1913).	1617 - 1913

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 23	<p>Legs de Palmyre Anaclette de Provigny (née Besson) en 1908 à l'AP de sa propriété, d'une petite ferme et son potager à Arcueil, d'une propriété à Blaison et d'une somme de 10 millions de francs.- Acceptation, délivrance du legs et création de la fondation Cousin de Méricourt : copie de la séance d'acceptation du legs du conseil de surveillance de l'AP, PV de réunions du comité, arrêté, correspondance avec les héritiers, décret d'acceptation, convention de création de la fondation (1908-1975) ; construction de la maison de retraite : documents comptables, projet de traité avec la congrégation des s'urs de Saint-Vincent-de-Paul, consentement à exécution, correspondance sur la conservation du gardien sur la propriété, correspondance avec d'éventuels héritiers s'opposant aux dispositions testamentaires, plans (1908-1910) ; annonce de vente par adjudication du fief d'Arcueil (1790), acte de vente entre Jean-Joseph le Boindre et René Delinte du fief des Arc et d'Anjou (1756), devis estimatif de travaux à exécuter pour le changement de la conduite de la concession perpétuelle d'eau de Rungis alimentant la propriété de Mme de Provigny (1900), acte de vente par Mme Anaclette Delinthe veuve de Méricourt de deux bâtiments séparés situés à Montdidier au sieur Viefville (1808), arrêté du département de la Seine autorisant l'élagage d'arbres sur la propriété de Mme Cousin de Méricourt (1819), extrait de l'acte de vente du 29 vendémiaire an 10 (21 octobre 1801) d'Anaclette Delinthe au sieur François Artaud d'une petite portion de terrain triangulaire située à l'angle du chemin qui conduit au bourg de l'égalité de la grande rue de Cachan, acte de vente du 30 ventôse an 13 (21 mars 1805) d'Anaclette Delinthe au sieur Jean Pierre Fabre d'une partie de terrain irrégulière contenant 3 ares 74 centiares faisant partie du jardin de la maison sise à Arcueil et [extraits et cotés 3624W 23(1)] plan d'arpentage des propriétés de René Delinthe (1762), procès-verbal d'arpentage des propriétés de Renet Deleinte [sic] sur le territoire d'Arcueil, Cachan et Bagneux (3 avril 1770) et terrier général des propriétés appartenant à Mme Cousin de Méricourt et à sa fille dans la commune d'Arcueil (s.d.).</p>	1756 - 1975

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 23	Legs de Palmyre Anaclette de Provigny (née Besson) en 1908 à l'AP de sa propriété, d'une petite ferme et son potager à Arcueil, d'une propriété à Blaison et d'une somme de 10 millions de francs : notes récapitulative, copie de décret d'acceptation du legs, conventions de fonctionnement de la fondation, mémoire au conseil de surveillance de l'AP, copie de l'arrêté du 14/08/1964 relatif au statut des congrégations hospitalières attachées au service des établissements d'hospitalisation, de soin et de cure publics, correspondance, plans, contrat entre le BAS et la compagnie des Filles de la charité de Saint-Vincent-de-Paul (1974).	1908 - 1979
3624W 23	Terrain du CASVP sis 9, avenue Cousin de Méricourt (94, Cachan), vente à la Ville de Cachan en 1997 et mise à disposition du terrain au SIAAP : dossier de litige avec le SIAAP, rapports, documents comptables, copie de l'acte de vente, projet de convention pour la création d'un regard d'égout au sein de la propriété de Cachan, correspondance.	1996 - 2002
3624W 24	Legs Quentin s.d. à l'AP s.r. pour les femmes pauvres et petites orphelines de Paris, recherche de candidates : candidatures, listes de personnes.	1967 - 1969
3624W 24	Legs d'Estelle Quentin (née Poigneux) en 1905 à l'AP d'un immeuble sis 23, avenue des Ternes et 2 bis, rue de Montenotte (75017), gestion et historique de l'immeuble : une correspondance du BAS à l'AP leur demandant le dossier de legs (1978), feuilles de congé amiable, d'engagements de location et quittance de loyer pour les locataires du 2 bis rue de Montenotte, engagements de location, correspondance notamment concernant le non paiement des termes ou la demande d'exécution de travaux dans les logements, états des lieux, cahier de relevé de versement des loyers par les locataires, souches de quittance de loyer, dossier de locataires partis sans payer (1905-1913), correspondance sur le legs Quentin (1823), acte d'achat par les époux Clouet de la parcelle de terrain située aux Ternes sur la commune de Neuilly (1848), baux (1898-1907), acte de prorogation de bail, facture des pompes funèbres, titre de succession de Mr Joseph Clouet (1871), testament, acte de décès et inventaire après décès de M. Clouet (1871), acte de décès de Mme Clouet et inventaire après décès de Mme Dauphin Poigneux veuve Clouet à la demande de sa fille Mme Quentin (1874),	1823 - 1978

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 24	Livret de caisse de retraite de M. Quentin puis de son épouse Melle Poigneux, acte de décès d'Estelle Poigneux Quentin, titre de rentes viagères pour la vieillesse émise par la CDC (1903), documents relatifs au convoi funèbre, factures, reçus et quittances d'abonnement au compteur de la Compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz pour les Quentin, dossier concernant l'installation du gaz dans l'immeuble rue de Montenotte (1890-1901), avertissement de taxes foncières (1905-1912), demande de transformation du rez-de-chaussée de l'immeuble au frais des locataires (1909), mémoires des travaux de peintures (1903-1906).	1823 - 1978
3624W 24	Legs de la Roberdière (1958), secours aux vieillards du 10 ^e arrondissement le jour de Noël.	1963 - 1978
3624W 24	Legs Rafaelis de Roquesantes (s.d.), attribution de prix de bonne conduite et de respect filial à 4 jeunes hommes ou une jeunes filles pauvres domiciliés sur le territoire de la paroisse de la Madeleine, présentés par le curé de l'église : fiches de secours, notes, listes, correspondance.	1913 - 1965
3624W 24	Legs Rafflard (s.d.), subventionnement de la crèche de Picpus ; reversement des crédits au Département de Paris à la dissolution de la crèche.	1866 - 1954
3624W 24	Legs veuve Rançon (née Mettenberg), acceptation d'une somme destinée au secours de l'orphelinat de la paroisse de Saint-Jacques-du-Haut-Pas.	1867 - 1868
3624W 24	Donation d'Hermann Joseph Reinach (fondation Reinach) en 1889 d'une dot de 1000 francs à trois jeunes filles des 20 arrondissements, âgées d'entre 20 et 27 ans, françaises et habitant Paris depuis 3 ans et l'arrondissement depuis 2 ans, désignées à tour de rôle par les bureaux de bienfaisance en commençant par celui du 8 ^e arrondissement, acceptation du legs par l'AP et recherche et désignation de candidates : règlement de la fondation, arrêté, affiche, documents comptables, fiches de renseignements.	1889 - 1961
3624W 25	Legs de Me Hugues Auguste Renaudin (fondation Renaudin) en 1919 à l'AP de cinq secours de 300 francs à attribuer à des pauvres se rattachant autant que possible au notariat, acceptation du legs et recherche de candidats : candidatures, arrêté, correspondance.	1923 - 1955

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 25	Legs Ris (1902), sélection des vieillards aveugles ou souffrant de maladies des yeux à secourir.	1880 - 1925
3624W 25	Legs (1901) veuve Robert (née Lacoste), attribution de secours à un ouvrier peintre du 18e arrondissement infirme et de préférence privé de la vue.	1921 - 1956
3624W 25	Legs du Baron Adolphe Charles de Rothschild (fondation Rothschild) en 1900 à l'AP d'une rente annuelle de 40 000 francs en faveur de 40 jeunes filles pauvres vivant de leur travail manuel ; les rentes allouées à l'entretien de six chevaux seront redistribuées à six pauvres ouvrières consécutivement à la mort des animaux, acceptation du legs et recherche de candidates : candidatures, listes de personnes ayant reçu une aide.	1901 - 1973
3624W 25	Legs de Pierre Rouanet en 1911 à l'AP des 2/3 de ses biens pour être employés le mieux et le plus vite possible au soulagement des miséreux.- Acceptation du legs et liquidation de la succession au décès de Mme Rouanet en 1951 : testament (1904), pièces comptables, inventaires, actes de compte d'usufruit, actes de liquidation partage (1911-1973) ; vente d'immeubles sis à Béziers avec l'accord de la veuve : inventaire, correspondance (1928-1950) ; vente de l'immeuble sis à Bourron-Marlotte (Seine-et-Marne) : assurance, bulletins de recouvrement, copie de baux, signification de congé au locataire, plans (1959-1965).	1911 - 1973
3624W 25	Legs Rouvenat (1852), désignation et placement de deux orphelins en orphelinat.	1877 - 1926
3624W 26	Legs Roux (1899) attribution de secours à des femmes françaises, nécessiteuses ou indigentes âgées de 60 ans domiciliées dans les 6e ou 7e arrondissement depuis au moins 3 années.	1903 - 1972
3624W 26	Legs Savary (dite Madame de Thèbes) (1910), recherche d'attributaires pour délivrance de dots à des jeunes filles pauvres et méritantes du quartier de Ménilmontant.	1919 - 1929
3624W 26	Legs Séverac (1924), acceptation d'un legs pour les pauvres de Paris.	1931 - 1934

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 26	Legs Sides (1951), secours aux pauvres du 6e arrondissement.	1952 - 1978
3624W 26	Legs d'Amélie Marguerite du Tertre de Veteuil (née Vernier) (fondation du Tertre de Veteuil) en 1897 d'une dot de 400 francs à l'AP à une jeune fille pauvre et méritante du quartier Saint-Martin choisie par le Bureau de bienfaisance du 3e arrondissement, acceptation du legs, recherche de candidates et attribution de dots : rapports, candidatures, certificats de paiement, arrêté, affiche.	1897 - 1952
3624W 26	Legs Tesson (1909), à destination de trois paroisses ; versement de sommes à l'oeuvre de "l'Abri" pour des secours de loyers aux pauvres : statuts de l'oeuvre, arrêté, notes.	1925 - 1975
3624W 26	Legs d'Auguste Germain Tisserand (Fondation Tisserand) en 1871 à l'AP d'une somme de 680 000 francs et d'un immeuble à charge pour elle d'organiser dans sa propriété (sise 68 route de Châtillon) une maison de retraite destinée à des "vieillards" hommes âgés de 65 ans choisis parmi des gens de bonne réputation, acceptation du legs mais à auteur des 3/4 (conditions imposées par les héritiers) et organisation de la fondation : arrêtés, règlement de la fondation, rapports, correspondance sur le legs Loyal fait à la fondation.	1872 - 1965
3624W 26	Legs du Baron de Trémont (fondation Trémont) en 1847 d'une rente annuelle de 800 francs à l'Administration des hospices de Paris avec charge de servir à M. Germain Poyer, son domestique, les arrérages de cette dernière toute sa vie durant et à sa mort à les verser à un asile ou à une crèche de l'arrondissement de Paris dont l'administration estimera en avoir le plus besoin, et d'une rente de 400 francs pour fonder annuellement 12 livrets de caisse d'épargne en faveur de pauvres ouvriers apprentis de l'âge de 8 à 17 ans, acceptation du legs par l'AP (1854-1857) : décret, arrêté, notes.	1854
3624W 26	Legs de Juliette Vérot (née Desauhay) en 1967 à l'AP de ses biens mobiliers, immobiliers et parcelles de terrains pour les "vieillards", transfert et clôture de la succession de l'AP au BAS : déclaration de succession, PV de dépôt de testament olographe, correspondance.	1967 - 1984

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 26	Legs d'André Volmerange en 1966 de la somme de 1000 francs au bureau de bienfaisance du 7 ^e arrondissement, acceptation du legs et régularisation des écritures : bordereaux de recouvrement, correspondance, arrêté.	1967 - 1977
3624W 26	Fondations concernant des dots de mariage (Bell, Carton), les prêtres infirmes (Higarède), des ouvriers mégissiers (Henry) : arrêté, notes	1939
3624W 26	Legs Veuve Morhet (1933), secours en faveur des pauvres du consistoire Israélite de Paris : listes nominatives, correspondance, arrêtés (1939-1941). Legs Deyme (née Gidéon) (1917), secours en faveur des pauvres du consistoire Israélite de Paris : correspondance, liste (1930-1931).	1930 - 1941
3624W 27	Recherche de bénéficiaires destinataires de legs, versement des fonds aux bureaux d'aide sociale concernés : Legs Hering (sd), attribution d'un livret de caisse d'épargne à un ménage pauvre et honnête (1948-1964). Legs Haman (1952), secours aux pauvres du 9 ^e arrondissement (1960-1978). Legs Hainchelin (1938), secours aux familles nombreuses des 20 bureaux d'aide sociale (1943-1978). Legs Higarède (1912), attribution de rentes viagères à des prêtres âgés et infirmes, proposition des candidats par l'archidiacre de Sceaux sous couvert du cardinal archevêque de Paris (1930-1960). Legs Henry (1890), secours à des ouvriers mégissiers en laine et peaux de mouton du département de la Seine ; pour 1972, le legs Henry est attribué avec le legs Neveu (secours aux plus vieux ouvriers corroyeurs du quartier des Gobelins) (1930-1972).	1930 - 1978
3624W 27 - 28	Dons et legs faits à la Préfecture de la Seine et à la Ville de Paris.	1858 - 2000
3624W 27	Legs anonymes en faveur des asiles de nuit de la ville de Paris, acceptation des legs par la Préfecture de la Seine et achat de rentes : arrêtés, notes, extrait des délibérations du conseil municipal, extrait d'inscription dans le grand livre, avis de versement.	1904 - 1907

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 27	Legs de M. Bertin en 1910 la somme de 200 000 francs aux asiles de nuit et oeuvres d'hospitalité pour la réception des hommes et des femmes pendant la nuit dans les différents arrondissements de Paris, erreur dans les écritures de la gestion des rentes et arrérages du legs en 1931 : arrêté.	1943
3624W 27	Legs veuve Bras en 1903 de 5000 francs pour les asiles de nuit, legs veuve Schreiber (née Franquin) en 1904 de la somme de 20 000 francs à la Ville de Paris pour les asiles de nuit et legs Gautrin (sd), erreur dans les écritures de la gestion des rentes et arrérages du legs en 1908 : arrêtés, correspondance.	1908
3624W 27	Legs de Jean Eugène Cleisen en 1899 la somme de 25 000 francs pour les asiles de nuit de la Ville de Paris, acceptation du legs par la Préfecture de la Seine en 1905 et achat de rentes sur l'Etat à 3% : extrait d'inscription dans le grand livre, copies d'arrêtés.	1903 - 1905
3624W 27	Legs de M. Dureau de la Malle en 1858 d'une rente perpétuelle de 600 francs à distribuer aux pauvres de l'ancien 12e arrondissement (actuels 5e, 13e et 14e arrondissements) par les soins de M. le maire du 5e et M. le curé de la paroisse Saint-Nicolas-du-Chardonnet, acceptation du legs : arrêté, certificats de paiement, documents comptables.	1858 - 1948
3624W 27	Legs Girault-Biot fait à la Ville de Paris, correspondance interne à l'AP confirmant qu'ils ne sont pas responsables de ce legs.	1940
3624W 27	Legs de Claude Goubot en 1897 de l'argent prévu pour son enterrement au Bureau de bienfaisance du 9e arrondissement et de ce qui restera après les legs particuliers pour les asiles de nuit de Paris, acceptation du legs par la préfecture et achat de rentes : arrêtés, extrait d'inscription dans le grand livre.	1898 - 1904
3624W 27	Legs d'Elisabeth Hugonis (née Sembres) en 1909 de la somme de 100 000 francs à convertir en titres de rentes pour les asiles de nuit de la Ville de Paris, acceptation du legs par la préfecture et achat de rentes : notes, extrait du testament, arrêté, extrait d'inscription dans le grand livre.	1909 - 1935

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 27	Legs de Germaine Josserand (née Soyer) en 1991 à la Ville de Paris de la quotité disponible de l'ensemble de ses biens, transfert du dossier du CAS vers la ville de Paris : testament, notes, courriers.	1992 - 2000
3624W 28	Legs d'Edouard Kann (fondation Kann) en 1867 à la municipalité dans laquelle le testateur décèdera, la somme de 1500 francs à distribuer le jour anniversaire de sa mort en quinze secours à des ouvriers ou des ouvrières "dans le besoin", acceptation du legs par l'AP et recherche de candidats afin de distribuer les secours : correspondance, candidatures.	1867 - 1963
3624W 28	Legs d'Adolphe Kileman (fondation Kileman) en 1899 à la Ville de Paris d'une rente de 10 000 francs dont les arrérages doivent être attribués à la famille la plus nécessiteuse et la plus nombreuse de chacun des 20 arrondissements, désignation des familles candidates et distribution des arrérages par l'intermédiaire de l'AP : arrêtés, correspondance, rapports, candidatures.	1948 - 1963
3624W 28	Legs veuve Pinçon de Valpinçon (fondation Ernest Pinçon de Valpinçon) en 1924 à l'Etat de quatre titres de rente à charge d'attribuer tous les ans le jeudi avant Pâques quatre prix de 3000 francs à des familles ayant chacune 8 enfants vivants, nés de parents ni alcooliques ni tuberculeux, reprise de la remise des prix en 1948 : circulaire, fiche de candidature vierge.	1947
3624W 28	Legs d'Auguste-Pierre-Marie Poirson en 1894 la somme de 20 000 francs pour les asiles de nuit dépendants de la Ville de Paris et 100 000 francs à la Ville de Paris pour être placées en rentes 3%, les revenus devant être décernés en prix tous les deux ans à un jeune peintre souhaitant se perfectionner dans son art à l'étranger. Acceptation du legs par la Préfecture de la Seine et achat de rentes : arrêtés (1899) ; accords d'allocation viagères aux héritiers Poirson : note, coupure de presse (1898-1948).	1898 - 1948
3624W 28	Legs de Paul Ernest Renault en 1912 pour être employé en faveur des asiles de nuit, achat de rentes et rectification d'une erreur dans les écritures de la gestion des rentes et des arrérages du legs en 1911 : arrêté, extrait d'inscription dans le grand livre, correspondance, avis de versement.	1900 - 1912

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 28	Legs de la comtesse Berthe Sola-Cabiati (née Vogt) en 1970 du reste de sa succession qui sera remis à la Ville de Paris, les intérêts de cette somme devant servir au soulagement des "vieillards" nécessiteux . Acceptation du legs : copie de testament olographe, correspondance, arrêté (1963-1972) ; modification de la destination du legs afin de moderniser plusieurs résidences (1975-1981) : mémoires au CA, acte de délivrance du legs.	1963 - 1981
3624W 28	Don manuel des souverains du Danemark et du Prince de Monaco à la Ville de Paris d'une allocation de 12500 francs par arrondissement pour les familles nécessiteuses, recherches de candidats : candidatures, rapports, correspondance.	1950 - 1951
3624W 28	Don manuel du Prince de Monaco et de la reine Juliana des Pays-Bas à la Ville de Paris d'une allocation d'un million de francs et de 500 000 francs pour les familles nécessiteuses sous la condition de deux bénéficiaires par arrondissement, recherches de candidats : candidatures, rapports, correspondance.	1950
3624W 28 - 45	Dons et legs effectués après 1969 au BASVP.	1915 - 2006
3624W 28 - 36	Dévolution des legs de l'Assistance publique au BASVP.	1963 - 2004
3624W 28	Extraits de mémoire au conseil d'administration sur l'acceptation de legs de particuliers. Liste des établissements transférés au BAS.	1973 - 1974
3624W 28	Etat Actif du CAS-VP de 1987 à 2003 : bulletins de recouvrement, liste de terrains sur lesquels le CAS a détenu ou détient un titre de propriété, liste de l'état de l'actif du domaine privé, notes internes, CR de réunions, communications au CA, correspondance.	1987 - 2003

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 29	<p>Récupérations entreprises par le Bureau d'Aide Sociale d'immeubles (ou du fruit de leur vente), ayant été légués à l'Assistance Publique :</p> <ul style="list-style-type: none">- Somme d'argent et propriétés léguées par Marie Anthelmine Buisson (née Jacob) en 1895, sises 9 place du Colonel Fabien (75010), 12 -16 rue des Ecluses-Saint-Martin (75010), 63-67 rue de la Grange-aux-Belles (75010), 204-212 quai de Jemmapes (75010) et 119-131 boulevard de la Villette (75010) : notes, plans, documentation (1974-1991) - Propriétés restantes et fruit de la vente de certaines propriétés du legs Hure (1900), sises 71 bis rue du cardinal Lemoine (75005), 38 rue Monge (75005), 15 bis rue Courat (75020), 40 et 41 bis rue Vitruve (75020), 6-8 rue Florian et Galleron (angle) (75020) : correspondance, extraits de matrices cadastrales, notes (1991)- Propriété léguée par Lord Henry Seymour-Conway en 1859, sise 5 avenue Victoria, rue de la Tacherie et 1 quai de Gesvres (75001) : note, photocopie de registre, extrait de matrice cadastrale (1991)- Propriétés léguées par les époux Sevin en 1886, sises 164 rue de Grenelle et 10 rue de la Comète (75007) : note, extrait de matrice cadastrale (1991)- Propriétés léguées par Brézin en 1828, sises à Champcueil et Chevannes (Essonne) : notes, cadastre, tableaux, plans cadastraux (1983) (1983-1991)- Propriété léguée par Emilienne-Marie Chedeville en 1932, sise 178 rue de Rivoli (75001) : note, extrait de matrice cadastrale (1991)- Terrains provenant du legs de Robert Auget baron de Montyon en 1821, demande de renseignements complémentaires par le BAS sur le fruit de leur vente : notes, tableau (1991)- Propriétés léguées par la veuve Couverchel en 1862, sises passage du Grand Cerf (75002), récupération entreprise par le BAS du fruit de la vente effectuée : notes, compte-rendu de visite (1989-1992)- Immeuble légué par Mme veuve Ferrier en 1926, sis 154 rue de Charonne (75011) : note, extrait de matrice cadastrale (1992).	1974 - 1992

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 29	<p>Récupérations entreprises par le Bureau d'Aide Sociale d'immeubles (ou du fruit de leur vente), ayant été légués à l'Assistance Publique :</p> <ul style="list-style-type: none">- Propriété léguée par la veuve Legendre en 1856, sise au 20 rue Mirabeau (75016) : notes, descriptif, plan, procès-verbal de remise de bien, photocopie du testament (1991) - Propriété la "ferme des Brosses" léguée par François Lhuillier en 1620 à l'Hôtel-Dieu, sise à à Intréville (Eure-et-Loir) : notes- Immeuble provenant du legs Marcellis, sis 56 rue Compans (75019) : notes, extrait de matrice cadastrale (1991)- Immeuble léguée par Mme veuve Azimon (née Maria-Julienne Legendre) en 1863, sise au 6 rue Gît-le-C'ur (75006) : notes, documents cadastraux- Propriété léguée par Jules Rolland en 1898, sise au 14 rue de la Tour d'Auvergne (75009) : notes- Immeubles provenant des biens de la Caisse de Secours et de la maison de retraite pour les prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Paris dite "Infirmerie Marie-Thérèse", biens dévolus aux Enfants-Assistés, transférés à l'Assistance Publique en 1914 ; 6 rue Massillon (75004), 8 rue Vavin (75006), 92 rue Denfert-Rochereau et 261-283 boulevard Raspail (75014) : tableaux, notes, documentation, copie de l'acte d'attribution (1991)- Propriétés 30-34 rue Saint-Bernard (75011), autrefois dépendant de l'ancienne fabrique de l'Eglise Sainte-Marguerite, demande de renseignements complémentaires : notes, tableau (1991)- Immeubles provenant de l'ancienne mense de l'église Saint-Sulpice, sis aux 53 rue Madame et 6-10 rue Guynemer (75006), demande de renseignements complémentaires : notes (1991)- Immeuble légué par Madame Kneip en 1952, sis au 17 rue du troupeau à Argenteuil (Val-d'Oise) : notes, documentation, 1 photographie couleur et deux impressions couleur (1991) - Maison léguée par Alexandre de Betbéder en 1856, sise au 1 place Dauphine (75001) : notes (sd).	1991
3624W 29	<p>Echanges fonciers effectués par le BAS avec la Ville de Paris, réalisations d'estimations de valeurs vénales de bâtiments : rapports d'expertise de valeur vénale, avis du domaine, correspondance, plans.</p>	1986 - 1994

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 30	Seconde série d'échanges fonciers (1992) effectués par le CAS avec la Ville de Paris, réalisations d'estimations de valeurs vénales de bâtiments : correspondance, rapports d'expertise de valeur vénale, avis du domaine, mémoires au CA et extraits du registre des délibérations, actes de cession, règlement de copropriété, décisions de paiement, bulletins de recouvrement, plans pour la division des volumes attribués aux différentes administrations, convention de financement.	1989 - 1997
3624W 30	Dévolution des biens de l'AP-HP au BASP, situation du patrimoine immobilier au 01/01/1969 : documentation volumes 1 à 2, rapports.	1963 - 1969
3624W 31	Dévolution des biens de l'AP-HP au BASP, situation du patrimoine immobilier au 01/01/1969 : documentation volumes 3 à 5, rapports, mémoire au CA, dossier photographique, estimation des valeurs vénales des biens dévolus.	1963 - 1995
3624W 31	Dévolution de l'AP-HP au BASVP, situation des propriétés et transfert des biens immobiliers : correspondance, rapports.	1963 - 1973
3624W 32	Dévolution de l'AP-HP au BASVP, situation des propriétés et transfert des biens immobiliers : correspondance, rapports, états des propriétés.	1963 - 1993
3624W 32	Dévolution des biens de l' AP au BAS, arbitrages rendus par la Commission : mémoires au CA, correspondance, documentation sur les établissements dévolus, coupures de presse.	1970 - 1999
3624W 32	Différent immobilier entre l'AP-HP et le BAS, désignation d'une commission d'arbitrage : rapports, notes, correspondance.	1993 - 1996
3624W 33	Différent immobilier entre l'AP-HP et le BAS, désignation d'une commission d'arbitrage : rapports, CR de réunions, documentation.	1994 - 1996
3624W 33	Projets de dévolution de biens immobiliers entre l'AP-HP et le CAS en 2003, suivi des dossiers : tableaux de situation des biens, actes de transfert des propriétés, correspondance, avis du domaine, convention d'arbitrage, récapitulatifs financiers, plans.	1994 - 2003

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 33	Simplification de certaines procédures domaniales, délégation de pouvoir accordée au directeur général du BASVP (puis du CASVP) : mémoires au CA, actes de délégation de pouvoir, correspondance, tableaux de situation des aliénations, projet de ventes de terrains.	1975 - 1999
3624W 33	Domaine privé et public du CAS, taxe de balayage : correspondance, copies d'avis d'imposition.	1995 - 2002
3624W 34	Domaine privé et public du CAS (20 arrondissement, banlieue et province), relation avec les impôts : correspondance, feuilles d'imposition et copies, avis de dégrèvement, fiches de demandes d'information, notifications de redressement.	1976 - 2002
3624W 34	Clubs parisiens de la Fondation Georges Pompidou, reprise de gestion par le CAS : la lettre de la Fondation Claude Pompidou, correspondance, mémoire au CA, convention de reprise de gestion, inventaires, baux, quittances.	1994 - 1997
3624W 34	Pavillon Colbert, Debrousse, les Ternes, Place des Vosges, rue des minimes, Saint-Michel, Crimée, Grand Prieur et Sarcelles, documentation sur le domaine du CASVP issu du Dictionnaire des Monuments de Paris : documentation.	1993
3624W 35	Agrandissement du domaine du CASVP, déclarations d'intention d'aliéner (DIA) : convention de location avec l'OPAC, notes, rapports, documentation, tableau récapitulatif de conventions signées, plans, rapport d'analyse de la qualification juridique des contrats conclus entre la Ville et le CAS, CR de réunions, notes de visa juridique, tableau récapitulatif des biens immobiliers.	1995 - 2004
3624W 35	Etablissements du BAS 1977-90, bilan des ouvertures et fermetures : communication au CA, tableaux, correspondance.	1977 - 1991

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 35	Impôts locaux des résidences du BAS, révision des évaluation pour servir de base aux versements de certains impôts directs (Tisserand, Jeanne d'arc, Epinettes, Meaux, les Bois, Pelleport, Télégraphe, les Bernardins, Tourelles, Jean-Sébastien Bach, la Quintinie, Maine, Saint-Dominique, Saint-Jacques, les Ternes, restaurant avenue de Verdun 10e, Présentation, Chemin Vert, Clisson, Bobillot 13e, Beaunier, Brézin 14e, René Coty, Montparnasse, Monceau 8e, la Rochefoucault...) : feuilles de déclaration foncière, correspondance, fiches de décompte du prix du loyer, feuilles de calcul, plans.	1970 - 1983
3624W 36	BAS-Ville de Paris, échanges fonciers et aliénations : tableaux, documentations, correspondance, mémoires au CA.	1989 - 1993
3624W 36	Conventionnement des foyers-logements pour personnes âgées et des foyers pour travailleurs migrants, versement de l'APL et de la PLA : correspondance, tableau de recensement des résidences ayant établis une convention, mémoire au CA, documentation.	1983 - 1985
3624W 36	Dons manuels divers auprès du BAS : correspondance.	1971 - 1977
3624W 36 - 45	Dossiers de dons et legs au BASVP par ordre alphabétique et vente de biens légués.	1915 - 2006
3624W 36	Legs de Jean Aghian en 1972 de tout ce tous ses biens pour les pauvres, acceptation du legs mais versement au BAS d'une seule somme de 46 697 francs en raison de la reconnaissance de deux enfants naturels : testament, notes, courriers, dossier préfecture, déclaration d'absence, ordonnance de nomination DNID, état liquidatif, protocole d'accord du 5 juillet 1993, état liquidatif, compte d'administration.	1972 - 1994
3624W 36	Don de l'Association centre action sociale du 5e arrondissement au CASVP en 1998 de la somme de 116 630 francs, acceptation du don et budgétisation de la somme pour être mis à disposition de la section du 5e arrondissement : notes, courriers, délibération au conseil d'administration.	1998

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 36	Association l'Entr'Aide des travailleurs intellectuels, demande au BAS de secours issus de ses fondations pour venir en aide à certains membres de l'association en difficulté : correspondance, rapport, livret de présentation de l'association, candidatures.	1973 - 1974
3624W 36	Dévolution de l'actif de l'Association philomathique au BAS, recherches et acceptation de la dévolution : rapport, notes, courrier.	1980 - 1990
3624W 36	Legs de Marcelle Aubert (née Leguay) en 1980 d'une somme de 20 000 francs au BAS pour le financement des travaux de réaménagement et de modernisation des chambres de la résidence des Ternes (75017), acceptation du legs : mémoire au CA et extrait du registre des délibérations, correspondance.	1980 - 1982
3624W 36	Legs de Mathilde Balland en 1977 à l'AP suite au décès de son usufruitière Mme Marie Giroudot née Balland sa s'ur, de tous ses biens mobiliers, immobiliers et terrains pour les "vieillards" de Paris, régularisation de la succession et acceptation du legs par le BAS en vue de réaliser des travaux au foyer restaurant Jean Bart (75006) : notes, délibérations du CA, devis estimatif de travaux, CR de gestion d'administration de succession.	1954 - 1978
3624W 36	Legs d'Albert Ballanger en 1976 au "Bureau d'entraide sociale" de la mairie du 12e arrondissement de l'ensemble de ses biens mobiliers et du linge se trouvant dans son appartement, recherche d'héritiers : correspondance, copie de testament, copie d'inventaire après décès, dossier de la préfecture (1976-1978) ; acceptation du legs en 1987 : testament, notes, courriers, notoriété, état des forces, inventaire après décès (1976-1987).	1976 - 1987
3624W 36	Legs d'Alice Bauduhin (née Flament) en 1975 au bureau d'aide sociale du 19e arrondissement d'un tiers de sa succession, acceptation d'une somme de 11 621 francs : bulletins de recouvrement, correspondance, copie de chèque, CR des opérations de gestion de la succession, mémoire au CA, état de l'actif et du passif de la succession, copie du testament, rapport.	1976 - 1983

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 36	Legs de Victorine Clémence Becht (née Raymond) en 1981 au BAS d'une somme de 141 714 francs, délivrance du legs par le tribunal administratif de Sarrebruck : correspondance, documents comptables.	1981 - 1983
3624W 36	Legs de Blanche Bellon (née Touffait) en 1977 de l'ensemble de ses biens au bureau d'aide sociale du 18e arrondissement, acceptation du legs en 1982 : testament, courriers, notes, affaire signalée, ordonnance du 23 janvier 1979 nomination de la DNID, état liquidatif, compte-rendu de gestion, déclaration de succession.	1978 - 1990
3624W 36	Legs d'Augustin Berger en 1990 de sa bibliothèque (ensemble de ses ouvrages) à la Fondation Galignani, règlement par la Société Mathématique de France (légataire universel) au BAS de la somme de 2000 francs correspondant à la valeur des biens qu'ils ont indument détruits : notes, courriers, rapport.	1985 - 1990
3624W 36	Legs de Jean Bert en 1974 du contenu de son livret de Caisse d'épargne, et en dépôt à l'hôpital, aux personnes âgées du 3e arrondissement, acceptation du legs par le BAS : correspondance, mémoire au CA, bulletins de recouvrement, inventaire après décès, relevé de compte de la succession, fiche de notification de modification des écritures.	1974 - 1981
3624W 36	Legs de Marguerite Berthiot (née Bugault) en 1975 de la somme de 20 000 francs pour les pauvres, acceptation par le BAS et délivrance du legs en 1980 : acte de délivrance du legs, mémoire au CA, correspondance.	1976 - 1980
3624W 36	Legs de Thérèse Bielsa en 1985 de la somme de 172 617 francs pour le BAS, acceptation et délivrance du legs : testament, état liquidatif, dossier préfecture de paris, conseil d'administration du 4 juillet 1990, délivrance de legs, relevé de compte de la succession.	1984 - 1991
3624W 36	Legs de Rose Bloch Mauprey (née Roux) en 1968 de la somme de 15 000 francs à la commune de Montmartre pour les "vieux", acceptation par le BAS et délivrance du legs en 1983 : testament, notes, courriers.	1983 - 1996

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 36	Don de Denise Bloyet en 1994 d'une somme de 200 francs pour le maire de Paris, transmission de correspondance entre la mairie et le BAS : notes, courrier.	1994
3624W 37	Legs de Denise Bodet en 1988 au BAS (plus précisément à la maison de retraite Cousin de Méricourt) d'un appartement sis au 14, rue Crussol (75011) et d'un actif financier, vente de l'appartement en 2005 : correspondance, notes, acte de vente, relevés de compte, mémoire au CA et extrait des registres de délibération, copie d'attestation de décès, arrêt de la cour d'appel, attestation immobilière après décès, acte de délivrance de legs, copie d'acte de notoriété, copie d'acte de vente de biens et droits immobiliers sous conditions suspensives.	1991 - 2006
3624W 37	Legs de Yvonne Fernande Bordinat en 1985 au BAS de 5000 francs, acceptation du legs (1985) : acte de délivrance, correspondance, pouvoir.	1985 - 1985
3624W 37	Legs de Françoise Boscher (née Audebert) en 1969 à l'AP pour les "vieillards" du 12e arrondissement, renonciation à la succession en raison de son état déficitaire en 1978 : arrêt de renonciation, inventaire après décès, correspondance.	1971 - 1980
3624W 37	Legs d'Abraham Bouccara en 1971 à l'AP de l'ensemble de ses biens pour le secours d'urgence aux "nécessiteux" de la Ville de Paris, acceptation du legs : testament, arrêté, inventaire après décès.	1971 - 1981
3624W 37	Donation d'Odette Boudouz en 1982 au BAS de son ancien logement, transmission du projet de donation par la 18e section aux services centraux : notes, correspondance.	1982 - 1982
3624W 37	Legs Bourniquey (1974), d'un appartement et de son contenu, le produit de leur vente est distribué pour le secours des pauvres du 12e arrondissement.	1974 - 1979
3624W 37	Don de Mary Ann Boutet en 1992 d'une potiche d'art extrême-oriental pour le BAS en remerciement de son intervention à la suite d'un sinistre survenu à son appartement dans le 17e arrondissement, acceptation du don : notes, courrier.	1992

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 37	Legs de Pauline Brett (née Coulon) en 1971 de la somme de 100 francs au BAS du 16e arrondissement, acceptation et délivrance du legs : bulletin de recouvrement, copie du testament, mémoire au CA, correspondance.	1973 - 1979
3624W 37	Legs de Jefferson Caffery en 1975 de la somme de 10 000 dollars pour "les oeuvres de France" acceptation et délivrance du legs par le BAS : bulletin de recouvrement, correspondance, mémoire au CA.	1975 - 1977
3624W 37	Don de Georges Cappellini en 1994 la somme de 120 francs pour les oeuvres patronnées par la mairie de Paris afin de soulager les "malheureux", transfert de la correspondance de la ville au BAS : notes, courrier.	1994
3624W 37	Legs de Maurice Chevalier en 1972 de 2/28ème de l'actif de sa succession au Bureau de bienfaisance du 20e arrondissement pour les affecter au bénéfice des enfants et des vieillards, acceptation du legs : pièces comptables, actes d'adhésion aux statuts de la SACEM, arrêtés, CR de gestion de Me Robineau.	1973 - 1985
3624W 38	Legs d'Eugénie Cluzel en 1977 d'une somme de 1000 francs au BAS, acceptation du legs : documents comptables, arrêté, copie de testament olographe.	1977 - 1983
3624W 38	Don de Jacques Colin en 1994 de la somme de 500 francs pour les oeuvres sociales de la Ville de Paris en remerciement d'un service rendu par la mairie, transfert de la correspondance de la ville au BAS : notes, courrier.	1994
3624W 38	Legs de Charlotte Compoin en 1985 de l'ensemble de ses biens pour "l'aide sociale" de la mairie du 18e arrondissement, engagement d'une procédure d'acceptation du legs par le BAS : testament, note, courriers, dossier préfecture, ordonnance d'envoi en possession du 27 octobre 1988, relevés de compte de la succession, déclaration de succession.	1985 - 1991
3624W 38	Don de Jeannine Cormelo en 1997 de la somme de 15 000 francs pour le CAS, acceptation du don : notes, correspondance.	1997

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 38	Legs de Jeanne-Marie David (née Cornic) en 1984 à l'AP de tous ses biens au profit des mères célibataires élevant elles-mêmes leurs enfants, vente de la maison sise 85 rue du Mesnil à Asnières sans l'accord du BAS : testament, notes, courriers, dossier préfecture de Paris, délibération au conseil d'administration du 20 décembre 1990, expertise et établi liquidatif, requête au fin d'envoi en possession, mémoire au conseil d'administration du 24 octobre 1991, projet de vente, compte successoral.	1985 - 1993
3624W 38	Don de Michel Dayde en 1995 de la somme de 60 francs, transfert du dossier de la ville au CAS : notes, courrier.	1995
3624W 38	Legs d'André Dégert en 1987 de 15% de la quotité disponible de ses biens pour le BAS du 9e arrondissement, acceptation du legs et récupération sur succession de l'allocation Ville de Paris : testament, notes, courriers, inventaire, dépôt de testament, déclaration de succession, attestation de propriété, compte de répartition, rapport.	1987 - 1990
3624W 38	Don de Béatrice Deguillaume en 1994 de la somme de 1000 francs pour le BAS par l'intermédiaire de Mme Chirac, transfert du dossier de la Ville au BAS : notes, courrier.	1994
3624W 38	Legs de Joseph Dejean en 1988 constitué d'un appartement et de sommes d'argent au BAS, contestation de membres de la famille de ce legs au BAS prétendu légataire universel : correspondance avec maître Denis Talon concernant la succession devant le TGI Paris (contre Mme Ribet Delpech), états d'honoraire, article de presse, arrêt de la Cour de cassation n° 1882D du 19/11/1996 (rejet du pourvoi, condamnation du BAS aux dépens), extrait de Defendis de 1997 reprenant l'arrêt 1882D, documentation jurisprudentielle, mémoires en défense et réplique, mémoires au CA et extrait du registre des délibérations, correspondance et rapport, arrêt de la Cour d'appel de Paris n° 92.13239 du 26/09/1994, arrêt préparatoire de la Cour d'appel de Paris n°92.13239 du 25/04/1994, arrêt du TGI Paris n° 340/91 du 27/03/1992, copie de PV d'apposition de scellés du TGI du 11e arrondissement, requête de nomination d'un administrateur judiciaire par le juge du TGI Paris, copie du testament olographe, CR d'ouverture de coffre-fort, correspondance sur la valeur vénale du logement.	1988 - 1998

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 38	Legs Delfour (1975), acceptation d'un legs consistant en la redistribution de 25 % du total de la succession au bureau d'aide sociale du 14e arrondissement.	1977 - 1979
3624W 38	Legs d'André Desangin en 1980 du contenu de son livret de Caisse d'épargne et de son compte-courant pour le BAS, acceptation et délivrance du legs en 1991 : testaments, notes, courriers, lettre à la DNID, état liquidatif, déclaration de succession, relevés de compte.	1980 - 1991
3624W 38	Don de Régine Désert en 1994 de la somme de 300 francs pour les "oeuvres sociales" de la Ville de Paris, transfert de la correspondance de la ville au BAS : notes, courrier.	1994
3624W 38	Legs d'André Donnadiou en 1987 de la totalité de ses biens au BAS, acceptation et délivrance du legs sous forme de titres : testament, notes, courriers, délibération du conseil d'administration du 1er juillet 1988, procuration, inventaire, délivrance judiciaire de legs, délivrance de legs en date du 5 mars 1991, état des forces, bulletin de recouvrement, avis de mouvement de titres, mémoire au CA.	1988 - 1992
3624W 38	Don de Cathy Dreyer en 1990 au BAS du 7e arrondissement de l'ensemble des meubles qui se trouvent dans son ancien appartement, acceptation du don : inventaire, notes, courrier.	1990
3624W 39	Legs de Marcel Druesne en 1977 à l'AP constitué de biens mobiliers, de bijoux, d'une maison à Croth (27) et d'un appartement sis rue Notre-Dame-de-Lorette (75009), contestation de ce legs par Lucienne Jaud mère d'un enfant naturel du légataire : état des objets vendus, correspondance, annulation de mandat de maître Morel d'Arleux, états de frais et états de frais complémentaires du notaire, correspondance concernant le détention et la vente des bijoux, PV d'expertise des bijoux et du mobilier et inventaire, arrêt du TI du 17e arrondissement n° 32 du 15/01/1991 contre Lucienne Jaud, dossier de décision de recouvrement envers Lucienne Jaud, CR des opérations de gestion et de liquidation de la succession, demandes d'exécutoires et signification du compte vérifié des dépens, copie de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris n° 68984 du 26/02/1987, copie de l'arrêt de la Cour de cassation n° 618 du 25/05/1987, mémoires en défense et ampliatif, extrait des minutes des actes de naissance pour Berthe Leseigle épouse Druesne,	1977 - 1993

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 39 suite	copie du testament olographe de Mme Druesne désignant Mme Jaud comme légataire universelle en accord avec son époux, copie d'extrait d'acte de naissance de L. Jaud, pourvoi en cassation de L. Jaud, arrêt de la Cour d'appel de Paris n° 16908 du 27/09/1985, arrêt de la Cour d'appel de Paris n° 8984 du 18/10/1984, mémoire au CA et extraits du registre des délibérations, arrêt du TGI Paris n° 5184/79 du 23/04/1982, décisions de paiement, notes de frais et d'honoraires, copies des différents testaments de Marcel Druesne, requête de nomination d'un administrateur judiciaire par le juge du TGI Paris, PV de dépôt de testament olographe, correspondance avec Mme Meissner nièce du défunt, copie de l'arrêt du TGI Paris n° 5184/79 du 7/12/1979, dossier de vente de la maison située à Croth (27), cahier des charges des biens saisis dans la propriété, PV d'adjudication, constat de non surenchère, quittance, avis d'imposition de taxe foncière.	
3624W 39	Legs de Marcel Druesne en 1977 à l'AP.- vente par adjudication de la maison située à Croth (27, Eure) : fiche de mutation de cote de taxe foncière, correspondance avec les impôts, attestation de propriété, contrat d'assurance, quittance, attestation de remise des clefs à la nouvelle propriétaire, cahier des charges de vente volontaire d'un bien, le marché immobilier des notaires-ventes aux enchères 1992, deux offres d'achat de particuliers, attestation immobilière après décès, extrait du registre des délibérations (1978-1994) ; procédure d'expulsion de squatteurs : 2 lettres d'expulsion des "locataires" de la maison retournées non ouvertes au BAS, arrêt du TGI d'Evreux du 26/07/1990 ordonnant le départ des "locataires" avant expulsion, arrêt de la cour d'appel de Rouen n° 3093/90 du 13/04/1991 ordonnant le départ des "locataires" avant expulsion, 2 photographies couleur des lieux avant expulsion, 7 photographies couleur des lieux après expulsion, signification de PV d'expulsion, factures des notaires chargés de l'expulsion, factures pour la pose de parpaings au niveau des huisseries et changement de la serrure, bulletin de recouvrement, assignation en référé, correspondance de Lucienne Jaud annonçant ignorée que la maison est occupée, 12 photographies couleur (1990-1991).	1978 - 1994

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 39	Legs de Berthe Dumon (née Périnony) en 1981 de tous ses biens mobiliers et immobiliers au BAS, acceptation du legs : testament, courrier, notes, envoi en possession du 19 juillet 1982, procuration, adjudication, délibération du conseil d'administration du 3 octobre 1983, adjudication du 16 novembre 1983.	1981 - 1984
3624W 39	Legs de Robert Dziurzik en 1976 d'une maison (sise 5 rue de Rutz à Barlin, Pas-de-Calais) à "l'aide sociale" de la mairie du 17e arrondissement, recherches pour procéder au règlement de la succession et dépôt du testament en 1990 : testament, notes, courriers, déclaration de succession, extrait du registre des actes de décès, acte de naissance.	1988 - 1991
3624W 39	Legs d'Hélène Eterlet en 1984 au BAS de tous ses biens, acceptation du legs : testament, notes, courriers, ordonnance d'envoi en possession du 4 avril 1989, déclaration de succession, relevé de compte de succession.	1984 - 1991
3624W 39	Don de Marie Faure en 1979 au BAS d'une chambre sise 20, rue des Abbesses (75018), renonciation en raison du caractère déficitaire de la donation : notes.	1979
3624W 39	Legs de Louise Favre (née Marie) en 1972 de son logement et de ses meubles pour les " vieux " du 18e arrondissement, acceptation du legs par le BAS : CR de gestion de la succession, rapport, requête afin d'envoi en possession, copie du testament.	1974 - 1985
3624W 39	Legs Veuve Fez (née Montagnon) (1971), acceptation du legs par le Bureau d'Aide Sociale de la Ville de Paris d'une somme destinée au bureau de bienfaisance du 8e arrondissement : notes, testament, PV du conseil d'administration.	1973
3624W 39	Projet de legs de Marguerite Fleury en 1978 au BAS d'une somme de 1000 francs à la suite de son admission dans la Résidence Poliveau (75005), impossibilité d'acceptation par le BAS, Mme Fleury n'étant pas décédée et ne pouvant faire un legs de son vivant : correspondance, notes.	1978

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 39	Legs de François Ernest Foester en 1978 de l'ensemble de ses biens au BAS du 11e arrondissement, acceptation du legs en 1989 après un problème d'instance auprès de la DNID : testament, note, courriers, dossier préfecture, notoriété, requête en nomination DNID, déclaration de succession, état des forces.	1979 - 1990
3624W 39	Fondation Furtado Heine (immeuble 8-10 rue Delbet et immeuble 5-7 rue Jacquier 75014), dévolution des biens de l'AP-HP au BAS-VP (10/01/1986) : correspondance, notes, photocopies de photographies, clauses de dévolution, copie des statuts de l'oeuvre (1928), plan, extrait du plan d'occupation des sols, refus de permis de construire, candidature de la mairie de Paris pour le projet de création d'établissements sociaux grâce aux biens de la fondation, acte de transfert d'actif, règlement intérieur du conseil de surveillance de l'oeuvre, certificat de transfert et de remboursement de titres nominatifs de rente perpétuelle, relevé de coupons encaissés, PV et CR de réunions, bail (1958) et avenants, plans du 5-7 rue Jacquier, avis d'identification au répertoire national des entreprises, copie de déclaration d'impôt sur les sociétés, relevés d'identité bancaire, contrat d'assurance, plans cadastraux.	1929 - 1994
3624W 39	Fonctionnement de l'oeuvre Furtado-Heine : chrono de procès-verbaux et de correspondance expédiée.	1915 - 1926
3624W 39	Projet de don de M. Gafoor en 1971 en faveur des oeuvres de bienfaisance de la mairie de Paris, correspondance relative à des comptes bancaires.	1969 - 1973
3624W 39	Legs de M. Garcin au BASVP, cession suite à des constatations de moins value des actions "compagnie des Sablières de la Seine" : bulletin de recouvrement, copie de chèque de banque, correspondance	1988 - 1989
3624W 40	Don de Melle Greffier en 1990 au BAS des meubles restant dans son appartement dans la résidence les Artistes, acceptation du don : inventaire, courriers, notes.	1990 - 1991

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 40	Legs du docteur Armand HoulNIK en 1979 du reste de sa fortune pour la ville de Paris pour être utilisé dans une oeuvre laïque, d'utilité publique, de préférence au profit de "vieillards" ou de malades mentaux, acceptation du legs par le CAS : notes, courriers, testament, délibération du conseil d'administration du 11 juillet 1997, conseil de paris du 7 mai 1997.	1980 - 1998
3624W 40	Legs de Jeanne Israël (née Artigaud) en 1987 à l'aide sociale du 1er arrondissement de tout ce qui se trouve dans le studio qu'elle occupe en location, renonciation du CAS en raison de la liquidation du mobilier sans son accord par le tuteur lors du placement de Mme Israël en long séjour : testament, notes, courriers.	1987 - 1995
3624W 40	Legs de Désiré Kiss en 1980 au bureau de bienfaisance du 11e arrondissement du reste de ses biens après paiement de certains frais, recherche d'héritiers et acceptation du legs : liste détaillée de la vente des biens de la succession, relevés de valeur de bijoux, bulletin de recouvrement, correspondance, notes de frais et d'honoraires, dossier de correspondance avec la poste en rapport avec la perte d'une lettre recommandée adressée à M. Stabel, requête afin d'envoi en possession, inventaires fait par notaire des biens de M. Kiss, factures d'une agence de généalogie, arrêt du TGI Paris, ordonnance de clôture, assignation devant le TGI, documentation jurisprudentielle, copie du testament olographe, correspondance de M. Kiss.	1980 - 1997
3624W 40	Don d'Henriette Koeperich en 1994 de la somme de 100 francs pour le maire de Paris en remerciement de sa prise en charge des personnes âgées et de l'envoi d'une boîte de chocolat, transfert du dossier de la ville au BAS : notes, courrier, photocopie d'espèce.	1994
3624W 40	Legs d'Hélène Lalaque (née Laroussie) en 1985 de tous ses biens au BAS, acceptation du legs et vente d'une chambre sise 9 rue Campagne première (75014) issue du legs : testament, notes, courriers, état des forces, règlement de copropriété du 9 rue Campagne première du 17 et 19 novembre 1953, titre de propriété du 14 mars 1957, notoriété du 26 mars 1990, délibération du CA, ordonnance d'envoi en possession du 9 janvier 1991, dépôt de testament du 6 décembre 1989, acte de vente, déclaration de succession, compte de succession.	1987 - 1992

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 40	Dons de Raymonde Lamarque en 1996 des sommes de 500 francs et 100 francs au BAS à l'attention des "petits parisiens", remerciement et refus du BAS : courriers, notes.	1996 - 1997
3624W 40	Legs de Sarah Lapinski (née Kohn) en 1992 de la somme de 50 000 francs pour les "oeuvres de bienfaisance" du 17 ^e arrondissement, acceptation et délivrance du legs en 1996 : testament, notes, courriers, déclaration de succession.	1996 - 1997
3624W 41	Legs de Marie Laroché (née Lambrette) en 1974 de la somme de 10 000 francs au bureau d'aide sociale de la mairie du 13 ^e arrondissement, acceptation du legs : bulletin de recouvrement, correspondance, arrêté, copie du testament.	1974 - 1978
3624W 41	Don d'Henriette Larmeroux en 1961 ? d'un terrain à l'AP situé à Lardy pour y construire une maison de retraite (autre dénomination : Fondation Henriette Larmeroux, 47 chemin de Cochet, 91510 Lardy). - vente au Conseil générale de l'Essonne : historique de la maison de retraite, copie du testament de Mme Larmeroux, avis de décès en 1994, fiche d'état actuel (1994), correspondance sur un éventuel projet de restructuration en centre pour handicapés, plans, chronologie de l'histoire du terrain, documentation juridique, correspondance pour la rachat par le département afin de construire un collège, plan de bornage de 1989, dossier d'avis du domaine sur la valeur vénale du terrain, extrait du registre des délibérations, notes d'honoraires, projet d'acte de vente, statuts de l'association de sauvegarde du parc de Cochet, requête sommaire déposée par l'association contre la vente du terrain au Conseil général, acte de transfert d'actif de l'association Maison de retraite de Lardy à l'AP, convention de prêt consentie avec la CNAV (1962), acte de donation de l'immeuble par la société immobilière Nocard (dont Mme Larmeroux est présidente) à l'association de la maison de retraite de Lardy (1961-2003) ; dossier de plans : copie de plans (1962).	1961 - 2003

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 41	Maison de retraite de Lardy (autre dénomination : Fondation Henriette Larmeroux, 47 chemin de Cochet, 91510 Lardy), entretien, surveillance et démolition : dossier d'offres d'achat (1996-2000), étude foncière et financière, rapport d'architecte, plans, rapports de sécurité sur des rondes effectuées à Lardy, contrats de rondes, bons de commande, factures, arrêt d'expropriation du CAS d'une parcelle du terrain de Lardy issu de la Cour de cassation, notes, états d'honoraires, arrêt d'expropriation du CAS d'une parcelle du terrain de Lardy issu de la Cour de cassation, ordonnance d'expropriation du BAS d'une parcelle du terrain de Lardy du TGI d'Evry, correspondance et coupures de presse (1956-1994), une photographie noir et blanc, correspondance en rapport avec les squats et dégradations subies sur les lieux inoccupés et la clôture, copie du dossier ville de Lardy contre BAS, arrêté de péril ordinaire de la mairie de Lardy.	1989 - 2001
3624W 42	Legs de Maria Lebourg en 1987 de la somme de 100 000 francs au BAS pour les personnes âgées de la capitale, acceptation et délivrance du legs : testament, note, courriers, dossier préfecture.	1988 - 1989
3624W 42	Legs d'Alice Lemoine en 1965 à l'AP d'une maison à Loches (37) de son mobilier, de son livret de Caisse d'épargne, et de bons du Trésor "à distribuer entre différentes oeuvres de bienfaisance" de la ville de Paris ("Quinze-Vingt, impotents, nécessiteux"), contentieux liés à la multiplicité des testaments et recherche d'héritiers : correspondance, recherches généalogiques, inventaire après décès, copie des testaments.	1965 - 1970
3624W 42	Legs d'Anne Leroy en 1973 à la mairie du 17e arrondissement pour les pauvres de tout ce qui se trouve dans son appartement, acceptation du legs par le BAS : état des frais, correspondance, bulletins de recouvrement, déclaration de legs particulier.	1973 - 1979
3624W 42	Legs d'André Levassort en 1993 de la somme de 200 000 francs au BAS du 20e arrondissement, acceptation du legs et problème de règlement d'honoraires avec le notaire : testament, notes, courriers, délibération du CA.	1993 - 1997

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 42	Legs d'Isaac Levy en 1981 au BAS du 16e arrondissement du montant de 1% de l'actif net de ses biens, acceptation du legs : déclaration de succession, correspondance.	1981 - 1985
3624W 42	Legs de Fernand Loret en 1976 à l'AP de ce qui restera de sa succession pour aider des jeunes femmes pauvres au moyen d'aides ponctuelles de 500 francs, acceptation du legs par le BAS : bulletins de recouvrement, correspondance, mémoire au CA, rapport.	1976 - 1979
3624W 42	Don de Lionel Lipmann en 1994 de la somme de 400 francs pour le Samu social, acceptation du don par le BAS : notes, courrier.	1994
3624W 42	Legs de Léontine Lurati en 1972 à l'AP de tout son mobilier pour l'"aide sociale" de la mairie du 18e arrondissement, acceptation du legs par le BAS : correspondance.	1965 - 1973
3624W 42	Don de Christian Mairesse en 1994 d'une somme de 250 francs à destination du BAS par l'intermédiaire du maire en raison de son intervention lors de la résiliation d'une contravention qui lui avait été infligée, transfert de la correspondance de la ville au BAS : notes, courrier.	1994
3624W 42	Legs d'Andrée Martinel en 1991 du tiers du solde de ses comptes en dépôt au Crédit Lyonnais et au Crédit Industriel et Commercial pour le BAS du 11e arrondissement, acceptation et délivrance du legs : testament, délibération du CA, courriers, notes.	1992 - 1993
3624W 42	Don de Mme Shoko Maruyama en 1998 de la somme de 2400 francs au CAS par l'intermédiaire de la ville d'Osaka, acceptation du don : notes, courriers.	1995 - 1996
3624W 42	Legs de Robert Maupoil en 1992 de la somme de 50 000 francs au BAS, acceptation du legs : testament, courriers, notes, délibération du CA, rapport.	1992 - 1994
3624W 42	Proposition de don de Maïr Mergui en 1995 d'un studio sis 9 Villa Saint-Charles (75015) au CAS, refus du don en raison de la présence d'un locataire difficilement expulsable même avec la proposition d'un relogement dans un établissement du CAS : dossier locataire, notes, courrier, projet de don, document sur l'immeuble, mémoire au CA, dossier concernant le locataire.	1995 - 1997

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 42	Don de Sylvie Mertzdorf en 1994 de la somme de 150 francs au BAS pour les parisiens en difficulté, acceptation du don : notes, courrier.	1994
3624W 42	Donation de Paule Megy (née Girard) en 1982 au BAS d'un terrain à Noisy-le-Grand. - vente du terrain : promesse de vente, acte de vente et projet, correspondance, mémoires au CA et extraits du registre des délibérations, déclaration d'intention d'aliéner un bien, PV des difficultés entre le BAS et M. Bouzaglou, sommation, sommation interpellative et dénonciation de sommation, correspondance concernant la valeur vénale du terrain, 3 polaroids couleur (1982-1993) ; récupération des prestations versées à Mlle Megy sur sa donation par la DASES : correspondance, notes, documentation ; actes de donation (même acte mais refusé la première fois en 1982) (1994-1997) .	1982 - 1997
3624W 42	Legs de Madeleine Mezy (née Girard) en 1981 à l'AP d'une maison à Creissels (dont son époux conserve la jouissance sa vie durant), de la moitié d'un appartement à Millau et de ses biens mobiliers et sommes d'argent, vente de la maison de Creissels (12, Aveyron) à M. Xavier Delaporte, petit-fils de M. Mezy : correspondance, acte de vente, bulletin de recouvrement, copies de la feuille de taxe foncière 1994 et 1995, copie de chèque de banque, états de frais et factures, procuration pour vendre, rapports, attestation de propriété, avis du domaine sur la valeur vénale de la maison, factures du compteur d'eau de la maison, copie du cahier des charges de la vente, arrêt du TGI de Millau du 18/06/1992, mémoires au CA et extraits du registre des délibérations, inventaire mobilier effectué par Mme Delaporte (non conforme selon le BAS), état du solde des comptes de la caisse d'épargne, acceptation d'une succession sous bénéfice d'un inventaire, 8 photographies (polaroids) couleur, copie du testament olographe.	1981 - 1996
3624W 42	Legs d'Arlette Moriondo en 1998 au CAS de tous ses biens pour les personnes âgées, acceptation du legs et achat de rentes avec les liquidités : décision de paiement, correspondance, notes, rapport, relevé d'identité bancaire, mémoire au CA, copie du testament olographe.	1998 - 2000

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 42	Don de Blanche Mouret en 1995 de la somme de 10 000 francs à la résidence Saint-Charles (75015) pour l'achat de fleurs afin d'égayer l'établissement, acceptation du BAS : note.	1995
3624W 42	Legs d'Henriette Mourier (née Simbozel) en 1985 à l'AP au décès de son conjoint usufruitier de la totalité de ses biens mobiliers et immobiliers et liquidités.- acceptation du legs par le BAS : décisions de paiement, bulletins de recouvrement, correspondance, état de biens vendus, copie de chèque de banque, copie du dossier concernant les obligations Charbonnage de France (dont correspondance olographe de M. Mourier acceptant le placement en obligations), justificatif à produire aux services fiscaux, attestation de propriété du BAS, relevés de compte, décision du TGI de Pontoise revêtue de la formule exécutoire pour le BAS d'entrer en possession du legs, attestation de propriété au décès de Mme Mourier, mémoire au CA et extrait du registre des délibérations, inventaire dressé au domicile de M. Mourier en 1990, procuration-succession pour la caisse d'épargne, états d'honoraires, copie du testament olographe (1985-1995) ; vente d'une maison de La Frette-sur-Seine (95, Val d'Oise) : acte de vente, correspondance, copie d'avis d'imposition de taxe foncière 1997, mémoire au CA et extraits du registre des délibérations, formulaire de vente de l'agence Orpi, estimation de la valeur vénale, copie du cadastre, le marché immobilier des notaires-ventes aux enchères 1997, attestation d'assurance, cahier des charges, états de frais et factures, avis du domaine (1996-1997).	1985 - 1997
3624W 43	Don de Jacqueline Müller en 1997 à la résidence Galignani d'une sculpture exécutée par sa mère Geneviève Dideron, artiste et ancienne résidente du lieu, acceptation du CAS : note, courrier.	1997
3624W 43	Legs Mund (1976), paiement à l'étude de notaires pour ouverture de testament et acceptation du legs consistant en des secours pour les vieillards aveugles.	1978 - 1980
3624W 43	Souscription d'une assurance-vie par Paulette Nocenzo en 1996 en faveur des handicapés de la mairie du 13e arrondissement, acceptation d'un versement de 5177 francs par le CAS en 1997 : courriers, notes.	1997

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 43	Legs de Juliette Olivier en 1981 de la somme de 10 307 francs et de ses bijoux au BAS, acceptation du legs : testament, courriers, notes, dépôt de testament du 13 mai 1981, inventaire, nomination DNID, dossier préfecture, dépôt de pièce du 30 novembre 1984, déclaration de succession, compte succession.	1981 - 1993
3624W 43	Legs d'Hélène Paillon en 1971 au BAS de la totalité de ses biens aux " vieillards" du 20e arrondissement, acceptation du legs : inventaire après décès, documents comptables, PV d'ouverture de coffre.	1972 - 1980
3624W 43	Legs d'Antoinette Parison en 1985 au BAS constitué d'un appartement sis 66, avenue de Breteuil (75007) et de tous ses biens outre les legs particuliers et des archives de l'association qu'elle avait créée et dont elle était présidente.- acceptation du legs : fiches de mutation de cote de taxe foncière, états de frais, relevé de compte de la succession, bordereau de situation des impôts fonciers, relevés de comptes, attestation de créancier, fiches de décompte de charges d'une société de gérance immobilière pour l'appartement de Mme Parison, certificat de parts nominatives dans une société immobilière, déclaration de succession, CR de gestion de la DNID, correspondance, état des objets vendus, liste des légataires particuliers désignés dans le testament olographe en plus du BAS, mémoire au CA et extrait du registre des délibérations, requête afin de nomination de curateur, arrêt de nomination de curateur par le TGI Paris le 07/021986, dossier issu de la préfecture contenant la copie du testament olographe, correspondance personnelle et dernières volontés de Mme Parison (1965-1986) ; récupération sur succession par la DASES : décision de paiement, correspondance, étude de maître Foussard, avis d'émission des impôts, état de frais, notes (1991-1995) ; legs particuliers : correspondance, inventaires de biens (1989-1990) ; vente de l'argenterie aux enchères : correspondance, état des objets vendus (1991-1992) ; sort des archives de l'association nationale des anciens de France : correspondance, statuts de l'association (1990).	1965 - 1995

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 43	Legs d'Antoinette Parison en 1985 au BAS.- gestion de l'appartement au 66, avenue de Breteuil (75007) : bulletins de recouvrement, factures, compte de copropriété, relevés généraux des dépenses, états des charges de copropriété, fiches d'appel de fonds, correspondance, rapport de réunion de copropriété (1985-1995) ; vente de l'appartement au 66, avenue de Breteuil (75007) : acte de cession de parts du BAS à M. Brunet, copie d'avis d'imposition de taxe foncière 1994 et 1995, bulletins de recouvrement, copie de chèques de banque, offres d'achat, devis et bons de travaux, mémoires au CA et extraits du registre des délibérations, états de frais et factures, le marché immobilier des notaires-ventes aux enchères 1991 et 1993, cahier des charges et PV de non-adjudication, réquisition de mise en vente, certificat de propriété des parts de la société immobilière représentant le studio, liste de personnes souhaitant acheter l'appartement, estimation de la valeur vénale, bon de commande pour le déménagement de l'appartement (1990-1995) ; documentation réunie par Mlle Parison sur l'achat de son appartement : statuts de la société civile immobilière et note de la main de Mlle Parison, correspondance, relevé de frais (1953-1960).	1953 - 1995
3624W 44	Don de Béatriz Patino en 1997 de la somme de 10 000 francs au CAS pour les parisiens "défavorisés", acceptation du don : notes, courriers.	1997
3624W 44	Legs de Mélie Péliissier en 1978 d'une somme de 10 000 francs au BAS pour les personnes âgées du 11e arrondissement, acceptation du legs et régularisation des écritures : bordereaux de recouvrement, correspondance, arrêté.	1978 - 1986
3624W 44	Don de Marc-Henri Piau en 1995 de la somme de 1000 francs pour les sans-abri de la ville de Paris, transfert du dossier de la ville au BAS : notes, courrier.	1995
3624W 44	Don de Monique Picard en 1994 de la somme de 200 francs à la ville en remerciement de la rapidité d'intervention du Samu social auquel elle avait fait appel, transfert du dossier de la ville au BAS : notes, courrier.	1994

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 44	Legs de Renée Pirault en 1973 de tous ses biens mobiliers, immobiliers et titres au BAS pour les "déhérités" du 17e arrondissement, renonciation du CAS car la succession est déficitaire : notes, acte de naissance, courriers, testament, état des forces de la succession.	1973 - 1998
3624W 44	Don de Christian Pons en 1994 de la somme de 200 francs pour les parisiens les plus démunis, transfert de la correspondance de la ville au BAS : notes, courrier.	1994 - 1994
3624W 44	Legs de Fernande Potin (née Redoux) en 1985 de tous ses biens conjointement avec l'institut Pasteur pour les mère célibataires, acceptation en 1991 et délivrance du legs en 1993 : courriers, notes, testaments, état du legs, déclaration de succession.	1987 - 1993
3624W 44	Legs d'Isaac Pougatch en 1988 de la somme de 5000 francs pour les oeuvres de bienfaisance du 14e arrondissement de Paris, acceptation du legs par le BAS et délivrance en 1992 : copie du testament, acte de décès, notes, courrier.	1989 - 1992
3624W 44	Legs de Blanche Prudhomme en 1969 de la totalité de ses biens au BAS du 12e arrondissement.- acceptation et délivrance du legs : testament, notes, courriers, dossier préfecture, nomination DNID, état des forces, délibération du conseil d'administration du 11 février 1976, délibération du conseil d'administration du 13 mars 1990, procuration (1968-1979) ; évaluation et vente de la maison sise à Moreuil (Somme) : note, acte de vente (1980-1991).	1968 - 1991
3624W 44	Don de Jean-Jacques Rabaud en 1998 de livres (oeuvres complètes de Mme Miréio Doryan, poétesse) au CAS pour être distribués dans les maisons de retraites et clubs, acceptation du don : courriers.	1998
3624W 44	Legs de Germaine Rosier (née Tillion) en 1976 de l'ensemble de ses biens au BAS, conjointement à Melle Lévy, renonciation à la succession de Melle Lévy et acceptation de la totalité du legs par le BAS : inventaire après décès, correspondance, bulletins de recouvrement, CR de gestion de la succession, extrait des minutes du greffe du TGI Paris (renonciation à la succession).	1976 - 1981

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 44	Legs de Mme Rossignol en 1988 d'un tapis pour le BAS du 8e arrondissement, destruction du tapis : courriers, notes.	1988 - 1990
3624W 44	Legs de Mme veuve Rousseau en 1974 des vêtements et chaussures pour les "pauvres" du quartier des Ternes (75017), demande du BAS pour l'estimation de l'importance du legs : correspondance.	1974 - 1975
3624W 44	Don de Françoise Rousseau en 1983 au BAS du 5e arrondissement d'un canapé-lit pour servir à des personnes en difficultés financières, signification du don : correspondance.	1983
3624W 44	Legs de Germaine Roy (née Légeron) en 1975 du reste de ses économies pour une " maison de vieillards " du 17e arrondissement et la fondation des Orphelins apprentis d'Auteuil, acceptation par le BAS et délivrance du legs en 1988 : testament, note, courriers, dossier préfecture, acte de délivrance.	1980 - 1988
3624W 44	Legs de Marcelle Saclier en 1978 au bureau d'aide sociale du 13e arrondissement de la somme de la vente de ses meubles et autres biens, règlement de la succession avec sa s'ur : correspondance.	1976 - 1982
3624W 44	Don de M. Sacristie en 1980 de l'ensemble de ses biens mobiliers et objets qui se trouvaient dans son appartement où à la maison de cure médicale de Belleville, dépôt des meubles et objet à Omer Talon : lettre de don, états des articles et objets, inventaire.	1980
3624W 44	Résidence appartement Saint-Simoniens (75020), historique de la parcelle de terrain et achat des terrains par le BAS-VP pour la construction de la maison de retraite : acte de vente (9/06/1863), acte de cession (1971), rachat de vente viagère, testament.	1863 - 1971
3624W 44	Legs d'André Schloss en 1985 de la somme de 5000 francs pour le Bureau de bienfaisance du 16e arrondissement, acceptation du legs en 1990 : dossier préfecture de Paris, acte d'acceptation du legs, relevé de comptes étude.	1988 - 1990

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 44	Legs d'Alexine Sergent (née Samson) en 1987 au BAS d'un appartement sis 1, rue Mercier (75015), acceptation du legs et complication relative au non règlement de la succession d'un précédent mariage de son époux : déclaration de dépôt de chèque, notes, copies des chèques constituant la somme revenant au CAS, note d'honoraires, rapports, copie de l'acte de délivrance de legs au CAS, copie de feuille de déclaration de succession des impôts, relevés de comptes avec le cabinet de notaires Morel d'Arleux, mémoire au CA et extrait du registre des délibérations, copie du dossier issu de la préfecture (avec copie du testament olographe), documentation issue de la correspondance de l'administrateur judiciaire M. Michel, notification de jugement d'expropriation du TGI fixant le montant d'indemnité d'expropriation aux conjoints Sergent et au BAS pour dépossession foncière, arrêt du TGI Paris, chambre des expropriations, significations d'ordonnance d'expropriation, mémoire en défense, note d'expropriation pour utilité publique, ordonnance de nomination d'un administrateur judiciaire par le juge du TGI Paris, correspondance.	1987 - 1996
3624W 44	Legs de Claudia Simon en 1992 de la somme de 35 091 francs pour le BAS, acceptation et délivrance du legs : testament, notes, courriers, dossier préfecture délivrance de legs.	1992 - 1993
3624W 44	Legs de Marie-Louise Sotinel (née Guillaume) en 1968 à l'AP des meubles dans son logement et de l'appartement qu'elle possède rue Guyton de Morveau (75013) en faveur des gens les plus pauvres du 15 ^e arrondissement, acceptation et délivrance du legs au BAS en 1991 après de longues recherches d'identité et d'héritiers : testament, notes, courriers, saisine de la DNID, notoriété de 1989, état liquidatif, délibération du conseil d'administration du 2 juillet 1991, déclaration de succession, délivrance de legs, compte de succession.	1968 - 1992
3624W 44	Legs de Marius Sudries en 1991 de la somme de 88 065 francs pour la maison de retraite où il se trouvera à son décès, acceptation du legs par le BAS et régularisation de la somme de 4000 francs "découverte" en 1993 sur un compte : dossier préfecture, testament, compte de répartition, notes, courriers.	1991 - 1994

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 44	Don de Jean de la Taille en 1994 de la somme de 500 francs au maire pour les personnes défavorisées de la capitale, transfert du dossier de la ville au BAS : notes, courrier.	1994
3624W 44	Projet de don de Mme Ténégal en 1976 de son appartement en faveur d'un placement dans la résidence Leprince, correspondance relative à la liste d'attente des candidats pour une place au sein de la résidence Leprince.	1976 - 1977
3624W 44	Legs de Robert Terrier en 1975 de la somme de 25 000 francs aux oeuvres sociales qui s'occupent de l'enfance malheureuse et des "vieillards indigents" du 16e arrondissement de Paris, acceptation du legs par le BAS : correspondance, compte de la succession, mémoire au CA, copie du testament.	1976 - 1986
3624W 44	Legs de Marie-Thérèse Thévenet en 1985 au bureau d'aide sociale du 7e arrondissement du mobilier garnissant son studio parisien, litige avec l'institut Pasteur (légataire universel) au sujet de la destination de trois livrets de caisse d'épargne trouvés dans le mobilier légué : testament, courriers, notes.	1985 - 1992
3624W 45	Legs de Christiane Varaille (née Gondouin) en 1987 de tous ses biens au bureau d'aide sociale du 9e arrondissement, procédure d'acceptation du legs : testament, courriers, notes, dossier préfecture de Paris, délibération du conseil d'administration du 14 octobre 1988, requête d'envoi en possession, ordonnance du 15 novembre 1989, déclaration de succession, chèque.	1987 - 1992
3624W 45	Don de Louise Vignal en 1994 de la somme de 250 francs à la mairie de Paris, transfert du dossier de la ville au BAS : notes, courrier.	1994
3624W 45	Legs de Carlotta Vincent en 1990 de tous ses biens à l'aide sociale du 12e arrondissement pour la remercier de tout ce qu'elle a fait pour elle, renonciation du BAS du 05/02/1993 : notes, courrier, acte de renonciation du 5 février 1993, rapport, copie du testament.	1990 - 1993

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 45	Legs d'Alice Warion (née Lacaze) en 1973 de la somme de 101 000 francs pour l'aide sociale des "vieillards" du 18e arrondissement, acceptation par le BAS et délivrance du legs : testament, notes, courriers, dossier préfecture, inventaire du 3 mars 1975, état des forces délibération du conseil d'administration du 28 novembre 1977, ordonnance envoi en possession du 26 octobre 1981.	1973 - 1983
3624W 45	Legs de Paul-Louis Weiller en 1993 une somme de 500 000 francs suisses à remettre au maire de Paris pour les nécessiteux de la capitale, acceptation du legs par le CAS avec pour obligation de diviser cette somme entre les quatre permanences sociales d'accueil : courriers, testament, délibération du conseil d'administration du 11 juillet 1997.	1994 - 1998
3624W 45	Legs de Mme veuve Wernet (née Stéphani) en 1973 à l'AP de tous ses biens pour la maison de cure médicale Corentin Celton (Issy-les-Moulineaux), recouvrement des éléments d'actifs composant le legs par l'AP : note.	1978
3624W 45	Patrimoine mobilier.	1960 - 1997
3624W 45	Recensement des objets et oeuvres d'art appartenant au BAS et se trouvant stockés à la résidence Belleville et transférés à Debrousse (75020) : inventaires de biens, correspondance, projet d'assurance pour les objets et oeuvres d'art présents dans les sections, liste de livres par thèmes présents dans les EATM susceptibles d'avoir une valeur marchande.	1990 - 1997
3624W 45	Bijoux, lingots et biens mobiliers issus de legs et de dons, ventes aux enchères : inventaire des ventes de l'hôtel Drouot, bons de livraison, états des objets vendus, bordereaux de pièces de recette, bordereaux d'achat.	1980 - 1982
3624W 45	Armes à feu, aliénation (vente) en 1986 : note au préfet de police, liste des armes et des détenteurs, autorisation de faire le commerce de matériels de guerre, formulaire de cession interne de mobilier et d'objet au sein du BAS, arrêts ministériels d'autorisation de port d'armes.	1960 - 1986

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 45	Matériels, mobilier, linge et articles de consommation dans les sections ou établissements du BAS (Résidence du Parc, 20e section, La Boissière, Henriette Larmeroux, Poterne, PSA quai de la Rapée), comptabilité : 8 registres d'inventaires [extraits et cotés 3624W 45(1)]	1981 - 1986
3624W 45	Patrimoine artistique du CASVP (mobilier, objets d'art, bâtiments). - litige avec l'AP-HP relatif à la dévolution d'un immeuble 26 rue Buffault issu d'un legs : note (1980) ; recensement des oeuvres d'art : tableaux des éléments déposés par le BASVP au musée de l'AP-HP (1979), inventaire, documentation et photographies des objets d'art de la fondation Lenoir-Jusseran, tableau du patrimoine artistique de l'hospice Debrousse, photographies du bâtiment de la maison de retraite à Cachan Cousin de Méricourt (1974-1976) ; vente de mobilier provenant de Cousin de Méricourt : tableau des estimations des objets et du prix de vente (s.d) ; répartition des objets artistiques du CAS (musée de l'AP, Pelleport, laissés sur place) : tableaux.	1974 - 1980
3624W 45	Successions des résidents des établissements de l'AP puis du BAS, procédures et textes : notes, règlement général des établissements pour personnes âgées, code civil des successions vacantes, bordereaux d'inscription de valeurs vierges.	1969 - 1988
3624W 45	Successions des résidents des établissements du BAS sans héritiers, procédures et textes : code civil des successions vacantes, copie d'inventaire après décès, titre d'occupation vierge, documentation sur la vente de bijoux et objets précieux, règlement général des établissements pour personnes âgées, code administratif.	1974 - 1985
3624W 45	Succession des résidents du BAS décédés, dons de leurs biens mobiliers, bijoux et linges au BAS : inventaires après décès, liste de blanchisserie, correspondance, attestations, listes de meubles, correspondance.	1983 - 1987
3624W 45	Successions de Mme Barbe et de M. Galban pensionnaires à la résidence Les Bernardins et décédés en 1984, dépôt des objets et du linge issus de la succession : notes, correspondance, inventaires.	1985 - 1990

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 46 - 56	Gestion du patrimoine non issu des dossiers de dons et legs : le patrimoine immobilier du CASVP.	1955 - 2002
3624W 46	Généralités.	1976 - 2002
3624W 46	Dispensaires gérés par le CAS-VP, réflexion sur une possible gestion commune avec la DASES : dossier d'étude, fiches des établissements, convention de fonctionnement, plans, notes, correspondance.	1990 - 2002
3624W 46	Baux commerciaux, renouvellement et fixation du taux des loyers : documentation, tableau de prévision de versement d'indemnité, rapports.	1976 - 1988
3624W 46	OPAC-CAS, HSF-CAS, RIVP-CAS SAGI-CAS et P.P. Pallas-CAS, remise en cause du paiement de la prime d'assurance-loyer composite pour les logements de personnes âgées : notes, rapports, correspondance, tableau de recensement des conventions, documentation.	1995 - 1998
3624W 46	Logements conventionnés du BAS, fixation des redevances d'occupation mensuelles : mémoires au CA, documentation, correspondance, fiches techniques sur certaines résidences.	1985 - 1987
3624W 46 - 54	Patrimoine immobilier au sein des 20 arrondissements.	1955 - 2002
3624W 46	Locaux sis 22, quai de la Mégisserie (75001), location à la s.a. La belle jardinière (1982-1994) : CR de réunion, PV de constat, mémoire au CA et extrait du registre des délibérations, baux et avenants, protocole d'accord, congé avec refus de renouvellement de bail pour le BAS, dossier d'assurance du déménagement des locaux à Bd Diderot, plans, correspondance.	1982 - 1994
3624W 46	Locaux sis 11, boulevard de Sébastopol (75001), location : baux commerciaux, plans, correspondance, notes de frais et d'honoraires, rapport de recherche d'amiante (négatif, 1998), mémoire au CA, règlement de copropriété, notes concernant le projet d'installation d'une CAPI, correspondance concernant le déménagement du SAIJ dans les locaux en 1990, PV de constat.	1977 - 2000

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 46	Immeubles sis 4 rue la Feuillade et 4 rue des Petits Pères (75002), mis à disposition de l'association diocésaine de Paris (location) par l'AP : plans, bail de l'AP à l'association diocésaine de Paris pour un local sis 24, rue Saint-Roch (1958), copie de bail de l'AP à l'association diocésaine de Paris pour un local sis 4, rue la Feuillade (1965), correspondance, études de valeur vénale, acte de vente, avis du domaine, promesse de vente.	1957 - 1990
3624W 46	Immeubles sis 4, rue de la Feuillade et 4 et 4 bis rue des Petits Pères (75002). - vente à la société Forum : mémoire au CA, correspondance, protocole d'accord, rapports (1988-1990) ; versement d'une redevance de jour du BAS à l'AP : copie d'un jugement de 1917, correspondance (1968-1973) ; révision du bail : correspondance, bail, documentation, PV de remise de biens de l'AP au BAS (1965-1989).	1965 - 1990
3624W 46 - 47	Immeuble sis 12 rue de la Lune et 13 boulevard Bonne Nouvelle (75002), historique des travaux et vente à la s.a. Fonds Invest en 1989 : documentation, correspondance, promesse et acte de vente, plans, rapport de visite, notes, documents comptables, dossier de litige avec l'Ecole centrale des techniciens de l'électronique (les locataires du bâtiment) copie des baux, renouvellement et congé, plans, rapport d'expertise.	1936 - 1995
3624W 46 - 47	Immeuble sis 332-336 rue Saint-Jacques (75005), descriptifs de la résidence pour personnes âgées : notes, tableaux des surfaces, copie du bail.	1973 - 1996
3624W 48	Immeuble sis 3 rue de la Garancière (75006).- projets de vente et vente en 1990 à la société R.G. SARL : 36 photographies couleur, documentation, copie de la promesse et de l'acte de vente, documents comptables, plans, acte de substitution, délibérations et mémoires au CA, PV de remise des biens de l'AP-HP au BAS (1972), historique du bâtiment, tableau des différentes offres d'achat (1980-1990) ; litige avec la société Bloud & Gay à la suite d'une éviction avec non renouvellement de bail : baux, notes, correspondance, jugement, tableaux de récapitulatifs de loyers, rapports (1965-1979) ; projets de vente de la Garancière et d'achat de l'immeuble sis 14, rue Saint-Benoit (75006) en remplacement : correspondance, projet d'acte de vente, tableaux de comparaison des offres d'achat,	1965 - 1990

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 48 suite	rapports, dossier d'estimation de la valeur vénale de l'immeuble (1979-1989) ; projet (non abouti) d'échange de la Garancière avec un immeuble du Ministère de l'éducation nationale sis 24 rue Bonaparte (75006) : correspondance, plans, mémoires au CA, rapport d'expertise de valeur vénale de l'immeuble Bonaparte, baux, CR de réunions, projet de protocole d'échange, déclaration d'intention d'aliéner un bien (1975-1985).	
3624W 49	Dispensaire et résidence Leprince sis 109 rue St-Dominique (75007), projet de création d'un espace "Ecoute-soins-insertion" après la mise à disposition gracieuse des locaux (loués jusque là à la Compagnie des Filles de la Charité) par l'AP au BASVP : notes, correspondance, copie de rapports municipaux (1901-1902), copie de l'état général des propriétés de l'AP de 1911, documents comptables, bail et avenant, convention de gestion du dispensaire.	1974 - 1987
3624W 49	14 ter, rue Chauchat (75009), descriptifs des logements : notes, copie du bail et avenants.	1986 - 1996
3624W 49	Hôtel 38 rue de l'Echiquier (75010), vente en 2000 à la société COFITEM-COFIMUR : acte de vente et projet, mémoire au CA et projet, déclaration de sinistre, correspondance, documents comptables, bail et renouvellements, études de valeur locative, documentation, estimation de la valeur vénale, rapport de diagnostic amiante et attestation, acte de cession de fonds de commerce, plans, cahier des charges pour la création de salles de réunions dans l'hôtel.	1965 - 2000
3624W 49	Hôtel l'Horset Pavillon sis au 38 rue de l'échiquier et 39 rue d'Enghien (75010), travaux de mise en conformité et projet de vente : plans, rapports, correspondance, mémoires au CA et extraits du registre des délibérations, déclaration de travaux, dossier de l'architecte, correspondance relative à une plainte posée pour insalubrité de l'immeuble, renouvellement du bail commercial, copie de bail passé avec l'AP en 1957, frais d'honoraires, mémoire au TGI Paris pour la fixation du montant du loyer commercial (1992), demandes de renouvellement de bail, offre d'achat, estimations de la valeur vénale de l'immeuble, plans.	1983 - 1995

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 50	Local Jean Aicard (sis 10 avenue Jean Aicard 75011), gestion et utilisation des locaux : projet inabouti d'implantation d'un centre ophtalmologique, mémoires au CA, convention, rapports, correspondance, affaires signalées, nomenclature des clefs, états des lieux, convention de mise à disposition par le centre Georges Pompidou.	1985 - 2000
3624W 50	Partenariat entre le CASVP et le Samu Social, création d'un Centre ophtalmologique AFFLELOU pour les démunis sis 36/40, avenue Philippe Auguste à la suite de la fermeture du Club Philippe-Auguste (75011) : correspondance, mémoire au CA, convention tripartite de mise à disposition des locaux, baux, avis sur la valeur locative, plans.	1997 - 1999
3624W 50	Locaux 70, rue du Chemin Vert (75011), gestion et utilisation des locaux : affaires signalées, correspondance, rapports, convention de répartition des charges avec la DASES.	1981 - 1998
3624W 50	Immeuble sis 8-12 avenue Courteline et 8-13 rue de l'Amiral Courbet (75012), convention de gestion entre le CAS et la RIVP du terrain : correspondance, projet de convention, plan, copie de bail emphytéotique.	1995 - 1996
3624W 50	Résidence Jean-Sébastien Bach (75013), fermeture et vente en 1999 à la société Le Richemont : correspondance, promesse de vente, mémoire au CA, avis du domaine, plans, PV de projet de divisions parcellaires, inventaire du mobilier, documents comptables.	1998 - 1999
3624W 51	Hôtel réquisitionné 13, bd Vincent Auriol (75013), gestion locative par le CAS pour une période d'un an : conventions de subvention, de gestion et d'occupation précaire, correspondance, bail et projet, rapports, mémoire au CA, attestation de propriété, CR de réunions, état des lieux.	1996 - 1998
3624W 51	Immeuble 55 rue du Montparnasse (75014), expropriations pour cause d'utilité publique en vue de l'extension de la résidence Les Artistes sise 57 rue du Montparnasse : sommation, correspondance, arrêté, jugement, tableau des résidents expropriés, baux, documents comptables, plan.	1955 - 1983
3624W 51	Foyer de travailleurs migrants Ridder (75014), litige entre le BAS et le Groupe Richelieu : correspondance, conventions de location, documentation, CR de visite.	1973 - 1993

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 51	Société GFF/CASVP, litige concernant un ensemble immobilier 201, avenue du Maine (75014) : rapport au TGI Paris, ordonnance de taxe, notes partielles aux parties, CR de réunions, rapport de constat d'état des lieux, CR constat de visite d'expertise, assignations en référé, ordonnance de référé du TGI pour la nomination d'un expert, correspondance.	1986 - 1989
3624W 51	15e Section, historique du bâtiment alloué à la sécurité sociale, au bureau de bienfaisance puis au BAS : correspondance, quittance, rapport, baux.	1934 - 1969
3624W 51	15e Section, travaux divers de réfections : correspondance, tableaux comparatifs de dépenses prévisionnelles, devis, dossier contenant le référé préventif pour la démolition et la construction d'un immeuble au n°1 de la rue, dossiers de l'assemblée générale des copropriétaires 1977-1996 et 2001-2002.	1977 - 2002
3624W 52	Club Desnouettes (16 rue du Clos Feuquières 75015) géré par la Fondation Georges Pompidou, ouverture et fermeture du club : correspondance, état des lieux, plans, CR de réunions, conventions de location.	1970 - 1995
3624W 52	Résidence Saint-Charles (193 rue Saint-Charles 75015).- fermeture : PV de remise d'un propriété, CR de visite, rapport, bail convention de gestion et avenant, mémoire au CA, rapport pour les consignes de surveillance et de gardiennage, rapport de vérification semestrielle des extincteurs, PV de visites de sécurité, affaires signalées, plans (1972-1999) ; projet de restructuration : correspondance, plans, rapports, notes, avenants au bail, convention de répartition des charges, mémoires au CA (1971-1997) ; construction par l'AP : note, DCE, plans (1971-1985).	1971 - 1999
3624W 53	Locaux à ancien usage de dispensaire sis 1 rue Charles Tellier (75016), cession du bail : correspondance, protocole d'accord, attestation de remise de clefs, avenant au bail, convention de répartition des charges communes avec la DASES, bail, CR de réunions, extrait du registre des délibérations, plans.	1983 - 1991
3624W 53	Immeuble 11-13, 15 rue Laghouat (75018), projet d'acquisition pour y construire une MAPA : convention, correspondance.	1992 - 1996

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 53	Deux parcelles sises 15 rue Laghouat (75018) (copie actes 25 septembre 1992), vente par l'Habitat Social Français au BASP en vue de la construction de la résidence l'Oasis : acte de vente et projet, correspondance, mémoires au CA, convention de servitude, documents comptables, demande de permis de construire.	1992 - 1993
3624W 53	Hôtel 17 boulevard Ney (75018), passation de convention entre le CASVP et Caisse des Dépôts et Consignations de mise à disposition pour le Samu social (25/10/1995-24/10/1998) : convention de mise à disposition des locaux, correspondance, convention de reprise de la charge et de la gestion d'un établissement à usage de foyer, notes, mémoires au CA, rapports, documentation.	1994 - 1997
3624W 53	Locaux collectifs sis 16 place des Abbesses 75018, projets de réaffectations et demandes de locations : correspondance, affaires signalées, fiche de présentation, rapports, documentation, plans, projet de convention précaire de mise à disposition de locaux.	1997 - 1999
3624W 53	Siège de la 20e section, charges et équipements communs CASVP et DASES : CR de réunions, CCP de travaux d'entretien des locaux, convention de répartition des charges et projets, correspondance, contrats d'entretien et avenants, référentiel contrôle qualité.	1993 - 1999
3624W 54	140 rue de Ménilmontant (75020), aménagement des 2 logements du 1er étage en F4 et litige avec l'OPAC : notes, correspondance, avis d'échéance, décomptes des taxes locatives et de l'impôt foncier, devis, plans.	1986 - 1993
3624W 54	Résidence des Saint-Simoniens (75020), achat de terrains par le BAS pour la construction d'un foyer de vieillards : plans, actes de vente, plans.	1967 - 1972
3624W 54	Parcelle de terrain sise 180 rue Pelleport (75020), vente à la Ville : contrat d'acquisition, plans, mémoire au CA, arrêté, correspondance.	1978
3624W 54	Parcelle de terrain situé sur l'emplacement de l'hospice Debrousse (75020), vente à l'état pour les besoin du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation : copie de l'acte de vente.	1982

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 54 - 56	Vente du patrimoine immobilier en banlieue.	1963 - 2002
3624W 54	Bois de Doué et Jouarre (77, Seine-et-Marne), vente : mémoire au CA et extrait du registre des délibérations, avis du domaine, autorisation de remise en service d'une station de mesure des débits en forêt de Doué, estimation de la valeur vénale, cahier des charges, correspondances, plans.	1978 - 2002
3624W 54	Terrain sis rue du Bois à Ercheu (Somme, 80930).- vente par le CAS à la SCI Saint-Médard en 1996 : deux photographies couleur, déclaration foncière, correspondance, acte de vente, mémoire au CA (1995-1996) ; litige avec des agriculteurs à qui l'AP avait loué le terrain par rapport au calcul des fermages : correspondance, arrêté, documentation (1976-1982) ; projets (non aboutis) de vente aux agriculteurs et calcul du montant des fermages : projet d'acte de vente, quittances (1981-1983).	1976 - 1996
3624W 54	Résidence Les Cèdres (94400, Vitry sur Seine), vente à la ville : 8 photographies couleur, correspondance, copies de chèques de banque, acte de vente, plan de mètres, actualisation de la valeur vénale de la résidence, convention avec la CNAV, dossier de correspondance concernant l'hébergement des jeunes appelés de la police nationale, descriptif et estimations.	1979 - 1993
3624W 55	Foyer logement sis rue Auguste Delauné (94800, Villejuif), vente : conventions et avenant pour la construction de la résidence par l'AP, devis descriptif, correspondance, estimation de la valeur vénale, actes notariés pour la construction d'une cour commune, mémoire au CA, dossier de permis de construire, rapports de l'architecte, plans.	1963 - 1986
3624W 55	Terrain sis 95 bd de la Vanne à Cachan (94400), vente : acte de vente.	1989
3624W 55	Propriété sise 57 rue du Grand Prieur à Argenteuil (95). - vente : plans et copies (1968), historique, correspondance, bulletins de recouvrement, copies de chèque de banque, mémoires au CA, promesse de vente, PV de remise de biens (1976), convention et avenant signé avec la CNAV (1996-1998) ; constitution de servitude EDF sur une extrémité du terrain : actes de constitution de servitude EDF, une photographie couleur, correspondance (1976-1990) ; construction d'un foyer-maison de retraite : avant-projet, exposé, plans (1965-1966).	1965 - 1998

Archives de Paris.

Versement 3624W. Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris puis Administration générale de l'assistance publique de Paris puis Préfecture de la Seine et Ville de Paris puis bureau d'aide sociale de la ville de Paris puis Centre d'action sociale de la ville de Paris. Service des travaux et du patrimoine et bureau des affaires juridiques et du contentieux. - Dossiers de dons, legs et ventes du patrimoine mobilier et immobilier du CASVP, 1617-2006.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3624W 55	Maison d'Accueil pour personnes âgées sise 57 rue du grand Prieur (95, Argenteuil), vente en 1998 : copies de promesse et d'acte de vente, mémoires au CA, attestation, correspondance, PV de remise des biens de l'AP-HP au BAS, historique et descriptif, estimation de la valeur vénale.	1981 - 1998
3624W 56	Résidence Les Moulins à Arnouville les Gonesse (95).- vente à l'Association arménienne d'aide sociale : mémoires au CA, acte de vente, correspondance, PV de remise des biens, avis du domaine, plans (1984-1987) ; litige entre le BAS et la mairie : décision de paiement, arrêt de la cour de cassation, documents comptables, extrait du registre des délibérations, correspondance (1986-2000).	1984 - 2000